

107
BIBLIOTHÈQUE

de la

UNIVERSITÉ FRANCO - ROUMAINE

"FONDATION HACHETTE"

LES GRANDS PROCÈS
DE
L'HISTOIRE

A LA MÊME LIBRAIRIE

DU MÊME AUTEUR

- LES GRANDS PROCÈS DE L'HISTOIRE*, -1^{re} série. — L'AFFAIRE CINQ-MARS. — LE PROCÈS DE MARIE STUART. — L'AFFAIRE CINQ-MARS. — LE PROCÈS DE NICOLAS FOUQUET, UN PROFITEUR DU GRAND SIÈCLE. — VOLTAIRE, DÉFENSEUR DE CALAS. — LE PROCÈS DE CAMILLE DES MOULINS. — Un vol. in-16 jésus, orné de 60 illustrations. 15 fr.
- 2^o série. — LA MARQUISE DE BRINVILLIERS. — L'AFFAIRE DU COLLIER. — LE PROCÈS DE CHARLOTTE CORDAY. — LE PROCÈS DE MADAME ROLAND. — L'AFFAIRE LAFARGE. — Un vol. in-16 jésus orné de 49 illustrations. 15 fr.
- 3^o série. — LA GRANDE CATHERINE. — MARIE-ANTOINETTE. — LA MORT DU DUC D'ENGHEN. — LA REINE HORTENSE. — LACHAUMONT. — Un vol. in-16 jésus, orné de 49 illustrations. 15 fr.
- 4^o série. — LA GRANDE MADemoiselle. — LE GRAND CONDÉ. — LE MASQUE DE FER. — LE ROI MURAT. — LE MARÉCHAL NEY. — Un vol. in-16 jésus, orné de 49 illustrations. 15 fr.
- 5^o série. — RACINE ET LA DUPARC. — LA DUCHESSE DU MAINE. — LE RÉGENT ET LE PALAIS-ROYAL. — LE SYSTÈME DE LAW. — CARTOUCHE. — Un vol. in-16 jésus, orné de 49 illustrations. 15 fr.
- 6^o série. — CHRISTINE DE SUÈDE. — LE MARÉCHAL DE SAXE. — LE MARIAGE ET LE SACRE DE LOUIS XVI. — L'AGONIE D'UN RÉGIMENT. — Un vol. in-16 jésus, orné de 43 illustrations. 15 fr.
- 7^o série. — LE 9 THERMIDOR. — BARRAS. — LE PETIT CORSE. — PAULINE BONAPARTE. — LA DÉFENSE DE LADY MACBETH. — Un vol. in-16 jésus, orné de 45 illustrations. 15 fr.
- 8^o série. — L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE. L'AFFAIRE DU DIVORCE IMPÉRIAL. — L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE. — LA MORT DE L'AIGLE. LE MARTYRE. L'APOTHÉOSE. — LOUIS XVIII. — CHARLES X. LA FIN D'UNE MONARCHIE. — Un vol. in-16 jésus, orné de 39 illustrations. 15 fr.
-

BD 21698 2(3)
HENRI-ROBERT

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
ANCIEN BATONNIER

07
HEN
N: 358 A

LES GRANDS PROCÈS

DE

L'HISTOIRE

IX^e SÉRIE


Montijo

LA RÉVOLUTION DE 1848.
L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE. LA JEUNESSE. L'ASCENSION VERS
LE TRÔNE. LE RÈGNE. LES ANNÉES HEUREUSES. LE DÉCLIN.
LA CHUTE. LES ANNÉES DOULOUREUSES. LA MORT.
LA SOCIÉTÉ ET LA VIE SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE.
L'AFFAIRE DES DÉCORATIONS.

Ouvrage orné de 39 illustrations.



D



0040022613

Don
MAM

PAYOT, PARIS
106, Boulevard St-Germain

B 13.500

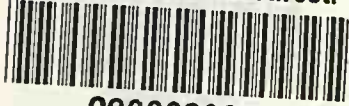
1934

Tous droits réservés

AR. - K.
g. IX

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITARĂ
BUCUREȘTI
COTA 33361

468 / 20

B.C.U. "Carol I" Bucuresti

C20002827

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

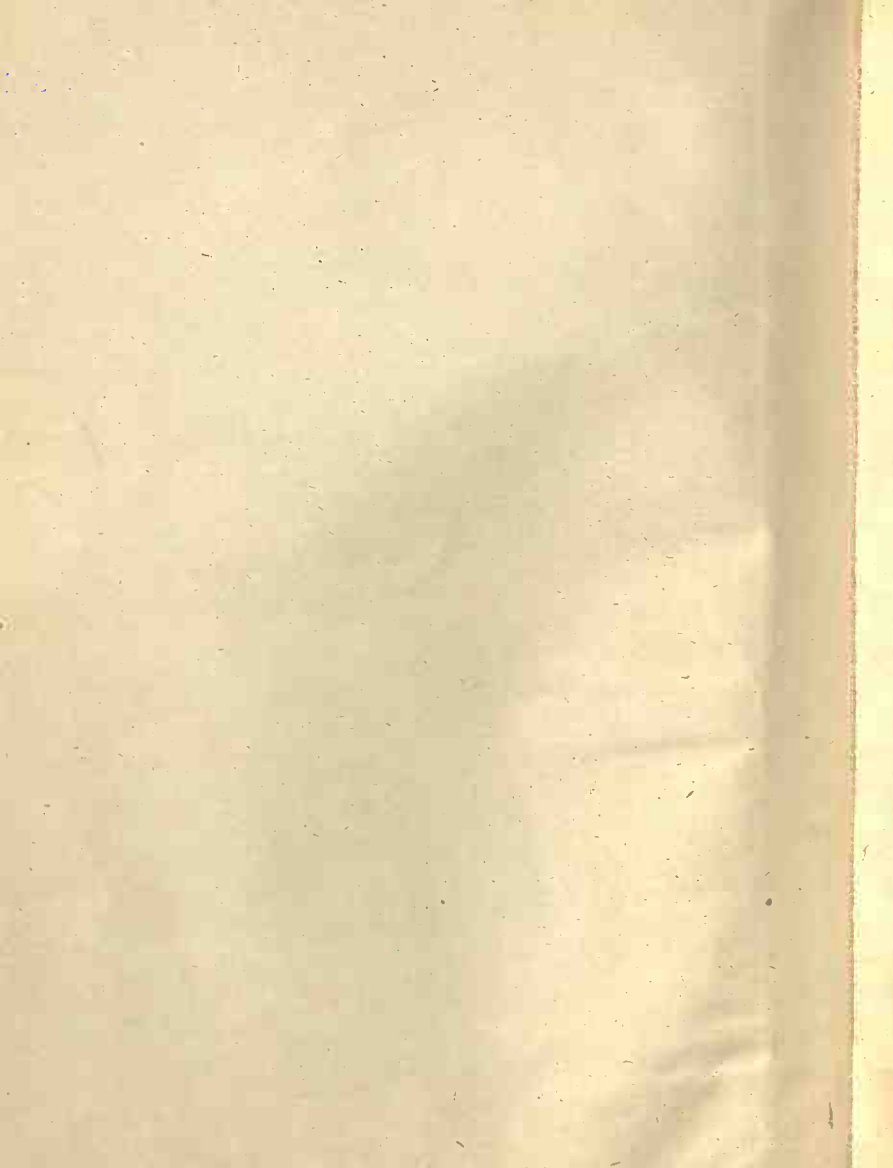
Premier tirage mars 1931.

Copyright 1934. by Payot, Paris.

A MON CONFRÈRE
HENRI DE RÉGNIER
de l'Académie française

Amical hommage.

H.-R.



LA RÉVOLUTION DE 1848

La fin d'une monarchie

Depuis 1789 jusqu'à 1848, en cinquante-neuf ans, la France s'est offert le luxe coûteux de sept changements de régime et de trois révolutions.

Le 22 février 1848, Louis-Philippe I^{er}, roi des Français, travaille dans son cabinet au palais des Tuileries. Il est d'une humeur charmante. Victor Hugo affirme même qu'il « est d'une gaieté folle ». Est-ce parce qu'il discute avec ses hommes d'affaires le testament de Madame Adélaïde, sa sœur, dont la constante affection et la sollicitude éclairée lui ont été si précieuses ?...

Le roi porte allégrement le poids de ses soixante-quatorze ans ; sa santé est excellente. A dix heures du matin, comme de coutume, il a déjeuné de fort bon appétit. Il envisage l'avenir avec le plus parfait optimisme. Il ne se doute pas que la Révolution qui le chassera du trône vient de commencer.

Le matin même, des troubles ont éclaté dans Paris. Trois jours après, Louis-Philippe peut méditer amèrement ce dicton : « Qui sème le vent récolte la tempête » et cette parole de l'Évangile : « Qui se sert de l'épée périra par l'épée. » Il a pris la place des rois légitimes. Bénéficiaire

d'une révolution qui lui a donné le trône, il devient la victime d'une autre révolution qui lui fait perdre sa couronne. Châtiment mérité, diront les légitimistes, qui ne lui pardonnent pas d'avoir substitué « une monarchie de contrebande » à la royauté des Bourbons.

Le roi bourgeois a régné près de dix-huit années ; il se croit tranquille et à l'abri des orages. Habile, souple, sachant manœuvrer les hommes et les partis, il a traversé sans dommages les passes les plus difficiles. Fils du régicide Philippe-Égalité, ancien membre lui-même du club des Jacobins, il a dépouillé son cousin Charles X, alors qu'il devait tout aux Bourbons : argent, honneurs et titre d'Altesse royale. Par un juste retour des choses d'ici-bas, il est victime de la révolution après en avoir profité.

C'est la peine du talion !

Depuis 1830, Louis-Philippe a connu des heures tragiques. L'exercice du pouvoir en France n'est pas toujours chose facile. Les ennemis du roi ont plusieurs fois tenté de se débarrasser de lui par la violence. Il a subi avec sang-froid des attentats répétés. Tous ont échoué. N'ayant pu l'assassiner, on a essayé de le tuer par le ridicule. Des pamphlets stigmatisent son avarice et son excessif amour de l'argent. Des caricatures, répandues à profusion, le représentent avec son inséparable parapluie sous le bras et une énorme poire en guise de figure...

La maison d'Orléans a perdu son fétiche. Le fils aîné du roi, le duc d'Orléans, esprit libéral et éclairé, jouissait de vives sympathies et même d'une grande popularité. En passant boulevard de la Révolte, à Neuilly, ses chevaux s'emballent, le prince se jette hors de sa voiture et se brise le crâne sur le bord du trottoir. Ce stupide accident porte un coup fatal à la monarchie de Juillet.

La politique extérieure du gouvernement de Louis-Philippe suscite la colère des bonapartistes et les reproches des légitimistes et des républicains. Guizot dirige les Affaires Étrangères depuis sept ans. Il est partisan convaincu de l'entente cordiale avec l'Angleterre et de la nécessité de consentir à tous les sacrifices d'amour-propre pour la maintenir intacte. Depuis sept ans, avec un talent remarquable, il chante à la tribune la romance de la paix. La France, enivrée de gloire par le grand empereur, ressent vivement les humiliations successives que lui inflige la politique pacifiste à outrance. Par deux fois, le gouvernement français s'incline devant les injustes prétentions de l'orgueilleuse Angleterre. L'affaire du droit de visite et l'indemnité Pritchard deviennent des armes terribles entre les mains de l'opposition.

Si le prestige de la France s'est abaissé à l'extérieur, la situation intérieure n'est guère plus favorable. Curieux rapprochement avec les événements de 1830 ! La prise

d'Alger n'a pas retardé d'une heure la chute de Charles X. La reddition d'Abd-el-Kader, les succès militaires en Algérie, ne changent rien à l'impopularité et au destin de Louis-Philippe.

Guizot, protestant austère, parfait honnête homme, incapable de tirer aucun profit personnel des événements et des hommes, avait laissé instituer un régime de dangereuse corruption. S'il n'a pas prononcé le mot célèbre : « Enrichissez-vous ! » il a permis aux parlementaires, aux fonctionnaires et aux électeurs de croire que l'argent seul constituait le bonheur et que tous les moyens étaient bons pour le conquérir. Les scandales se succèdent. Tout se vend et tout s'achète : Légion d'honneur, places, concessions, bureaux de tabac. Émile de Girardin, redouté pour son talent de journaliste et son habileté de duelliste depuis qu'il a tué Armand Carrel, révèle dans *La Presse* les plus scandaleuses de ces mises à l'encan. Un théâtre lyrique a été concédé moyennant cent mille francs versés à un ministre. La pairie s'achète quatre-vingt mille francs. La Légion d'honneur et les titres de noblesse sont à vendre.

Quand un gouvernement laisse s'instituer de telles pratiques et encourage des mœurs politiques et financières aussi honteuses, il est mûr pour la chute.

Si le peuple est gouverné par des incapables, il exige leur remplacement. S'il soupçonne les ministres d'être

peu scrupuleux, sa colère gronde ; s'il est sûr de leur malhonnêteté, il les chasse et fait une révolution.

Louis-Philippe et Guizot ont été frappés au cœur par deux scandales auxquels ils étaient d'ailleurs totalement étrangers. Un ancien ministre, devenu haut magistrat, Teste, convaincu de forfaiture et de concussion, est condamné à trois ans de prison et à la dégradation civique. Le soir même de l'arrêt de la Haute Cour, il tente de se suicider dans sa cellule, qui, détail émouvant, est située juste au-dessous de son cabinet de président de chambre à la Cour de Cassation, où il siégeait dans sa robe rouge rehaussée d'hermine. Cet incident, tragique désarme les juges les plus sévères, car Teste avait été, selon le mot de Victor Hugo, « grand dans l'abaissement et touchant dans la honte ».

Un autre scandale fait « rejaillir la boue et le sang jusqu'au pied du trône ». Le duc de Praslin assassine sa femme, fille du maréchal Sébastiani, pour être libre de vivre avec la gouvernante de ses enfants. Le duc de Praslin, lui aussi, se suicide. Mais l'opinion publique, fiévreuse et surexcitée, crie à la supercherie et accepte sans contrôle la fable d'un faux suicide et d'une réelle évasion.

Le long exercice du pouvoir a fermé les yeux et bouché les oreilles de Guizot. Il n'entend pas gronder les haines

populaires. Il n'entend pas les plaintes et les gémissements du peuple qui souffre parce qu'il a faim. Les récoltes sont désastreuses. Le pain est cher. Louis-Philippe est sans inquiétude et Guizot est satisfait parce que la majorité parlementaire est forte et fidèle.

Or, cette majorité ne signifie rien. Pour être électeur, il faut payer deux cents francs d'impôts directs, chiffre réduit à cent francs pour les *capacités*. Le sort de la France est entre les mains de cent quatre-vingt-dix mille bourgeois. Les pauvres et les déshérités sont exclus. Pour être élu, il faut payer un cens de cinq cents francs. Enfin, les fonctionnaires, qui sont alors sous la dépendance étroite du gouvernement, ont le droit d'être élus et il y a à la Chambre cent soixante-dix fonctionnaires. Avec des électeurs réduits et des députés domestiqués, Guizot semble maître de la situation. L'excès de son pouvoir le perd. Il est toujours dangereux pour un ministre d'être atteint du mal « de l'infailibilité » !

Le ministère Guizot, si fort en apparence, est, en réalité, frappé à mort. La situation financière est inquiétante. Le budget s'élève à un milliard et demi, chiffre qui nous paraît, aujourd'hui, dérisoire, mais qui, il y a quatre-vingts ans, semblait énorme. Thiers, qui connaît l'art de jongler avec les chiffres, affole les députés en agitant le spectre de la hideuse banqueroute. Les fâcheuses com-

promissions du comte Duchâtel, ministre de l'Intérieur, continuent à perdre le ministère.

De toutes parts, la résistance s'organise. Assez de scandales ! Assez de vilaines et malpropres affaires d'argent !



Guizot, Martin du Nord, Louis-Philippe, Villemain, Marechal Soult, Amiral Duperre, Teste, Duchatel, Cunin-Gridaine.

LOUIS-PHILIPPE ET SES MINISTRES.

Tableau de Jacquand.

Il faut donner un vigoureux coup de balai pour nettoyer les écuries parlementaires et les mares stagnantes remplies de boue. Guizot et ses collègues ne sont pas seuls visés ; le coup doit frapper plus haut et atteindre la personne même du roi.

Pour combattre et pour vaincre, la tribune est inutile ;

la presse, insuffisante. Il faut atteindre la monarchie et ses soutiens avec leurs propres armes.

Guizot s'est adressé au pays tout entier en parlant au banquet de Lisieux ; les opposants commencent la campagne des banquets.

L'idée, à peine conçue, se réalise. Adolphe Thiers, qui se ronge de n'être plus ministre et brûle du désir de le redevenir, fût-ce sous un autre régime, donne son assentiment au projet d'offensive générale. Le premier banquet présidé par M. de Lasteyrie est organisé au Château-Rouge, dans la banlieue parisienne.

Dans ces réunions culinaires, si la nourriture est médiocre, les discours sont abondants et éloquents. Le prétexte de ce flot de paroles est un projet de timide réforme électorale. En réalité, tous les orateurs — y compris Odilon Barrot, à qui revient, cette fois, la palme de l'éloquence — sont d'accord pour flétrir la corruption et exiger un changement de méthode gouvernementale. On n'ose pas dire encore « un changement de régime ».

Les banquets se succèdent ; le ton des discours devient plus violent et plus agressif. Les ministres, seuls, ne sont pas mis en cause ; la personne même du roi est discutée avec une âpreté croissante.

Un instant, on peut croire que le péril est conjuré. Les assaillants ne sont plus d'accord. Odilon Barrot,

bientôt dépassé et débordé par Ledru-Rollin et Flocon, s'inquiète et menace de renoncer à la lutte.

L'accalmie est passagère ; le régime est en décomposition ; rien ne peut le sauver. A Dijon et à Chalon-sur-Saône, le mot de république est ouvertement prononcé.

Un grand poète, qui va s'improviser homme politique, Alphonse de Lamartine, jette une note magnifique dans ce concert de reproches et d'accusations contre la monarchie défaillante. Il trouve des mots à effet et des formules définitives, qui font dresser les auditoires frémissant d'enthousiasme et qui agitent le pays tout entier. Un jour, il s'écrie :

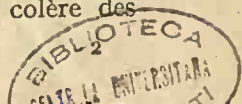
— Nos voix retentissent comme le tocsin de l'opinion.

A Mâcon, il lance pour la première fois le mot de révolution ; il aggrave même son attaque en disant que la révolution qui doit triompher est la révolution du mépris.

Pendant ce temps, l'opposition parlementaire ne reste pas inactive.

A la Chambre, les attaques se multiplient. Thiers, Tocqueville, Billault, Lamartine, Carnot, Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne, Marie, Crémieux, Ledru-Rollin, de Rémusat, Dufaure, divisés par leurs opinions et leurs tendances, s'unissent pour donner l'assaut au ministère.

Les ministres s'imaginent qu'ils pourront conjurer le péril en supprimant les banquets par la voie détournée de l'abolition du droit de réunion. Grande colère des



C20000022

100205

opposants ! Le 13 février, ils se réunissent au café Durand et décident de continuer de banqueter « envers et contre tous ». Le mot d'ordre est : « Résistance à outrance ».

Duchâtel s'émeut de ces dispositions de combat et envoie un parlementaire pour tenter de trouver un terrain de conciliation. L'homme chargé de cette délicate mission va bientôt jouer un grand rôle. Intelligent, habile, homme du monde accompli, mêlé aux affaires industrielles et financières, membre des grands cercles, habitué des champs de courses, arbitre des élégances, il s'appelle Morny. Nous le retrouverons, sous le second Empire, auprès de son demi-frère, Napoléon III.

La tentative de conciliation échoue, les opposants décident d'organiser une grande manifestation pour le 22 février. Le préfet de police Delessert décide de l'interdire.

Violer le droit de réunion, c'est porter atteinte aux libertés chèrement conquises. Interpellé par Duvergier de Hauranne, Duchâtel a l'impudence de dire :

— Le gouvernement ne cédera pas.

Dans les époques troublées, la parole est plus dangereuse que l'action.

Le garde des Sceaux, Hébert, naturellement désagréable, est plus acariâtre que de coutume. Il blesse au vif l'opposition.

Thiers déclare :

— Le droit de chaque Français est aussi sacré que celui de la royauté.

L'attitude ferme du gouvernement intimide les opposants parlementaires ou journalistes : ils ne manifesteront pas. Pour masquer leur reculade, ils déclarent qu'ils vont demander la mise en accusation du ministère. Les journaux sont chargés d'annoncer, en même temps, la prudente abstention et la résolution virile. Mais, en 1848, la presse n'a qu'une influence restreinte, parce que les abonnés sont peu nombreux et les lecteurs au numéro inexistant...

Si les chefs sont pusillanimes, les troupes (c'est-à-dire le peuple) sont résolues à l'assaut. Le 22 février 1848 ne ressemble pas au 27 juillet 1830, sauf par l'enthousiasme et l'ardeur des émeutiers.

En juillet 1830, il faisait beau et le soleil brillait sur la ville.

Le 22 février 1848, le ciel est gris et sombre ; il pleut, il fait froid, le brouillard obscurcit Paris. Mais rien n'arrête l'élan spontané des faubourgs : étudiants et ouvriers fraternisent et servent d'entraîneurs et d'excitateurs. Sur un mot d'ordre mystérieux, les barricades semblent sortir de terre et se dressent dans les carrefours peuplés. On ignore, heureusement, le chant de *L'Internationale* ; on reste français malgré tout... *La Marseillaise* retentit.

Par instants, l'hymne de Rouget de Lisle est haché par des coups de fusil. Les parlementaires n'entendent point les cris menaçants de la rue. A la Chambre, Odilon Barrot réclame la mise en accusation du ministère. La Chambre haute ignore la manifestation. La journée ne présente guère d'incidents graves, mais, dans la soirée, les émeutiers marquent un point. Ils ont été habiles, car leur tactique a consisté à acclamer les troupes envoyées pour les combattre. A la tombée de la nuit, les soldats montrent des symptômes de lassitude et de faiblesse ; ils semblent prêts à fraterniser avec le peuple. L'effort des manifestants se porte devant le ministère des Affaires Étrangères, boulevard des Capucines. Guizot est vigoureusement conspué. Louis-Philippe s'endort dans son palais des Tuileries ; il est calme ; il en a vu bien d'autres. Il croit à des troubles passagers. Il se trompe. Son règne, commencé par l'émeute, va finir dans l'émeute.

Le 23 février, il pleut encore. L'eau est, d'ordinaire, un moyen d'action contre les fauteurs de troubles. Cette fois la douche céleste ne calme pas l'ardeur des manifestants. L'incendie révolutionnaire se propage et gagne le Marais. Le faubourg du Temple est en effervescence. Une nouvelle inquiétante parvient au Palais : les tambours de la garde nationale passent aux insurgés.

Autrefois, une troupe privée de tambours était, pour ainsi dire, désarmée. Les barricades se multiplient.

Louis-Philippe passe d'un extrême à l'autre. Son optimisme l'abandonne ; il perd son sang-froid. L'affolement de la reine Marie-Amélie n'est point pour le calmer. Il exige la démission de Guizot et son remplacement par le comte Molé. Quand la tempête fait rage et que le navire menace de sombrer, il est dangereux et inutile de changer le capitaine. Jeter une proie aux révolutionnaires est une maladresse ; on ne fait qu'exciter leur appétit, sans le satisfaire.

Cependant, cette solution désespérée semble rétablir le calme dans les esprits et jeter la confusion dans les rangs des émeutiers. Les troupes restent fidèles, les protestations de Louis Blanc contre l'intervention de la force armée ne produisent qu'un médiocre effet ; la journée du 23 s'achève dans une atmosphère rassérénée.

L'accalmie est trompeuse et de courte durée. Dans la nuit, une collision sanglante entre un bataillon du 14^e de ligne et les émeutiers, devant le ministère des Affaires Étrangères, fait de nombreuses victimes ; on compte cinquante-deux morts et soixante-quatorze blessés.

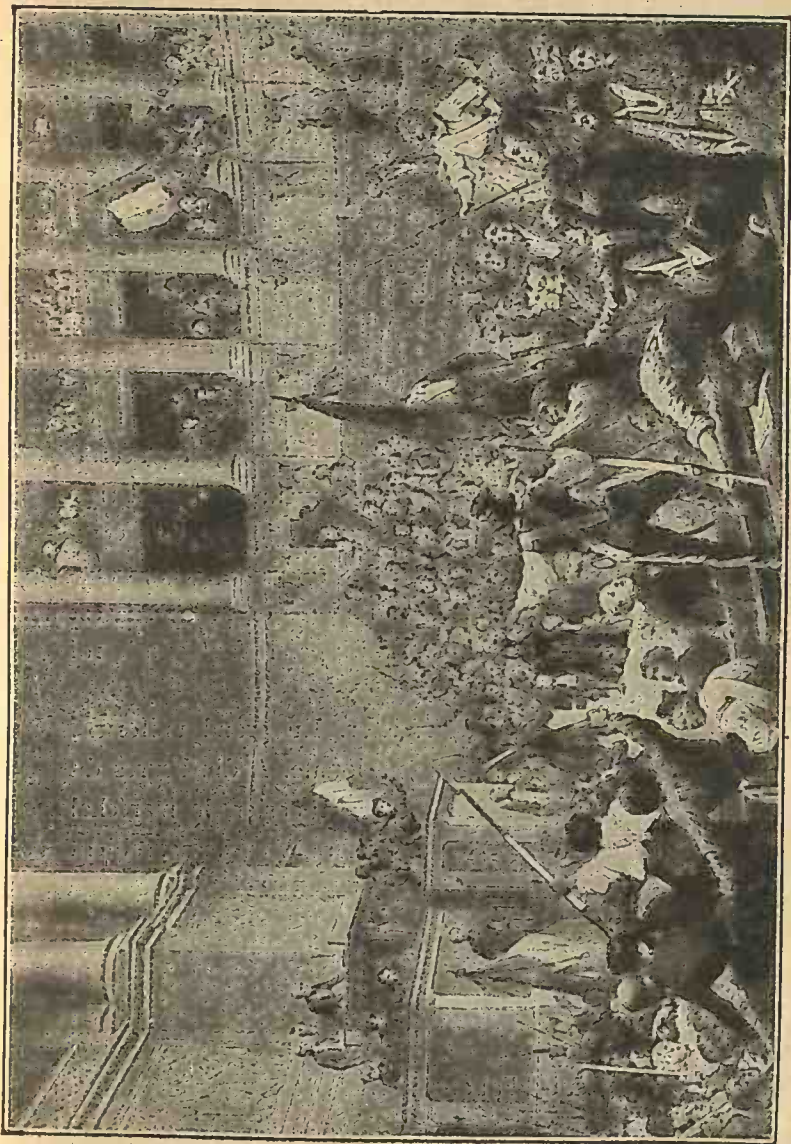
Puisqu'une orgueilleuse fantaisie historique a baptisé de « Trois Glorieuses » les journées de juillet 1830, ne serait-il point exact de qualifier de « Trois Sanglantes » les journées de février 1848 ?

La nouvelle de cette hécatombe se répand dans Paris comme une traînée de poudre. L'émotion est considérable.

La foule se masse rue Le Peletier, devant les bureaux du *National*. Garnier-Pagès harangue et excite les Parisiens :

— Le sang du peuple crie vengeance !

Une mise en scène macabre pousse les passions au paroxysme : un tombereau rempli de cadavres parcourt les principales rues et les faubourgs. Que fait Louis-Philippe ? Il espérait que le renvoi de Guizot et son remplacement par le comte Molé apaiseraient tous les esprits. Le comte Molé a peur et se dérobe. Il y a eu, de tout temps, des hommes pusillanimes incapables de se sacrifier pour tenter de sauver leurs bienfaiteurs. La défaillance du comte Molé peut encore être réparée. Le roi fait appel à Thiers, suprême espoir ! Adolphe Thiers n'est pas homme à se dérober aux responsabilités. Au cours de sa longue vie politique, il a montré qu'il n'avait pas peur du danger. En 1848 (comme en 1871), il est prêt à faire son devoir. Quand le roi le fait appeler, il répond : « Présent ! » Il éprouve même une satisfaction intime à se jeter dans la bataille, car il aime à jouer au militaire, bien qu'il n'ait jamais fait même une heure de service. Historien, il n'a pas craint de donner des leçons de tactique à Napoléon lui-même. Chef du gouvernement, il est heureux de participer à une véritable bataille, mais, comme la lutte se poursuit entre Français, sa délectation doit être morose. Le maréchal Bugeaud, duc d'Isly, vieux soldat d'Afrique,



LA DUCHESSE D'ORLÉANS A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS (24 FÉVRIER 1848).

redouté de tous depuis son duel mortel avec le député Dulong, est chargé du commandement des troupes de répression. Thiers commence par lui donner quelques conseils d'ordre militaire. La combinaison ministérielle est mort-née. Le choix de Bugeaud a déchaîné la fureur des conjurés. Rémusat prévient Thiers. Tout est remis en question.

Le 24, au matin, le roi convoque les chefs de l'opposition. Une tentative désespérée est faite pour constituer un ministère viable. Le général de Lamoricière remplacerait le maréchal Bugeaud. Les palabres sont inutiles, il est trop tard ; les parlementaires sont débordés, les chefs ne commandent plus, ils obéissent à leurs troupes. Flocon, Causidière, Étienne Arago, sont les maîtres de l'heure. Il est inutile de discuter avec Louis-Philippe. Il faut que le roi disparaisse.

Louis-Philippe tente de résister. En grand uniforme, il passe la revue de la garde nationale. A dix heures du matin, il déjeune. Le duc de Montpensier, le maréchal Soult, Émile de Girardin, sont au palais ; ils conseillent au roi l'abdication. Le roi hésite ! A midi, il abdique en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, dont la mère, la duchesse d'Orléans, serait régente.

Pour la quatrième fois depuis le début du siècle, un roi va quitter son palais pour prendre le chemin de l'exil. Louis-Philippe suit, d'abord, la route tracée par Charles X.

Par Trianon et Dreux, il se dirige vers l'Angleterre. Il s'embarque à Honfleur et se réfugie à Claremont.

La duchesse d'Orléans vient à la Chambre des députés avec son fils, le comte de Paris, et ses deux beaux-frères : Nemours et Montpensier. Sauzet préside la séance. Les députés sont disposés à accepter la combinaison de Louis-Philippe. Mais l'opinion parlementaire est sans valeur. Le Palais-Bourbon est envahi par le peuple. Les émeutiers ne sont pas très nombreux. Qu'importe ! Pour faire une révolution, il suffit d'une minorité agissante qui balaye une majorité discréditée et inerte. La régente et les princes doivent quitter, en toute hâte, la salle des séances. Ils ont définitivement perdu la partie.

Dupont de l'Eure remplace Sauzet au fauteuil présidentiel. Lamartine péroré. Il ne s'arrêtera plus de parler pendant toute l'année 1848. La monarchie de Juillet a terminé sa carrière agitée ; elle est remplacée par un gouvernement de sept membres : Dupont de l'Eure, François Arago, Lamartine, Garnier-Pagès, Marie, Crémieux, Ledru-Rollin.

Garnier-Pagès est maire de Paris. Il a comme adjoints deux illustres inconnus : Recurt et Buchez, ce dernier remplaçant Guinard, plus inconnu encore.

Le peuple n'est pas satisfait. Il s'indigne de se voir privé des fruits de la victoire. Le gouvernement provi-

soire est qualifié de réactionnaire. On est toujours le réactionnaire de quelqu'un. Pour lui donner une teinte plus accentuée et conforme à l'orthodoxie républicaine, la volonté populaire impose de nouveaux gouvernants : Flocon, Armand Marast, Louis Blanc et l'ouvrier Albert. Ces derniers choix ont été dictés par les manifestants qui ont envahi l'Hôtel de Ville, où siège le gouvernement provisoire. Lamartine se fait acclamer en lançant à la foule une harangue vibrante.

La victoire acquise, on se partage le butin. Dupont de l'Eure a la présidence du Conseil ; Lamartine, les Affaires Étrangères ; Crémieux, la Justice ; Ledru-Rollin, l'Intérieur. Les extrémistes ont toujours eu un goût prononcé pour ce ministère, qui tient, selon l'expression actuelle si ridicule, « les leviers de commande ». Goudchaux est aux Finances ; François Arago, à la Marine, qu'il doit ignorer totalement, mais, pour être ministre, il n'est pas toujours nécessaire d'avoir une compétence. Hippolyte Carnot est à l'Instruction Publique et le bâtonnier Marie est ministre des Travaux Publics. Le général Cavaignac aura, comme domaine, l'Algérie ; Caussidière et Sobrier se délèguent eux-mêmes à la préfecture de police, où ils feront une étrange figure. Enfin, un autre Arago, Étienne, s'occupe des Postes.

Le premier acte du gouvernement est de dissoudre l'ancienne Chambre et de supprimer par décret la Chambre

des pairs. Une démocratie, comme tout gouvernement qui se respecte, a besoin de la force armée, mais, pour sauvegarder les principes, les hommes de 1848 font appel à la garde nationale, dont l'effectif est porté à deux cent mille hommes. Tous les citoyens y seront admis.

Nous assistons alors à un étrange enfantement. Les hommes au pouvoir sont tous honnêtes, animés des meilleures intentions ; ils ont une foi sincère, des

idées généreuses, une éloquence intarissable, mais ils sont naïfs et inexpérimentés. Dès le début, le gouvernement se divise en deux camps nettement opposés : les modérés épris, eux aussi, de liberté, mais désireux de ne pas bou-



LAMARTINE A L'HOTEL DE VILLE

« Conservons avec respect, citoyens,
le drapeau tricolore qui a fait le tour du monde... »

leverser l'édifice social, et les avancés, qui rêvent de fraternité universelle et prétendent donner le bonheur à tous les citoyens. Les deux tendances vont se heurter sur la question vitale du drapeau national. Louis Blanc exige le drapeau rouge, symbole révolutionnaire. Le peuple, réuni place de l'Hôtel-de-Ville dans des comices improvisés, mêle sa voix grondante à celle du gouvernement provisoire. Qui va l'emporter ? L'issue des combats est douteuse ; les foules sont portées aux extrêmes..., mais Lamartine est là, il paraît au balcon ; la foule est agitée de mouvements divers ; l'énorme masse, composée en majorité d'étudiants et d'ouvriers, qui couvre la place de l'Hôtel-de-Ville, ondule comme une mer en fureur... Peu à peu, le silence se fait ; l'immense auditoire est attentif. Une fois de plus, la parole humaine a fait un miracle. Lamartine, dans une harangue enflammée, défend le drapeau tricolore. Grâce à lui, la sagesse patriotique l'emporte sur la folie révolutionnaire. ; le drapeau aux trois couleurs, qui semble un symbole de la gloire française, reste notre emblème national.

C'est une belle victoire. Le lendemain, la lutte recommence. On parle de brûler le château des Tuileries, qui fut le refuge des tyrans. Pour le préserver, le pouvoir exécutif y installe les invalides du travail. Des mesures généreuses, parfois imprudentes pour les finances ou la sécurité publiques, sont prises : tous les détenus poli-

tiques sont mis en liberté et les enfants des morts pour la révolution sont adoptés par la patrie.

Il faut penser à tout. Assailli de graves préoccupations, le gouvernement n'hésite pas à se perdre dans les détails les plus infimes. Un décret prescrit que le Mont-de-Piété devra rendre à leurs propriétaires les objets déposés dont la valeur ne dépasse pas dix francs.

Des mesures administratives plus importantes sont prises. Les préfets sont licenciés et remplacés par des commissaires du gouvernement. Parmi ceux-ci, nous voyons : à Marseille, Emile Ollivier, un débutant qui ira loin, et un troisième Arago, Emmanuel, à Lyon. Enfin, voici la grande pensée du nouveau règne, s'il est permis d'employer cette expression monarchique quand il s'agit d'un gouvernement de purs républicains : proclamation du droit au travail et, pour assurer ce droit sacré, création d'ateliers nationaux... Cet enfant mal venu que la République met au monde lui donnera bien des soucis ! Il n'est pas viable et, pour éviter qu'il ne cause la mort rapide du régime en suscitant les troubles les plus graves, il faudra, la mort dans l'âme, se résoudre à le supprimer. Le droit au travail est une idée généreuse, mais irréalisable. Le grand tort des hommes de 1848 est d'avoir trop d'idées, presque une idée par minute, et d'être des utopistes et des rêveurs. Ils vivent dans l'illusion et dans l'ignorance des froides réalités. D'ailleurs, les réformes

prescrites sembleraient aujourd'hui ridicules et insuffisantes, car la journée de travail est de onze heures en province et de dix heures à Paris.

Cette législation nouvelle est improvisée d'après les avis donnés par une commission de cinq cents membres qui siège au Luxembourg. Comment faire un travail utile avec une assemblée aussi nombreuse ?

Le pouvoir exécutif ayant dissous la Chambre et supprimé la Chambre des pairs, doit pourvoir à leur remplacement. Comme don de joyeux avènement, il donne au peuple le suffrage universel. L'Assemblée Nationale se composera de neuf cents membres élus au scrutin de liste par département. Il y aura un représentant pour quarante mille habitants. L'armée votera.

Les ministres n'ont pas une tâche facile, mais le plus embarrassé est le ministre des Finances, Goudchaux. Les révolutions ont pour résultat d'inquiéter l'épargne, de fermer les coffres et de resserrer les bas de laine. Le Trésor est vide. Goudchaux s'ingénie à le remplir. Le thermomètre de la confiance publique est au plus bas. Goudchaux demande cent millions aux souscripteurs de la dernière tranche de l'emprunt de 1847. Il obtient péniblement quatre cent mille francs.

Comment les finances seraient-elles prospères alors que les rues sont en proie à une dangereuse agitation ?

Les corps d'élite de la garde nationale n'échappent point à la fièvre générale. Ils manifestent, le 16 mars, devant l'Hôtel de Ville : c'est la manifestation dite des « bonnets à poil ».

Le 17 mars, grande manifestation place de la Concorde, où cinquante mille hommes défilent en chantant *La Marseillaise*. Aujourd'hui, on les prendrait pour des réactionnaires. Les manifestants se dirigent ensuite vers la place de la Bastille. Chemin faisant leur nombre augmente. En arrivant, ils sont plus de cent cinquante mille. La manifestation se disperse sans incidents graves.

Jamais la situation n'a été plus trouble. Louis Blanc, par instants, est débordé, car un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure. Barbès, le « Bayard de la démocratie, crâne indien aux instincts doux », — c'est le langage de l'époque, — excite les masses. Proudhon met au jour ses théories les plus subversives. Il est toujours facile, quand les citoyens sont malheureux et souffrent, de leur faire admettre que, la propriété, c'est le vol.

Les bonapartistes s'agitent. On commence à parler de Louis-Napoléon, qui fait du socialisme et se préoccupe de l'extinction du paupérisme. Paris vit sous le régime malsain de la surenchère démagogique, car les hommes de 1848 sont des imitateurs, j'allais dire des contrefacteurs de la grande Révolution. Pour singer

1793, Paris a ses clubs aux noms divers et évocateurs des grands principes. Un des fondateurs, plus malin que les autres, appelle son groupement le « Club des Clubs » ! Un journal ayant pour titre *La République*, un concurrent astucieux intitule sa feuille incendiaire *La Vraie République*. Félicitons-le d'avoir été modeste et de n'avoir pas mis « la vraie, la seule, l'unique ».

Mais la véritable plaie, le danger mortel est dans les ateliers nationaux. Le nombre des ouvriers inscrits augmente chaque semaine dans des proportions inquiétantes. L'industrie privée subit un cruel chômage. La misère sévit dans tous les foyers. Signe particulièrement grave, les marchands de vin eux-mêmes, d'ordinaire si prospères, n'ont plus de clients, ils sont réduits à se faire embaucher dans les ateliers nationaux. Mais ceux-ci n'ont plus de travail à donner aux inscrits. Les expédients pour occuper les ouvriers sont illusoires. Il ne suffit pas, pour faire vivre la masse des inscrits, de se livrer à cette entreprise, fréquente sous tous les régimes et dans toutes les grandes villes, qui consiste à enlever les pavés des rues, à creuser des trous, à rendre la circulation impraticable et à remettre ensuite, avec une sage lenteur, les mêmes pavés à la même place. Le pouvoir exécutif voit son prestige ébranlé. Pour le rétablir, le 31 mars, il prend des mesures favorables aux marchands de vin en supprimant l'« exercice ». Les élections sont proches. Le mar-

chand de vin est une puissance, surtout en période électorale.

Le 2 avril, pour échauffer l'enthousiasme populaire, une grande manifestation est organisée contre les riches.



LA GARDE NATIONALE. LES HOMMES AVEC LEURS BONNETS A POIL.

Tableau de Cassies.

Le cortège part de la place du Panthéon. En tête, un sapeur du génie, « symbole du travail et de l'intelligence », disent les organisateurs. Ils affirment, le lendemain, que cent mille citoyens ont participé à cette démonstration anti-capitaliste. En réalité, les manifestants sont moins nombreux, mais, en pareille matière, l'exagération est de règle.

D'ailleurs, en arrivant au Champ-de-Mars, le cortège se réduit considérablement, car on a appris, en route, que la fête se terminerait par une quête civique. De nombreux citoyens se sont esquivés durant le trajet. Ils se refusent à donner la moindre obole de leur maigre capital à la caisse anticapitaliste.

Au cours de cette manifestation, des émeutiers ont envahi l'hôtel du baron de Rothschild. Ils demandent à être reçus par le banquier. Une délégation pénètre dans le cabinet de M. de Rothschild et lui déclare que l'heure est enfin venue de partager sa fortune entre tous les Français. Le baron ne semble nullement surpris de cette revendication ; il prend un crayon, une feuille de papier et se livre à des calculs compliqués. Au bout de quelques instants, il sort une pièce de deux francs du gousset de son gilet et la tend au chef de la délégation, en lui disant, avec son plus aimable sourire :

— J'ai fait mes calculs ; si je partageais ma fortune entre tous les Français, ils auraient droit à deux francs chacun. Voici la part qui vous revient.

Dans le désordre général des esprits et dans le trouble presque universel des consciences, les idées les plus folles et les plus absurdes circulent. Les femmes se distinguent par l'exagération de leurs écrits.

Les élections sont proches, leur résultat est douteux.

Qu'advierait-il si la nouvelle assemblée était hostile à la République ?

« La solution est facile, écrit George Sand. Il suffirait de tenir l'Assemblée pour inexistante et de procéder à de nouvelles élections. »

De quoi se mêle, grand Dieu ! la bonne dame de Nohant et pourquoi veut-elle traiter les représentants du peuple avec la même désinvolture dont elle a usé avec Alfred de Musset ?

Ces idées folles trouvent créance et séduisent beaucoup d'esprits qui ne répugnent point à l'idée de créer, comme les grands ancêtres, un comité de salut public. D'ailleurs, Paris est calme depuis trop longtemps. Cette tranquillité devient ennuyeuse, il faut rompre la monotonie de cette existence paisible, en suscitant de nouveaux troubles.

Le 16 avril, les citoyens quittent le Champ-de-Mars et se dirigent vers la place de l'Hôtel-de-Ville. C'est l'itinéraire habituel. Les manifestations font la navette entre l'Hôtel de Ville et le Champ-de-Mars. Pour maintenir l'ordre, le gouvernement a deux renforts : l'éloquence de Lamartine et cent mille hommes de la garde nationale. Lamartine péroré ; les manifestants se dispersent, plus impressionnés, sans doute, par l'imposante force armée que par la harangue du poète-citoyen. La scène se termine par une embrassade générale et des acclamations à l'adresse du gouvernement provisoire. Étrange mobilité

de la foule ! Elle était venue pour hurler : « Vive le communisme ! » Elle se retire en chantant : « A bas les communistes ! »

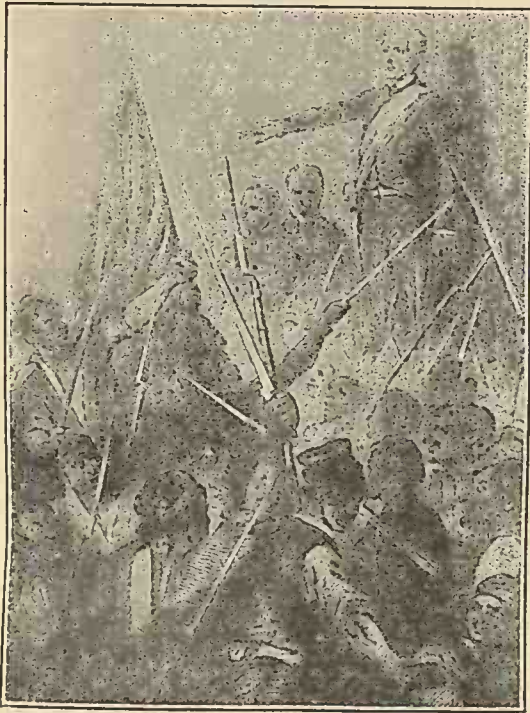
Si les républicains avancés et les révolutionnaires avaient voulu faire le jeu de la réaction, ils n'auraient pas agi autrement. Ces manifestations continuelles et tumultueuses étaient une maladresse. Le bourgeois, l'ouvrier, le travailleur français, sont des gens raisonnables et intelligents dans leur immense majorité. Ils sont las des désordres qui engendrent la misère universelle et ne sont profitables qu'aux pêcheurs en eau trouble.

Le gouvernement félicite la garde nationale. Notons encore ce signe des temps : il ne parle point de l'obéissance des soldats, le mot choquerait les oreilles démocratiques, il rend hommage à leur civisme. La situation financière est toujours inquiétante.

Pour parer au déficit grandissant, Goudchaux hésite entre divers moyens désespérés : impôt sur le revenu, impôt sur le capital, monopole des assurances, suppression du budget de la Guerre et de la Marine. Ces projets sont dangereux ; ils inquiètent les citoyens paisibles en alarmant les intérêts. Les menaces contre l'armée créent une armée de mécontents.

Le 20 avril, les troubles redoutés ne se produisent pas : c'est la fête de la Fraternité. Des centaines de mille

hommes défilent devant l'Arc de Triomphe. Blanqui est sur le point d'être arrêté.



LAMARTINE HARANGUANT LE PEUPLE.

Les 22 et 23 avril, dimanche et lundi de Pâques, ont lieu les élections. Paris a trente-quatre députés à élire. Le suffrage universel fonctionne pour la première fois.

dans toute la France. Neuf millions d'électeurs vont substituer leurs voix à celles de trois cent mille privilégiés. Que va donner cette virginité électorale ?

L'affluence des votants est considérable. Il faut cinq jours pour dépouiller le scrutin. A Paris, la liste gouvernementale triomphe, Lamartine en tête. Le poète improvisé politicien est, en quelque sorte, « plébiscité ». Il est élu dans dix départements. L'ensemble du scrutin indique la volonté très nette des électeurs de barrer la route aux doctrines révolutionnaires. La République n'est pas mise en question, mais, si elle veut durer, il faut qu'elle soit sage et modérée. A l'Assemblée, l'élément religieux sera largement représenté : trois évêques et onze prêtres, dont Lacordaire, sont élus députés. Les poètes ne sont pas tous favorisés par le destin. Si Lamartine triomphe, Alfred de Vigny est battu. Béranger a refusé d'être candidat. Il est élu malgré lui, mais le chansonnier de Lisette se contente de mettre en action son refrain célèbre :

Non, mes amis, non, je ne veux rien être,

et il refuse de siéger.

L'armée est représentée par plusieurs généraux, dont Cavaignac. Le parti catholique est encore renforcé par l'appui de Montalembert. Jules Favre pourra faire entendre son hoquet célèbre ; Jules Simon débute dans la vie parlementaire.

L'Assemblée Nationale, à peine élue, se met au travail avec une activité fébrile et désordonnée. Elle touche à tous les sujets à la fois, même les plus disparates, et veut tout faire en même temps. Au début, les députés semblent d'accord et uniquement préoccupés du bien public. Ils ne parlent que de concorde, de fraternité et d'union. Un jour, ils abolissent l'esclavage ; le lendemain, ils votent l'émancipation des nègres.

C'était trop beau pour pouvoir durer. Le rêve humanitaire, bientôt évanoui, fait place aux plus angoissantes réalités. Les partis avancés ont été indignés de leur défaite aux élections du 23 avril. La majorité de l'Assemblée a des tendances conservatrices ; aussi les meneurs s'emploient-ils activement à exciter le mécontentement du peuple de Paris, pour fomenter des troubles et préparer les prochaines émeutes. Il y a, dans les époques troublées, des hommes néfastes qui, à l'abri du danger, sans jamais risquer leur peau, organisent la guerre civile et font tuer de braves gens dont ils ont empoisonné le cerveau par leurs criminelles théories.

Le gouvernement provisoire a vécu. Sur sa tombe, l'Assemblée jette des fleurs et proclame qu'il a bien mérité de la patrie. Hommage excessif.

Pour remplacer le gouvernement provisoire, en attendant le vote de la Constitution, une commission de cinq membres est élue par l'Assemblée. Arago obtient sept cent

vingt-cinq voix ; Garnier-Pagès, sept cent quinze ; Marie, sept cent deux ; Lamartine, six cent quarante-trois, et Ledru-Rollin, quatre cent cinquante-huit.

La popularité de Lamartine commence à décroître. Il va boire, jusqu'à la lie, « le calice de l'ingratitude populaire ». Un ministère de concentration, qui va de Crémieux à Flocon, est formé. C'est une solution raisonnable ; aussi déplaît-elle aux agitateurs. Les clubs fermentent, les meneurs entrent en action ; des appels à la violence sont lancés. Raspail — apôtre du camphre et de la Révolution — donne de la voix. Il y a des commencements d'émeutes, des manifestations tumultueuses : il s'agit de se faire la main pour tenter un grand coup et renverser l'« infâme société bourgeoise et capitaliste ». La pièce à grand spectacle, savamment montée, comporte plusieurs tableaux.

La 15 mai, le premier acte se joue. Le Palais-Bourbon est envahi. A la tête des émeutiers, Blanqui et Barbès s'emparent de la tribune et proclament la dissolution de l'Assemblée. La situation semble tragique. Par bonheur, quelqu'un crie : « A l'Hôtel de Ville ! » Aussitôt, le flot populaire reflue vers le palais municipal. L'Assemblée est sauvée. Que fait la police pendant ces heures troublées ? Rien ! Caussidière ne bouge pas, n'agit pas, ne donne aucun ordre. Est-il incapable ou complice ? Ah ! si mon ami Jean Chiappe avait été là, l'ordre n'aurait jamais

été compromis ! La police est inerte, la garde nationale agit. Armand Marrast, maire de Paris, fait son devoir. Les émeutiers sont balayés. L'Hôtel de Ville est sauvé. La réaction est inévitable et instantanée. Barbès et Albert sont emprisonnés à Vincennes ; Raspail, au Luxembourg. Les réunions armées sont interdites. Tous les coupables, grands ou petits, seront livrés à la justice. Pour atténuer le mauvais effet dans les masses populaires, de ces mesures de sévère répression et pour tenir la balance égale entre les partis, le territoire français est interdit à Louis-Philippe et à sa famille. C'est la peine du talion. En 1832, la monarchie de Juillet avait pris les mêmes mesures envers ses prédécesseurs.

L'alerte a été chaude. A peine remise de ses éinotions, l'Assemblée cherche le moyen d'éviter le retour de scènes aussi scandaleuses. Aux époques troublées, les assemblées, comme les peuples, ont l'irrésistible désir de trouver un sauveur. Le voici. C'est le général Cavaignac. Il arrive d'Algérie, il n'inquiète pas les républicains avancés ; ils connaissent ses attaches de famille. Fils d'un jacobin qui a siégé à la Convention, frère d'un ardent démocrate, il offre toutes les garanties de civisme. Soldat d'Afrique, ayant fait ses preuves de bravoure, résolu à maintenir l'ordre et à faire respecter la discipline, il calme les esprits inquiets et rassure les intérêts menacés. Il a un sabre

et le besoin d'un sabre se fait impérieusement sentir. Sa présence au ministère de la Guerre assure le maintien de l'ordre et le respect de la propriété.

Cette soif d'autorité est si ardente que, le dimanche 21 mai, pendant la fête de la Concorde, quelques cris de « Vive l'empereur ! » retentissent. Les hommes de 1848 ont été imprévoyants : ils ont pris des mesures énergiques contre les d'Orléans, ils ont pensé qu'aucune précaution n'était nécessaire contre les Bonaparte, jugés peu dangereux. La seconde République mourra de cette erreur.

Le gouvernement ne voit pas la gravité de la situation. Une plaie mortelle le ronge : les ateliers nationaux ne sont pas seulement une inutilité coûteuse, ils créent un péril redoutable. Impuissants à procurer du travail aux ouvriers laborieux, ils offrent une prime à la paresse. La suppression de cette néfaste institution s'impose, mais il est plus facile de créer un abus que de le supprimer. Habituer des hommes à toucher un salaire sans travailler leur donne l'idée de posséder un droit acquis, qu'il ne sera plus permis de leur enlever.

Des élections partielles, pour remplacer des députés plusieurs fois élus, donnent une indication précieuse sur l'état de l'opinion. A Paris, les élus forment un curieux mélange d'opinions opposées : Caussidière, ce mauvais préfet de police, Goudchaux, le financier impuissant ;

le général Changarnier, soldat énergique ; Thiers, qui reprend sa place au Parlement ; Pierre Leroux, honnête et populaire ; Proudhon, épouvantail de la bourgeoisie ; Victor Hugo, qui, comme Lamartine, ira siéger au plafond ; enfin (c'est l'usage à Paris), un obscur détenu politique, dont le nom sort des urnes pour le faire sortir de prison ; mais, parmi tous ces élus disparates, un nom éclatant apparaît : le prince Louis-Napoléon Bonaparte. Proudhon s'écrie :

— Voilà un nuage qui porte dans ses flancs la foudre et la tempête.

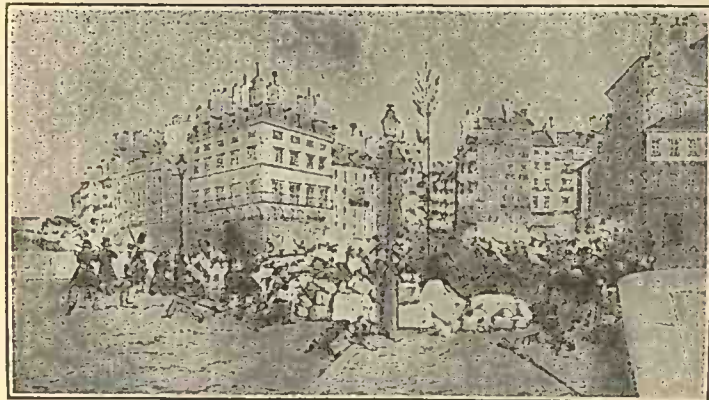
Le ver est dans le fruit ; l'homme qui étranglera la seconde République apparaît sur la scène politique. Neveu du grand empereur, fils de Louis Bonaparte, roi de Hollande, et de la charmante Hortense de Beauharnais, il vit en Angleterre, ambitieux, cachant ses pensées comme il voile ses regards, il est prêt à tout pour atteindre le but qu'il s'est fixé depuis longtemps. Il veut le pouvoir, il l'aura. Rien ne l'arrêtera dans son ascension vers le trône impérial. Il a un long passé de conspirateur. En Italie, dans les Romagnes, il s'est fait la main pour apprendre à manier l'âme des foules. Il a attaqué de front le roi Louis-Philippe. A Boulogne, un aigle sur l'épaule ; à Strasbourg, escorté de quelques fidèles, il a tenté de maladroits coups de force ; il a échoué et subi quelques

années de captivité au fort de Ham. Il a ainsi acquis l'auréole du prisonnier politique. Il s'est évadé, déguisé sous les vêtements du maçon Badinguet, et s'est réfugié en Angleterre. Depuis longtemps, il attend son heure. Elle vient enfin.

Louis-Napoléon sait flatter le peuple. L'homme de décembre, qui apparaît bientôt, aux bourgeois apeurés, comme le sauveur de l'ordre, ménage d'abord les révolutionnaires. Une propagande intense, savamment organisée, aidera ses desseins ambitieux. Le souvenir du martyr de Sainte-Hélène est toujours vivant dans les cœurs français. On a parlé de lui sous le chaume, le neveu bénéficie de la gloire de l'oncle. Toute une presse nouvelle chante ses louanges sous les titres divers : *L'Aigle Républicain*, *Le Petit Caporal*, *Le Napoléon Républicain*, *La Redingote Grise*, font la même besogne. La propagande s'exerce surtout dans l'armée. Des agents salariés crient : « Vive Louis-Napoléon ! »

L'élection du président de la République préoccupe déjà les esprits. Les candidats sont nombreux ; les ambitions, déchaînées. Deux hommes émergent dans cette marée d'appétits : le général Cavaignac et le prince Louis-Napoléon Bonaparte. Qui l'emportera ? C'est le secret de l'avenir. Les observateurs attentifs constatent, chaque jour, le progrès de la candidature napoléonienne. Cavaignac

est ardent, sincère, convaincu ; sa foi républicaine est aussi forte que son amour de la discipline. C'est un honnête homme, mais il est novice en matière politique et l'adversaire qu'il combat est redoutable.



BARRICADE DU PONT SAINT-MICHEL, (23 JUIN 1848, A SEPT HEURES DU SOIR).
D'après Marchais.

Le fils de la reine Hortense sait pétrir la pâte électorale ; il est froid, maître de lui, impénétrable. Tous les moyens lui sont bons pour réussir. Va-t-il venir à l'Assemblée ? Est-il à Auteuil, ou reste-t-il en Angleterre ? Les députés sont agités de sentiments divers. Waldeck-Rousseau, père du grand ministre républicain, rapporte le projet de loi sur les attroupements. L'attention est ailleurs. Tous les regards sont fixés sur la porte de la salle des

séances. On se demance si Louis-Napoléon ne va pas venir défendre son élection à la tribune.

Le 13 juin, l'élection napoléonienne vient en discussion. Au nom du septième bureau, Jules Favre propose la validation. Louis-Napoléon a été, en quelque sorte, « plébiscité ». Le sixième bureau propose la validation dans l'Yonne. Le dixième bureau propose, au contraire, son invalidation. Louis Blanc monte à la tribune et se déclare partisan de la validation. Il s'écrie :

— Nous sommes garantis contre les Bonaparte par le mépris public.

Louis-Napoléon est validé.

Il est toujours à Londres. Il se fait désirer. Suprême habileté ! Il attend son heure, qu'il sait proche. Il écrit une lettre au président de l'Assemblée et affirme qu'il aimerait mieux se condamner à un exil volontaire que d'être une cause de désordre. Il ajoute : « Si le peuple m'imposait des devoirs, je saurais les remplir. » Une virulente protestation de Cavaignac contre les menées antirépublicaines provoque un coup de théâtre : le 16 juin Louis-Napoléon donne sa démission de député. Il se pose en victime des soupçons injurieux et augmente sa popularité naissante.

La majorité de l'Assemblée a des tendances nettement conservatrices. Les projets de monopole des assurances et de rachat de chemins de fer n'ont aucune chance d'aboutir.

tir. D'ailleurs, la grande affaire du jour est le projet de constitution. Il faut donner à la France un statut durable, car en dépit du dicton, le provisoire ne peut durer toujours. Armand Marrast est rapporteur du projet. Jules Grévy soutient, sans succès, son fameux amendement sur la suppression de la présidence de la République. Il devait changer d'avis en vieillissant.

Au moment même où l'Assemblée discute le futur régime légal du pays, Paris et les départements sont en proie à l'agitation. La cause des mouvements populaires est toujours la même. Les ateliers nationaux, qui payent vingt-trois sous par jour leurs cent quinze mille ouvriers, sont un ferment de révolution. Les ouvriers embauchés et inactifs trouvent leur salaire insuffisant, les cinq cent mille candidats s'exaspèrent de n'être point admis et les contribuables s'inquiètent et s'indignent du gaspillage des deniers publics. Que faire pour trouver un remède à ce mal rongeur ? Envoyer les ouvriers en province ? Cette perspective indigné les travailleurs... On veut les envoyer en exil. Le mécontentement grandit, la révolte est prochaine.

Le 22 juin, les manifestations commencent. Il est facile de deviner qui les a provoquées, en exploitant habilement la misère du peuple. Il suffit, pour être fixé, d'écouter les cris de « Vive l'Empereur ! Vive Napoléon ! » Le 23 juin, à six heures du matin, sept mille manifestants se

réunissent place du Panthéon et se dirigent vers la colonne de Juillet. A dix heures du matin, des barricades s'élèvent boulevard de Bonne-Nouvelle, rue Mazagran, faubourgs Saint-Martin et Poissonnière. La folie des barricades est contagieuse. Elles surgissent bientôt du Panthéon à la Seine, surmontées du drapeau tricolore qui porte cette inscription : « Du travail et du pain ! » Le gouvernement s'inquiète. Arago parle, le général de Lamoricière et les troupes agissent. Quand la situation s'aggrave, le général Cavaignac prend le commandement en chef.

L'Assemblée Nationale semble ignorer le péril ; elle poursuit la discussion du rachat des chemins de fer. Le général Cavaignac, en uniforme, vient mettre ses collègues au courant des faits de la journée.

Le 24 juin, Thiers propose d'évacuer Paris et de se retirer à Versailles pour organiser la répression de l'émeute. C'est un avant-goût de 1871. La proposition est repoussée. L'Assemblée se déclare en permanence, l'état de siège est proclamé. Le général Cavaignac concentre entre ses mains le pouvoir exécutif. Energique et conciliant, il lance un appel aux « frères égares » qu'il faut ramener dans les bras de la patrie.

L'émeute se poursuit avec des fortunes diverses pendant toute la journée et la soirée du 24.

Le 25 juin, le général Bréa, attiré dans un guet-apens, meurt, victime de son héroïque imprudence. Les émeutiers,

auprès desquels il se rend, seul et sans armes, l'emmènent prisonnier dans la banlieue de Paris. Aux cris de « Trahi-



MORT DE M^{sr} AFFRE, ARCHEVÊQUE DE PARIS.

• Puisse mon sang être le dernier versé !... » (25 juin 1848).

son ! Trahison ! » la garde nationale s'avance. Le général Bréa est assassiné à coups de fusil. Dans un autre secteur, le général Duvivier succombe à ses blessures. Les his-

toriens nous parlent des « Trois Glorieuses » et de la révolution de Février. Ils donnent sur ces journées un luxe de détails pour en augmenter l'importance. Les émeutes de Juin ont été plus graves et plus meurtrières. Si elles n'ont point reçu le même baptême de la célébrité, c'est qu'il ne s'agissait point, comme en juillet 1830 ou en février 1848, de détrôner un roi, mais seulement, comme on disait alors, de couper la tête à l'hydre de l'anarchie.

Et cependant, en juin 1848, on assiste à une scène douloureuse et dramatique, qui doit retenir l'attention et provoquer l'admiration. Depuis quatre jours, Paris est à feu et à sang, l'émeute gronde, le sang coule, la révolte est cruelle ; la répression, impitoyable. N'y aura-t-il donc personne, parmi les Français, pour se jeter entre les combattants, le rameau d'olivier à la main, et faire entendre des paroles de paix et de concorde ?

Ce rôle admirable, un ministre de Dieu va le jouer et tomber victime de son geste fraternel. M^{gr} Affre, archevêque de Paris, se refuse à écouter les conseils de prudence et d'abstention. Après avoir prié le Très-Haut, poussé par une inspiration divine, il se rend dans les milieux ouvriers pour prêcher le calme et la conciliation. A ceux qui veulent l'arrêter, il se contente de répondre :

— Ma vie est bien peu de chose.

D'une main, il tient le crucifix ; de l'autre, un rameau de buis. Il représente un Dieu de paix et de fraternité.

Calme, il s'avance. Envoyé du Christ, il tente de ramener la paix dans les âmes égarées. Une balle le frappe, il tombe, on l'emporte, il meurt...

Chose tragique, la balle qui a frappé le noble prêtre est une balle égarée partie des rangs des défenseurs de l'ordre. Avant de mourir, l'archevêque murmure :

— Puisse mon sang être le dernier versé !

Le vœu suprême d'un mourant et d'un saint homme est exaucé.

Le 26 juin, une trêve intervient. On parlemente. Cavaignac exige la soumission des insurgés, sans condition. Ceux-ci, épuisés, à bout de forces et de munitions, se rendent.

Puisse le ciel nous épargner la douleur de revoir jamais les horreurs sacrilèges de la guerre civile !

La répression est sévère. Cavaignac déclare :

— La justice suivra son cours, qu'elle agisse !

Les mesures de salut public sont substituées à la légalité. Les dénonciations affluent, les recherches policières se multiplient. Les haines et les rancunes sont satisfaites. Il y a quatorze mille prisonniers entassés dans toutes les prisons de la ville et dans les locaux disponibles.

L'Assemblée, qui respire enfin, après une si chaude alerte, exprime sa reconnaissance au général Cavaignac, en déclarant qu'il a bien mérité de la patrie. Le général

est modeste. Il demande qu'on ajoute à son nom la garde nationale, la garde mobile, l'armée et les officiers généraux. Un hommage est rendu à une noble victime, l'archevêque de Paris. Le général Changarnier, soldat d'Afrique, est nommé commandant de la garde nationale. Le mouvement conservateur s'accroît. Les avancés gémissent et disent :

— Des épaulettes, des sabres, c'est l'Empire..., moins la gloire.

Goudchaux, la mort dans l'âme, enterre ses deux enfants mal venus : le rachat des chemins de fer et le monopole des assurances. Pour se consoler, il propose une taxe d'un à deux pour cent sur les successions : audace inouïe qui déchaîne une tempête de récriminations. On lui crie :

— Vous voulez faire du communisme !

Les héritiers d'un bon oncle de 1848 ne connaissent pas leur bonheur. Leur sort, comparé au nôtre, paraît enviable. Un fait, qui a son intérêt, peut être retenu : le trois pour cent vaut quarante-huit francs et le cinq pour cent soixante-dix-neuf francs.

Une grande figure disparaît de la scène du monde. M. de Chateaubriand meurt : il reste orgueilleux jusque dans le choix de son tombeau.

Pendant ce temps, pour augmenter le trouble et l'agitation, une commission d'enquête a été instituée. Elle

fonctionne sans relâche, elle veut tout connaître ; elle interroge les magistrats et les fonctionnaires, qu'elle incite à violer le secret professionnel. Elle ignore les formes



COMPOSITION ALLÉGORIQUE DE LA RÉVOLUTION DE 1848
par Goldsmith, lithographiée par F. Sorrien.

tutélaires de la justice régulière qui sont accordées aux voleurs et aux assassins ; elle jette le discrédit sur les hommes et les institutions ; elle provoque l'envie et le soupçon, ces deux virus des démocraties. Elle termine enfin son travail. Le rapport met en cause Louis Blanc, Caussidière et Ledru-Rollin.

Le 25 août, le rapport est discuté. Une demande en autorisation de poursuites est accueillie par trois cents voix de majorité : Louis Blanc et Caussidière s'enfuient en Angleterre. De nombreux comparses sont déférés au conseil de guerre, qui les enverra aux travaux forcés. Pour que la revanche contre les agitateurs soit complète, on s'empare des papiers secrets de Louis-Philippe trouvés aux Tuileries. Bientôt, dans les groupes de l'Assemblée et dans la presse conservatrice, on ose insinuer que Blanqui était un agent secret à la solde du roi des Français.

Émile de Girardin, journaliste, financier, brasseur d'affaires, fait campagne pour Louis-Napoléon. Les élections partielles sont favorables au prétendant, qui est « plébiscité » dans l'Yonne, la Corse, la Charente-Inférieure et la Moselle. Louis-Napoléon est validé, après que l'Assemblée a repoussé la proposition d'un député facétieux ou naïf qui entendait faire supprimer les apostilles et les recommandations.

A quoi s'occuperaient de nombreux députés si les démarches, les apostilles et les recommandations étaient supprimées ?

Violamment attaqué par les partis de gauche, Louis-Napoléon monte à la tribune et lit une déclaration :

« J'accepte la candidature à la présidence de la République pour rétablir la société ébranlée. »

Le projet de Constitution est adopté. Il débute par

cette affirmation qu'il faut, avant tout, être bon citoyen et contribuable utile. La tendance du nouveau statut légal est conservatrice. Thiers, « ce petit drôle », comme l'appelait Lamartine, déclare qu'il faut se distinguer de la Convention par le bon sens. Il n'y aura qu'une Chambre élue au scrutin de liste, avec un seul tour de scrutin. La majorité relative suffit, ce qui est conforme à la sagesse et à l'intérêt du pays, disent les partisans du projet, en empêchant les marchandages d'un second tour de scrutin. Le président de la République sera élu au suffrage universel par crainte de la corruption parlementaire, dit Tocqueville. Il y aura un vice-président.

L'élection est fixée au 10 décembre. La Constitution est votée par sept cent trente-neuf voix contre trente.

Le général Cavaignac, surnommé « le boucher de Juin », a perdu les voix des extrémistes sans gagner celles des conservateurs.

Louis-Napoléon, qui a pour tactique de flatter les masses populaires pour les mieux asservir, travaille dans l'ombre, aidé par une intense propagande. C'est un habile séducteur : il flatte Victor Hugo, caresse Berryer, capte Montalembert, en tenant à chacun d'eux un langage favorable à leurs opinions diamétralement opposées. Dufaure, dont la rudesse est légendaire, résiste au séducteur.

Des incidents extérieurs et intérieurs augmentent

les chances de Louis-Napoléon. La révolution règne en maîtresse à Rome ; le ministre pontifical, le comte Rossi, est assassiné ; Pie IX s'enfuit et se réfugie à Gaëte.

Le 7 décembre, à la veille de l'élection, un scandale savamment organisé éclate : des récompenses nationales vont être distribuées. Sur la liste des favoris figurent des repris de justice.

On vote les 10 et 11 décembre : 7.426.352 électeurs ont pris part au scrutin. Le 20, Waldeck-Rousseau, rapporteur de la commission de recensement, annonce le résultat :

Louis-Napoléon.....	5.534.520	voix
Cavaignac.....	1.448.302	—
Ledru-Rollin.....	371.431	—
Raspail.....	36.964	—
Lamartine.....	17.914	—

Il faut s'incliner devant le fait accompli. Cavaignac résigne ses pouvoirs au milieu des pleurs et des sanglots de ses partisans. Un silence glacial accueille la proclamation de Louis-Napoléon comme président de la République.

Le prince fait son entrée en habit, la poitrine barrée du grand cordon de la Légion d'honneur. Il prête serment à la République..., sans rire ! Le soir, il s'installe à l'Élysée. Le lendemain, la Bourse monte, les affaires reprennent,

la prospérité renaît, les intérêts matériels sont satisfaits.

La République entre en agonie. Bientôt, sous le rayon de la gloire du martyr de Sainte-Hélène, qui repose sous le dôme, jadis doré, des Invalides, le second Empire va naître. L'opération de police un peu rude du 2 décembre va permettre au président de la République de devenir empereur des Français.

Déjà Napoléon « perce » sous Bonaparte.

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

I. — LA JEUNESSE. L'ASCENSION VERS LE TRÔNE

Sans doute, il est trop « tôt » pour parler « déjà » d'elle ;
Depuis qu'elle n'est plus, « peu » de jours sont passés...

Elle n'est pas encore entrée dans la sérénité de l'Histoire. Pour juger les morts, il faut le recul du temps. La postérité seule peut faire un départ équitable entre les flatteries intéressées et les calomnies venimeuses qui assaillent de leur vivant les grands de la terre.

Sa vie, dont je vais retracer les principaux épisodes, semble un merveilleux conte de fées. Elle a connu tous les espoirs, toutes les joies et tous les triomphes ; mais la Destinée, pour être juste, doit réserver à tout être humain sa part de deuils et de douleurs.

La fin de cette longue vie fut tragique. Exilée, veuve, pleurant la mort de son unique enfant, seul espoir d'une dynastie déchue, chassée de son palais impérial par une guerre malheureuse, elle a eu la douleur de voir sa patrie d'adoption une seconde fois menacée et envahie.

Avant de mourir, elle a eu la consolation d'apprendre la victoire des armées françaises, qui purent défilér, le 14 juillet 1919, sous l'Arc de Triomphe, élevé par le fondateur du premier Empire.

Louée par ceux-ci, maudite par ceux-là, elle a savouré

les excès de l'adulation, l'encens de la flatterie et respiré aussi les fleurs vénéneuses de l'injure et de la calomnie.

Sans doute, ne mérite-t-elle ni cet excès d'honneur ni cette indignité.

Parlons d'elle sans flatterie, sans injustice.

Voici la merveilleuse histoire d'Eugénie de Montijo, impératrice des Français.

Au printemps de 1839, deux jeunes filles jouent dans le jardin d'une maison de campagne, à Carabanchel, aux environs de Madrid. Cette maison appartenait autrefois à Cabarrus, père de la belle Teresina, future M^{me} Tallien et princesse de Chimay.

L'une est brune avec de beaux yeux et des dents éclatantes ; l'autre a des cheveux fauves aux reflets ardents, comme un coucher de soleil sur la sierra. Elle est plus grande que sa sœur, a de beaux yeux bleus, taillés en amande, un peu trop rapprochés d'un nez très fin et légèrement busqué. Elle a un teint éblouissant, une taille svelte et onduleuse, des épaules légèrement tombantes, des mains admirables et des pieds si petits qu'ils auraient fait envie à Cendrillon.

Ce sont les deux filles du comte et de la comtesse de Téba. L'une a comme prénom Francesca et comme surnom Paca ; l'autre, Eugenia.

Au cours de leurs jeux, Eugenia fait une chute et reste étendue sur le sol. Une vieille gitana, qui semble sortir

d'un tableau de Goya, accourt et la relève. La gitana conserve dans sa main noire et ridée la main blanche et fine de la jeune fille, qui venait de lui donner quelques pièces de monnaie, et se met à regarder attentivement les lignes de cette main. Eugenia, qui est superstitieuse, s'inquiète de ce long examen et lui demande si elle voit quelque présage alarmant. La gitana répond :

— Tu monteras très haut et tu vivras cent ans, mais tu finiras dans la nuit.

La prédiction était juste. Eugenia était la future impératrice des Français et sa sœur, Paca, devait être la duchesse d'Albe.



LA COMTESSE MANUELA DE MONTIJO
MÈRE DE L'IMPÉRATRICE

Le père des jeunes filles, don Cypriano est déjà âgé, vieilli d'ailleurs par ses blessures et ses infirmités. Il a servi la France et le grand empereur.

En 1814, sous le nom de colonel Porto-Carrero, don Cypriano avait commandé le bataillon des Polytechniciens qui défendait la barrière de Clichy.

Il avait été grièvement blessé pendant les guerres d'Espagne, avait perdu l'œil droit, et comme Neipperg, le second mari de Marie-Louise, il portait un bandeau de soie noire qui cachait sa blessure. Il était boiteux, un de ses bras était paralysé. Il avait le teint basané, le cheveu rare et l'air d'un chevalier de la Triste Figure; mais c'était un vrai gentilhomme, brave et chevaleresque. Il ne cachait pas son admiration pour Napoléon et était fier de la poignée de main que l'empereur lui avait donnée, alors qu'il était blessé.

C'était une marque de faveur, dont le petit Corse n'était pas prodigue et qui était aussi précieuse que le pincement d'oreille dont il gratifiait ses vieux grognards lorsqu'il était satisfait de leur bravoure.

La mère, doña Manuela, est beaucoup plus jeune. « Elle est déjà menacée par l'embonpoint. Sa figure est enfarinée de poudre de riz. Elle est vive, ardente, impétueuse. Elle parle bien le français, qu'elle a appris en lisant *Corinne*, et partage son admiration entre M^{me} de Staël et M. de Chateaubriand. »

Par sa mère, elle est de noblesse wallonne ; par son père, elle appartient à la famille des Kirk Patrick, que la chute des Stuarts avait contraints à l'exil. Elle est fière de sa noblesse et prétend faire remonter son ascendance jusqu'à une époque antérieure à l'ère chrétienne.

Elle néglige de dire que son père s'était fait naturaliser américain et avait été marchand de vin et de fruits à Malaga.

Don Cypriano, comte de Téba, est un cadet de la famille de Guzman, qui se vante de compter parmi ses ancêtres d'illustres guerriers et le grand capitaine Gonzalve de Cordoue.

La devise de sa maison est : « Mon roi, plus que mon sang », rappelant le stoïcisme d'un ancêtre qui avait mieux aimé voir égorger son fils par l'ennemi que de le voir trahir son roi.

La position de don Cypriano est médiocre, car, en vertu du droit d'aînesse, la fortune appartient à son aîné, Eugenio de Montijo.

La naissance d'Eugenia s'était produite dans des conditions dramatiques.

Le 5 mai 1826, Grenade était secouée par un tremblement de terre. Doña Manuela s'enfuit de sa maison, 12, calle de Gracia, qui menaçait ruine, et se réfugia sous une tente dans le jardin. C'est là qu'Eugenia-Marie-Ignace-Augustine vint au monde.

L'impératrice des Français, dans son palais des Tuileries,

entourée de la cour la plus brillante de l'Europe, contait, un jour, ce souvenir du passé, et elle ajoutait :

— Qu'auraient cru les anciens d'un pareil présage ? Ils auraient dit que je venais bouleverser le monde !

Au début de l'année 1830, un jeune Français parcourt l'Espagne, où il est envoyé par *La Revue de Paris*, qui doit insérer ses articles sur les musées et les courses de taureaux. Il a l'œil vif, le nez légèrement retroussé, la lèvre railleuse. Il a déjà publié des livres qui ont attiré l'attention des lettrés : *La Guzla*, *La Jacquerie* et le *Théâtre de Clara Gazul*.

L'Espagne l'enchanté ; les merveilles d'art de ses musées, de ses cathédrales, la splendeur de ses paysages, exaltent son imagination. Depuis qu'il visite la péninsule, il n'a éprouvé qu'une seule et cuisante déception. Il a parcouru les routes en diligence, à cheval, à pied, sans rencontrer le moindre voleur de grand chemin. On lui avait dit à Paris que l'Espagne était infestée de brigands. Il est très vexé de n'avoir pas vu se dresser devant lui, sortant de derrière un buisson, armé d'une escopette, le célèbre bandit Tampranito, dont toute la société madrilène vante les exploits.

Les honnêtes gens ont toujours eu une fâcheuse tendance à faire une dangereuse réclame aux voleurs et aux assassins, en parlant d'eux beaucoup plus qu'il n'est prudent de le faire.

Ce jeune Français s'appelle Prosper Mérimée.

Dans la diligence qui ramène don Cypriano de Grenade à Madrid, le voyageur français et le señor espagnol sont assis côte à côte.

On se lie vite en diligence. D'ailleurs, le voyage est long. En arrivant à Madrid, les deux compagnons de route sont déjà presque des amis.

Le soir même, Prosper Mérimée, en habit bleu à boutons d'or et pantalon gris à sous-pieds, se présente à la calle del Sordo, chez don Cypriano.

Il est reçu avec le cérémonial compliqué et les formes exquises des aristocrates espagnols, qui se piquent de pousser jusqu'aux plus extrêmes limites les raffinements de la courtoisie.

Mérimée est séduit par la vivacité d'esprit et l'entrain de doña Manuela.

Tandis qu'elle raconte, avec une verve intarissable, les nouvelles de la cour et de la ville, qu'elle dit au jeune Français son aversion pour Ferdinand VII et le régime absolutiste dont il est l'incarnation, Mérimée regarde curieusement autour de lui.

A ses pieds, jouent les deux enfants, d'abord craintives, bientôt apprivoisées : Paca et Eugenia, dont il deviendra plus tard l'ami et le confident.

« Le salon est vaste, haut de plafond. Sur les murs, une tapisserie des Gobelins, un Velasquez et un Goya

qui représente la grand'mère et ses quatre filles ».

L'ameublement est disparate ; quelques beaux fauteuils et des sièges usés et déchirés, restes d'une ancienne splendeur et vestiges d'une gêne parfois cruelle.

Toute la famille vit dans l'attente et dans l'espoir de l'héritage du frère aîné, don Eugenio, qui est célibataire, mais subit la fâcheuse influence des cigarreras dépendantes et dévergondées.

Don Eugenio est partisan de Ferdinand VII, qui lui a donné un siège de sénateur.

A la calle del Sordo, chez don Cypriano, on conspire contre le roi. Doña Manuela s'intéresse à la politique ; elle est l'âme des complots tramés contre l'insupportable pouvoir royal. Le duc de Sesto, le colonel Espartero, Narvaez, qui deviendra le maître de l'Espagne, se réunissent chez elle ; de fréquents conciliabules réchauffent les espoirs et excitent l'ardeur des conspirateurs.

Paca et Eugenia circulent, gracieuses, à travers les groupes. Paca est indifférente aux propos échangés. Eugenia leur prête plus d'attention. Dans son jeune cerveau, des idées confuses s'agitent. Son père la prend sur ses genoux et, tout en caressant sa chevelure dorée, lui conte des récits de bataille. Il parle de la gloire du grand empereur.

Son grand ami, Prosper Mérimée, — don Prospero, comme on l'appelle familièrement — vante le charme



LA GRAND'MÈRE DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE, CONTESSE DE MONTIJO, DUCHESSE
DE PINARANDA ET SES QUATRE FILLES, par Goya.

de Paris, de la vie parisienne. Enfin, les conspirateurs rêvent tout haut de coup d'État et de révolution.

Dans son âme d'enfant, d'abord imprécise, bientôt plus nette, naissent et grandissent le culte du grand empereur, le désir d'aller à Paris et la passion des intrigues politiques.

En 1834, le frère aîné, don Eugenio, meurt.

Voilà l'héritage si longtemps attendu, si ardemment désiré. Les cigarreras n'ont pu réussir à l'entamer.

La fortune reste confortable. A la gêne, péniblement supportée, à la misère menaçante, succèdent l'abondance et le bien-être.

Toute la famille déménage, vient s'installer chez le défunt, à la plaza del Angel, où Mérimée s'imagine être dans une place fortifiée qui commande Madrid les jours d'émeute.

Don Cypriano est sénateur, duc de Penaranda, il a des titres à foison. Lors du mariage impérial, l'énumération de ses titres tiendra, dans le registre réservé aux Napoléon, près de dix lignes.

Eugenia regarde curieusement les émeutes qui se succèdent à Madrid.

Une enfant, Isabelle II, a remplacé Ferdinand VII sur le trône d'Espagne.

La guerre civile éclate dans toutes les provinces. Les

généraux se querellent, les politiciens se disputent, les fusillades crépitent. L'enfant apprend à conserver son calme au milieu des troubles révolutionnaires.

Bientôt, un ennemi plus impitoyable que la guerre civile surgit. En juillet 1834, le choléra fait son apparition et exerce ses ravages dans toute l'Espagne. Doña Manuela quitte en hâte Madrid avec ses deux filles ; elle part pour la France.

En route, elle rencontre un toréador célèbre, Sevilla. Grâce à lui, elle évite, à Barcelone, les rigueurs de la quarantaine et les ennuis du lazaret. Sevilla, qui est attendu aux arènes par une foule enthousiaste, est dispensé de toutes les formalités sanitaires, mais, galant et reconnaissant des faveurs qu'il a obtenues de doña Manuela, il déclare qu'il ne piquera pas si sa compagne de voyage et ses deux filles n'ont pas libre passage.

Redoutant une émeute, les autorités s'inclinent. La voyageuse et ses enfants peuvent franchir la frontière.

Les voyages, il y a cent ans, ne ressemblaient guère à ceux d'aujourd'hui. Le chemin de fer d'abord, l'automobile et surtout l'avion ont, de nos jours, supprimé la notion de distance.

En 1834, le voyage se fait par petites journées, par étapes mesurées. A chaque arrêt, qui se prolonge plusieurs jours, les voyageuses sont reçues chez des amis.

A Perpignan, c'est le général de Castellane ; à Pau, au

château de Lauret, c'est M^{lle} de Castelbajac qui leur offre l'hospitalité. Entre Toulouse et Pau, le mulet qui porte les bagages tombe dans un précipice, il faut renouveler entièrement la garde-robe des voyageuses.

Enfin, voici Paris ! A l'arrivée de la diligence, Prosper Mérimée les attend. Eugenia, en entrant dans la ville, ne se doute pas qu'elle en sera un jour, par le rang et par la beauté, la souveraine incontestée.

Les débuts sont modestes, la fortune que l'héritage semblait avoir donnée est compromise par les troubles incessants et les menaces de révolution.

Il faut être sage, économe, ce qui ne plaît guère à dona Mañuela, qui aime le luxe, la prodigalité.

On s'installe modestement. L'appartement est composé de trois chambres et d'un salon.

Don Cypriano, dans toutes ses lettres, recommande la plus stricte économie. Il veut que ses filles soient élevées avec la plus grande simplicité. Mais il est loin et ne peut surveiller l'effet de ses sages recommandations.

M^{me} de Montijo est un gouffre d'argent. Eugenia est ravie de voir Paris. Volontiers, en sautant hors de la diligence, en se jetant dans les bras de don Prospero, elle aurait crié sa joie, comme Manon Lescaut à l'arrivée du coche d'Arras.

Le salon de M^{me} de Montijo, grâce à Mérimée, connaît bientôt de nombreux habitués : le préfet de police Gabriel

Delessert, sa femme Valentine, leur fille Cécile, qui devient vite l'amie de Paca et d'Eugenia. Aux gens du monde, se mêlent des écrivains, des artistes : Delacroix, David d'Angers, Viollet-le-Duc et Henri Beyle, qui, sous le nom de Stendhal, vient d'écrire *Le Rouge et le Noir*. Il raconte aux enfants de belles histoires. Prosper Mérimée, qui a un faible pour Eugenia, est son professeur de français et d'écriture. Quand elle a bien travaillé, il la récompense en lui offrant des gâteaux chez le pâtissier à la mode.



LA MAISON NATALE DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE,
A GRENADE.

Eugenia est gourmande comme une chatte. Mérimée est aux petits soins pour sa jeune élève. Ce sceptique, ce railleur qui croit avoir le cœur sec et la tête froide, sent s'éveiller en lui un sentiment obscur, mais très doux, de paternité adoptive.

Il est heureux quand il promène sur les boulevards sa petite amie, qui est vêtue d'une robe légère assez courte, laissant dépasser, selon la mode de l'époque, le pantalon bouffant.

Mais M^{me} de Montijo est toujours comme l'oiseau sur la branche. Elle ne peut rester en place. Dès qu'elle reçoit de l'argent de Madrid, elle part pour Londres ou pour une ville d'eaux à la mode. C'est une nomade, elle aime l'existence errante ; elle est atteinte de manie ambulatoire.

Cette vie mouvementée ne convient guère à l'éducation des jeunes filles. M^{me} de Montijo ne s'inquiète pas des lacunes de leur instruction.

— Qu'importe ! dit-elle. La vie est une grande école, elle se charge de tout nous apprendre.

A Baden, à Luchon, Eugenia travaille surtout la danse et l'équitation.

Pendant un séjour à Paris, don Cypriano fait une courte apparition et Eugenia fait sa première communion au couvent du Sacré-Cœur, rue de Varenne. L'ardeur de sa foi religieuse inquiète un instant sa mère, qui redoute de la voir entrer au couvent.

Mérimée la rassure en lui disant qu'il ne faut pas s'alarmer si vite. Mérimée a raison ; la vocation religieuse ne dure pas. D'ailleurs, Eugenia gardera toute sa vie la foi ardente d'une catholique sincère. Mais l'idée d'entrer au couvent ne hantera plus son cerveau, même dans les heures de tristesse et de désillusion.

Le spectacle de la vie qui s'offre à ses yeux avides de tout voir, de tout connaître, l'intéresse trop pour qu'elle veuille quitter le monde pour le cloître.

Parmi les amis qui viennent dans le salon de sa mère, elle voit une jeune tragédienne qui a rendu célèbre son nom biblique. Quand Rachel joue *Phèdre* au Théâtre-Français, Paca et Eugenia sont dans une avant-scène. Eugenia est transportée d'admiration par le jeu de la grande artiste.

Les ennemis de l'impératrice l'ont accusée d'être insensible à toutes les douleurs humaines. Voici, cependant, un trait touchant de sa jeunesse qui semble prouver le contraire :

Un jour, elle se promène sur les boulevards, avec son institutrice, miss Flower, que M^{me} de Montijo a ramenée d'Angleterre. Un enterrement vient à passer, c'est le convoi d'un pauvre. Personne derrière le cercueil. Eugenia est émue de cette solitude et de cet abandon ; elle entraîne son institutrice et suit jusqu'au cimetière le corbillard de l'inconnu.

N'est-ce point là un trait touchant de pitié et de sensibilité ? N'est-ce point une réponse aux détracteurs et aux calomnieux ?

D'ailleurs, le cœur des femmes contient toujours des trésors de bonté et de pitié.

Don Cypriano n'avait jamais été un mari encombrant. Il devait rester discret et réservé jusque dans la mort.

Prévenue de la maladie de son mari, dona Mañuela part en hâte pour l'Espagne. Elle arrive trop tard pour fermer les yeux de don Cypriano, mais à temps pour recueillir l'héritage. M. de Montijo meurt le 17 mars 1839.

Paca, Eugenia et miss Flower viennent à Madrid rejoindre M^{me} de Montijo, qui ne s'attarde pas longtemps à pleurer son mari. Elle a d'autres préoccupations.

Quels changements dans la politique espagnole ! Les absolutistes ont quitté le pouvoir, les libéraux triomphent. Narvaez, nommé capitaine général de la Vieille-Castille, est tout-puissant. L'agitation plaît à M^{me} de Montijo. L'intrigue est son élément, elle dépasse même la mesure et quand l'amitié de Narvaez fera d'elle une camarera mayor, elle ne pourra se maintenir dans ces hautes et délicates fonctions.

Mérimée est revenu à Madrid. Grâce à lui, les enfants ne sont pas complètement abandonnées à des soins mercenaires.

Tandis que la mère s'agite, intrigue et conspire, il les emmène à Carabanchel.

Pour les distraire, il réunit une petite troupe d'amateurs et leur fait jouer la comédie. Il est à la fois, le directeur de la troupe, le metteur en scène, l'auteur et le souffleur.



PROSPER MÉRIMÉE, d'après une aquarelle. (Collection du Comte A. de Laborde.)

Eugenia n'a que de médiocres dispositions pour l'art dramatique ; elle serait une mauvaise élève, si Rachel, qu'elle admire tant, ne lui donnait des leçons. Aussi, Mérimée lui confie-t-il seulement un rôle muet, qui consiste à traverser la scène en tenant dans ses bras un enfant, un vrai enfant, emprunté à la ferme voisine. Les répétitions ont marché sans encombre, mais, le jour de la représentation, l'entrée d'Eugenia est saluée par un éclat de rire, car, dans son émotion, elle tient le marmot la tête en bas, les jambes en l'air, et l'enfant proteste par des cris stridents contre cette position peu commode. Les rires déconcertent Eugenia, qui dépose son fardeau sur une chaise et s'enfuit dans la coulisse. Don Prospero a beaucoup de peine à consoler sa petite amie.

Carabanchel est calme. A Madrid et dans les grandes villes, les fusillades, les pistoletades, crépitent.

Insensible aux bruits et aux troubles de la rue, doña Manuela ne perd pas de vue la grande affaire de sa vie : le mariage de ses filles.

Elle est fière de leur beauté, de leurs premiers succès mondains. Quand elles paraissent, tous les regards se dirigent vers elles.

Laquelle préférer ? Toutes deux ont leurs partisans et leurs adorateurs. Il arrive même qu'un soupirant hésite entre les deux et se sente épris successivement de la blonde et de la brune.

Eugenia exerce un attrait irrésistible. Le duc d'Albe, qui a le titre d'altesse et peut se vanter d'être douze fois grand d'Espagne et l'un des plus riches seigneurs du royaume, brûle d'amour pour Eugenia ; il veut demander sa main. La jeune fille est sur le point de dire oui, quand elle s'aperçoit que sa sœur aime aussi le duc d'Albe. Eugenia a pour Paca une profonde affection : elle n'hésite pas. Elle s'efface volontairement devant son aînée. Elle use de tout son pouvoir sur son adorateur pour le convaincre qu'il doit épouser Paca. Le 14 février 1844, par la grâce et la volonté d'Eugenia, Paca est duchesse d'Albe.

Ce second trait, ajouté à la touchante histoire de l'enterrement du pauvre, ne prouve-t-il pas qu'Eugenia avait le cœur tendre et l'âme sensible ?

Doña Manuela est au comble de la joie. Tout lui sourit. Sa fille aînée fait un mariage inespéré ; un mois après, Mérimée, « le cher don Prospero », est élu membre de l'Académie française.

Libérée du souci de marier Paca, la mère se sent l'âme légère d'un oiseau migrateur et reprend ses courses vagabondes à travers les capitales et les villes d'eaux. Eugenia avait un mot charmant pour railler, sans méchanceté, l'humeur voyageuse de sa mère :

— Nous sommes des transhumants, disait-elle.

Mais l'amour du plaisir, la passion de l'intrigue, le

goût. des voyages, ne font pas oublier à M^{me} de Montijo que, si elle a réussi une première opération matrimoniale, il lui en reste une autre à accomplir pour mener à bien sa tâche maternelle.

Cette seconde opération paraît facile, étant donné la beauté de la jeune fille ; il faudra, cependant, dix années d'efforts incessants, de subtile adresse, pour réussir.

Le succès semble certain, car Eugenia, nous l'avons dit, est plus jolie que sa sœur. Au charme irrésistible de sa beauté, la blonde Espagnole ajoute d'incontestables avantages.

Comme la créole de la Martinique qui la précéda sur le trône impérial, elle possède, au suprême degré, l'art inné de savoir entrer dans un salon, de le traverser d'un pas souple et aisé, de s'asseoir avec grâce, tandis que les hommes s'empressent autour d'elle, que les femmes cachent, sous un sourire crispé, leur dépit et leur jalousie.

Elle a d'autres qualités pour mener à bien le combat et s'assurer la victoire. Sous des apparences ardentes, elle a la tête froide, ne perd jamais la maîtrise d'elle-même, marche vers le but qu'elle s'est assigné sans hésitation, sans défaillance. Elle domine ses nerfs. Cette maîtrise lui donne un avantage incontestable.

Avant d'user de toutes ces armes, pour parvenir au mariage impérial, elle s'essaye dans des escarmouches princières.

En 1846, on célèbre à Madrid les mariages espagnols, qui inquiètent l'Europe et alarment l'Angleterre : Isabelle II épouse son triste cousin, don François d'Assise, et le duc de Montpensier devient le mari de l'infante Louise.

Montpensier n'est pas venu seul de France, il est accompagné de son frère, le duc d'Aumale, qui a le prestige de son titre, de sa jeunesse, de son intelligence et de la gloire militaire qu'il a conquise en Algérie, en combattant Abd-el-Kader.

Aumale rencontre souvent M^{lle} de Montijo, il ne peut échapper à l'emprise qu'elle exerce sur tous ceux qui la voient. Bientôt, on chuchote, dans les cercles de la cour et dans les salons de Madrid, qu'Eugenia va devenir altesse royale, belle-



FRANCESCA DE MONTIJO,
DEVENUE DUCHESSE D'ALBE,
FAMILIÈREMENT APPELÉE PACA.

filles du roi des Français. La rumeur mondaine est mal informée. Soit timidité, soit prudence, Aumale quitte l'Espagne sans avoir précisé ses intentions.

La place de prétendant à la main d'Eugenia ne reste pas longtemps vacante ; les candidats se succèdent : un grand d'Espagne, le duc d'Ossuna ; le fils du préfet de police de Paris, Édouard Delessert ; le fils d'un opulent financier, le vicomte Aguado.

Pour des raisons diverses, leurs demandes en mariage sont écartées.

Nous voici en 1848. L'année est féconde en événements importants. Après la révolution de Février, la République est proclamée en France. Le nouveau régime a une existence tourmentée. Les émeutes de juin alarment les gens raisonnables, qui sont encore nombreux à cette époque. Les 10 et 11 décembre, la République entre en agonie.

Un plébiscite donne au prince Louis-Napoléon Bonaparte une écrasante majorité ; il est élu président de la République.

La nouvelle de cette élection remplit de joie le cœur de M^{lle} de Montijo. Elle a toujours eu le culte de la gloire napoléonienne. Le retour des cendres en 1840 a réchauffé l'ardeur de son juvénile enthousiasme. Les aventures romanesques du neveu de l'empereur ont toujours occupé son esprit. Le héros du coup de main de Boulogne, qu'elle avait aperçu derrière une vitre, chez le préfet de police

Delessert, avant son exil en Amérique, l'auteur de l'échauffourée de Strasbourg, qui avait mis en danger le trône de Louis-Philippe, le prisonnier du fort de Ham, qui avait réussi à tromper la surveillance de ses geôliers et à s'évader en Angleterre, allait devenir le maître de la France.

M^{lle} de Montijo déclare à qui veut l'entendre que le prince Louis-Napoléon sera bientôt empereur. Elle ne craint pas de le dire au fils de l'ancien roi de Westphalie, qui est à l'ambassade de France à Madrid. Cette prédiction ne fait aucun plaisir au prince Jérôme, qui se dit franchement républicain et se porte garant de la pureté des sentiments démocratiques de son cousin.

Dès cette première entrevue, M^{lle} de Montijo ressent pour le prince Jérôme une profonde antipathie, qui ne fera que s'accroître pendant tout le second Empire, antipathie que le prince Jérôme lui rendra au centuple, après avoir d'abord cédé, comme tous les autres, à la séduction de l'enchanteresse. On ne peut la voir sans l'aimer.

Cependant, les mois et les années se succèdent, M^{lle} de Montijo ne se décide pas à répondre oui aux demandes en mariage.

Une fois, elle consent et engage sa parole. Le fils du duc de Sestot, le marquis d'Alcanizes, fait une demande officielle. M^{lle} de Montijo accepte. La prédiction de la

vieille gitana de Carabanchel ne se réalisera-t-elle pas ? La gitana ne s'est pas trompée. M^{lle} de Montijo, ayant appris que son fiancé avait une autre intrigue amoureuse, reprend sa parole et part brusquement pour Paris avec sa mère.

Elle va bientôt jouer la suprême partie, dont l'enjeu est le trône impérial.

Entre elle et le prince Louis-Napoléon, une bataille amoureuse va s'engager, dont l'issue reste longtemps incertaine. Il faut vaincre ou déchoir.

Certes, elle a en main des armes magnifiques : sa beauté dans son plein épanouissement, sa profonde connaissance du cœur des hommes ; mais elle vient de coiffer sainte Catherine. Elle peut redouter le déclin, tout au moins la diminution de son pouvoir de séduction.

• Elle s'est installée avec sa mère, place Vendôme. Chaque matin, elle qui est hantée par les souvenirs de l'épopée napoléonienne, elle peut, en ouvrant sa fenêtre, regarder la colonne triomphale où se dresse la statue de l'empereur. Bientôt elle va connaître le neveu du martyr de Sainte-Hélène, le fils de la reine Hortense et de Louis, roi de Hollande.

La première rencontre a lieu chez la princesse Mathilde, fille du vieux roi Jérôme et sœur du prince qu'elle avait connu à Madrid.



EUGENIA DE MONTIJO EN COSTUME ESPAGNOL. Aquarelle d'E. Giraud.

(Cette esquisse, faite sur les indications de M^{lle} de Montijo, avait été agréée par elle, mais le tableau ne fut pas exécuté.)

Le président de la République avait une vive sympathie pour sa cousine, bien qu'elle eût autrefois, à Arenberg, découragé ses assiduités.

Divorcée du Russe Demidoff, largement rentée, grâce à l'intervention du tsar de Russie, amie de M. de Nieuwerkerke, elle avait un salon qui, déjà, à cette époque, réunissait autour d'elle des hommes connus, des femmes agréables.

Un soir, le prince, qui avait accepté de dîner chez sa cousine, voit entrer une jeune femme, vêtue d'une robe bleu pâle, qui s'incline avec une grâce infinie devant la maîtresse de maison. Louis-Napoléon Bonaparte a toujours été sensible à la beauté féminine, il est sentimental et sensuel. En regardant la nouvelle arrivée, il reçoit ce qu'on appelle le « coup de foudre ».

Comme le spectateur de *La Soirée Perdue*, de Musset, il aurait pu entendre chanter, dans sa mémoire, les vers d'André Chénier et dire, avec une légère variante :

Sous votre « tresse blonde », un cou blanc, délicat.
Se plie, et de la neige effacerait l'éclat.

Il se fait présenter la mère et la fille.

La princesse Mathilde voit l'impression produite sur son cousin par Mlle de Montijo. En bonne maîtresse de maison, désireuse de plaire à ses invités, elle les place à table à côté l'un de l'autre. La princesse donne ainsi

une nouvelle preuve de son intelligence et de sa parfaite connaissance des choses de l'amour.

Le prince, qui s'enflammait pour toutes les conquêtes nouvelles, est séduit par le charme de la belle Espagnole.

M^{lle} de Montijo et sa mère, au lendemain de la première rencontre, reçoivent des invitations pour les soirées de l'Élysée, pour les dîners et les fêtes champêtres de Saint-Cloud.

Quelles sont les pensées secrètes du prince-président et de la jeune fille ? Evidemment, ils ne poursuivent pas le même but. Le prince croit faire une conquête facile, agréable. Dès le début, M^{lle} de Montijo joue un jeu plus serré. La place de favorite ne la tente pas. Sa beauté lui a déjà attiré d'ardents hommages, mais, prudente et réfléchie, elle a su calmer les adorateurs trop pressants et les contraindre à rester dans les limites du respect. Elle est prête à répondre au futur empereur des Français, s'il s'avise de poser cette question directe et brutale :

— Mais enfin, Mademoiselle, par où faut-il passer pour arriver jusqu'à vous ?

— Sire, par la chapelle.

Louis-Napoléon est irrité par l'obstacle. Plus M^{lle} de Montijo se dérobe adroitement, plus il sent croître son désir et sa volonté de triompher d'une résistance imprévue. Il prépare une rencontre nouvelle, dont il espère d'heureux

résultats. M^{lle} de Montijo et sa mère reçoivent une invitation à dîner à Saint-Cloud. Cette fois, la réunion sera intime : le dîner n'a pas lieu au château, mais dans un pavillon isolé, au milieu des bois, à Combleval, près de Villeneuve-l'Étang. Quatre convives en tout : le prince et Bacciochi, la mère et la fille. Après le dîner, le prince propose une promenade en forêt et offre son bras à la jeune fille.

Calme, souriante, elle lui répond que cet honneur doit revenir à sa mère. Le prince, vexé, mais toujours maître de lui, donne le bras à doña Manuela. Bacciochi accompagne M^{lle} de Montijo. La promenade est courte. On dirait la scène du jardin de *Faust*. Le prince pense, sans doute, que la voisine est un peu mûre et qu'il aimerait mieux être auprès de la jeune fille, sous les grands arbres du parc.

Louise de La Vallière était plus naïve et moins avisée, lorsque, surprise par l'orage, dans la forêt de Fontainebleau, elle acceptait de rester en tête-à-tête avec Louis XIV.

L'amour-propre de Louis-Napoléon est froissé, mais sa passion pour M^{lle} de Montijo n'en est que plus forte, car l'obstacle est le principal aliment du désir.

L'absence peut aussi avoir son utilité. Sans doute, elle engendre parfois l'oubli, mais, bien souvent, elle exaspère la passion.

La duchesse d'Albe est à Paris. Un conseil de famille se tient place Vendôme, entre les trois femmes,

M^{lle} de Montijo et sa mère partent pour les bords du Rhin.

D'ailleurs, l'heure n'est pas aux intrigues amoureuses ; nous sommes à la fin de l'année 1851, les préoccupations politiques absorbent toutes les pensées de Louis-Napoléon Bonaparte.

Il est en lutte ouverte avec une importante fraction de l'Assemblée Nationale. Les républicains et les orléanistes sont ligués pour le combattre. On dirait, aujourd'hui, qu'ils font la concentration contre le pouvoir personnel. Une situation aussi tendue ne peut se prolonger indéfiniment. Qui l'emportera ? Les événements vont se précipiter. M^{lle} de Montijo suit avec passion les péripéties de la lutte, elle ne cache pas sa prédilection pour le prince-président. Elle écrit même à Bacciochi pour lui faire savoir qu'elle met tout ce qu'elle possède à la disposition de Louis-Napoléon, qui ne connaîtra qu'après la réussite de ses projets cette offre généreuse.

C'est un beau geste. Est-ce un élan du cœur ou un calcul intéressé ? Veut-elle que son souvenir soit toujours présent à la pensée du prince ? Peut-être n'y a-t-il là qu'un de ces emballements dont elle était coutumière.

La perspective de la lutte l'enchanté. Elle se sent une âme de frondeuse. Le 2 décembre 1851, l'opération de police, un peu rude, est menée à bien par Louis-Napoléon, qui met à la raison les opposants et instaure le pouvoir personnel.

Le prince a appris le beau geste de M^{lle} de Montijo. Il en est vivement touché. Elle est, ainsi que sa mère, invitée à Fontainebleau, où le prince s'exerce à son rôle futur d'empereur, dans ce château rempli de souvenirs historiques, où semble errer, le soir, l'ombre des grandes amoureuses qui avaient été aimées par des rois.

Les longues promenades en forêt facilitent les tête-à-tête. Les intentions du prince se précisent ; il fait à M^{lle} de Montijo une déclaration d'amour. Elle ne rebute point le soupirant, mais elle joue son jeu avec une merveilleuse habileté. Elle feint d'être jalouse et dit qu'elle ne croit pas à la fidélité de Louis-Napoléon. Celui-ci proteste, la jeune fille se contente de lui répondre :

— D'ailleurs, je n'ai pas de droits sur vous.

C'est l'amorce ; il s'empresse d'y mordre et, tout entier à sa passion, il répond :

— Vous les aurez tous, si vous voulez !

Il ajoute :

— Je vous écrirai.

Elle trouve une réponse qui va achever de conquérir le cœur du prince, le tenir à sa merci :

— Je veux bien, mais je vous préviens que ma mère lit toutes mes lettres.

Qu'elle est habile, la blonde Espagnole ! Quelle profonde connaissance du cœur des hommes ! Elle se pose en jeune fille irréprochable, qui n'a pas le droit de recevoir

une lettre qui serait ignorée de sa mère. Elle connaît toutes les subtilités, toutes les ruses des combats amoureux. Elle sait à merveille sembler se donner et, tout à coup, se reprendre.

La lutte ne fait que commencer, mais l'issue du combat n'est plus douteuse.

Il ne songe, d'abord, qu'à ajouter une conquête nouvelle à la liste déjà longue de ses exploits amoureux. Il a pris l'habitude des victoires faciles. Depuis la petite ouvrière du fort de Ham jusqu'à miss Howart, surnommée « la chaîne anglaise », sans oublier la duchesse de Hamilton, il n'a jamais trouvé de cruelles.

Pour la première fois, il sent une résistance qui l'irrite et l'affole,



EUGENIA DE MONTIJO, COMTESSE DE TÉBANO
LA FUTURE IMPÉRATRICE DES FRANÇAIS.

M^{lle} de Montijo résiste au prince. La France se donne à lui. Il est empereur des Français, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple. Il obtient 7.824.189 voix contre 233.145.

L'Empire est fait. Depuis un an, d'ailleurs, la chose existait, il ne manquait que la consécration du nom.

Napoléon III est absorbé par mille soucis, qui l'empêchent de voir M^{lle} de Montijo aussi souvent qu'il le désirerait.

Quand il est privé de sa présence, il lui écrit, elle lui répond. Chaque mot, chaque phrase des lettres de M^{lle} de Montijo sont soigneusement calculés. Ces lettres sont le produit d'une collaboration à trois.

La mère apporte sa longue expérience, sa fougue que l'âge n'a pas calmée. La jeune fille ajoute sa prudence, sa connaissance parfaite du cœur de Napoléon III. Enfin, l'ami fidèle des bons et des mauvais jours, Prosper Mérimée, trouve les mots qui touchent, les phrases qui émeuvent l'âme sentimentale de celui qu'on a appelé « le rêveur couronné ».

L'empereur peut enfin revoir celle qu'il aime. Il s'efforce de créer une cour conforme aux traditions napoléoniennes. L'entreprise est difficile, car les légitimistes et les orléanistes boudent obstinément le nouveau régime.

Il s'installe à Compiègne, pour la saison des chasses.

M^{lle} de Montijo et sa mère sont invitées et l'empereur leur prodigue ses attentions, ses faveurs. Les femmes qui composent la nouvelle cour impériale sont résolument hostiles à celle qu'elles appellent dédaigneusement « la favorite ». La princesse Mathilde est parmi les plus acharnées. Seule, la jeune princesse Anna Murat, qui devint la charmante duchesse de Mouchy, témoigne de l'amabilité à M^{lle} de Montijo, qui ne devait jamais oublier l'accueil gracieux que lui avait fait la jeune fille.

Pendant les chasses à courre, Napoléon III, écuyer consommé, chevauche aux côtés de M^{lle} de Montijo, qui, elle aussi, monte admirablement à cheval.

La petite veste, la longue jupe d'amazone, le tricorne galonné posé sur ses admirables cheveux, la rendent encore plus belle.

Un jour, en suivant la chasse à courre, M^{lle} de Montijo se trompe de piste, se perd dans la forêt. La nuit tombe, tous les invités sont au château. On cherche en vain M^{lle} de Montijo. Qu'est-il arrivé ?

L'empereur est inquiet, agité, il ne peut dissimuler son trouble. Il donne des ordres pour qu'on fasse des recherches dans la forêt. Enfin, elle arrive. L'empereur ne cache pas sa joie.

Quand elle se plaint à lui de l'hostilité de son entourage, il la calme, la rassure. En se promenant dans le parc, il arrache une branche de lierre, la plie, pour lui

donner la forme d'un diadème, la pose sur ses beaux cheveux dorés et lui dit, en la regardant avec une tendresse infinie :

— Voici une couronne, en attendant l'autre.

Un autre jour, elle se promène dans le parc avec l'empereur, la rosée matinale scintille aux rayons du soleil ; elle s'écrie :

— Sire, regardez ce trèfle, on dirait un vrai bijou ; des brillants sur des émeraudes !

L'empereur sourit, appelle Bacciochi, lui dit quelques mots tout bas. Le lendemain, il fait remettre à M^{lle} de Montijo un trèfle en émeraudes entourées de brillants, imitant la rosée matinale.

Napoléon III ne peut résister au plaisir de parler de celle qu'il aime. Il prend pour confident Fleury, le colonel des guides.

— Ah ! lui dit-il en soupirant, je suis bien amoureux d'elle !

Fleury comprend le sens de cet aveu, arraché par la passion. Il répond :

— Alors, Sire, il n'y a qu'une chose à faire, il faut l'épouser.

— J'y songe sérieusement, dit l'empereur.

Le 31 décembre, l'année se termine par une réception au palais des Tuileries. En arrivant à la porte d'entrée

des salons, M^{lle} de Montijo et sa mère se trouvent face à face avec M^{me} Fortoul, femme du ministre de l'Instruction Publique, qui, comme M^{me} Drouyn de Lhuys, lui a toujours manifesté une méprisante hostilité. M^{me} Fortoul prononce quelques paroles blessantes, traite M^{lle} de Montijo d'aventurière. Celle-ci blêmit sous l'outrage, mais reste maîtresse d'elle-même et se contente de dire :

— Passez, madame.

Pendant tout le souper à la table de l'empereur, elle paraît souffrante, absorbée dans de tristes pensées. L'empereur s'inquiète ; il la presse de questions. Elle garde d'abord un silence farouche, serrant les lèvres pour ne pas pleurer. Elle finit par raconter la scène scandaleuse. Napoléon III fronce les sourcils et, pour apaiser son chagrin, lui dit :

— Demain, personne ne vous insultera plus.

M^{lle} de Montijo va-t-elle enfin remporter le prix de beauté, en devenant la femme de l'empereur des Français ?

Pas encore ; il reste quelques obstacles à franchir avant d'atteindre le but. M^{me} de Montijo, qui avait été tenue au courant des événements de la soirée du 31 décembre espérait recevoir, pour ses étrennes, la demande en mariage de sa fille. Son attente est déçue. La journée du 1^{er} janvier se passe. Les jours se suivent, rien ne vient. Aucune nouvelle des Tuileries. Qu'est-il arrivé ? Une chose facile à prévoir.

Quand l'empereur a fait part de ses projets matrimoniaux, la princesse Mathilde — la Napoléonide, comme on l'appelle — et le prince Jérôme ont manifesté une violente opposition. Tous deux ont protesté avec indignation contre le ridicule d'une maladroite mésalliance.

Rééditant un mot fameux, le prince Jérôme, surnommé « Plonplon », dit à son cousin :

— Tu n'as rien de l'empereur.

Et Napoléon III, qui ne perd jamais son sang-froid, se contente de lever les épaules, de tirer, d'un geste familier, sa longue moustache cirée et de dire :

— Hélas ! j'ai sa famille !

Devant ces assauts furieux, Napoléon III hésite un instant et prend le parti de temporiser. Mme de Montijo, qui devine d'où vient la résistance, voudrait brusquer les événements et quitter Paris.

« En amour, la victoire, souvent, est assurée par la fuite. Mlle de Montijo partage l'avis de sa mère ; elle veut partir, sans même écrire un mot d'adieu. »

Prosper Mérimée, le cousin de Lesseps, prennent part à la délibération familiale et donnent des conseils de sagesse et de modération.

Une invitation a été lancée pour la première fête officielle, le 12 janvier, au palais des Tuileries. Il faut y aller et annoncer à l'empereur le prochain départ. On verra la réaction produite par cette nouvelle. Il s'agit de jouer

la scène de Titus et Bérénice, d'obtenir un meilleur dénouement que dans la tragédie classique.

Les conseils de Méri-mée sont bons à suivre. Doña Manuela et sa fille l'écoutent d'autant plus volontiers qu'il était resté longtemps incrédule à la réussite du projet matrimonial. Il leur disait alors :

— Puisque vous aimez les précipices, je ne vous retiens pas, mais laissez-moi m'attacher à votre crinoline, elle nous servira de parachute pour tomber plus mollement.



L'EMPEREUR ET L'IMPÉRATRICE EN 1853.
L'ANNÉE DE LEUR MARIAGE.

Le 12 janvier, se joue la scène capitale entre Napoléon III et M^{lle} de Montijo.

C'est la première grande fête du nouveau régime impérial. Dans les Tuileries, les salons éblouissants de lumière sont remplis d'hommes en brillants unifor-

mes, de femmes en riches toilettes, couvertes de diamants.

Napoléon III porte la tunique de général, la culotte de casimir blanc, les bas de soie.

M^{lle} de Montijo, conduite par le baron de Rothschild, veut s'asseoir sur une banquette, près du trône impérial. Elle reçoit un nouvel affront. M^{me} Drouyn de Lhuys lui dit sèchement que toutes les places sont retenues. La princesse Mathilde, la duchesse de Hamilton, affectent de ne pas voir la belle Espagnole, qui pâlit sous ces outrages répétés.

Un excellent historien, Octave Aubry, dans un livre récent, a tracé de cette scène un récit inoubliable.

Voici l'empereur qui quitte l'estrade, pour venir au secours de celle qu'il aime et la fait asseoir avec sa mère sur les tabourets réservés à la famille impériale.

Quand il a dansé le quadrille d'honneur avec lady Cowley, ambassadrice d'Angleterre, il invite M^{lle} de Montijo pour le second quadrille. Elle est pâle, se retient pour ne pas pleurer.

— Qu'avez-vous ? lui dit l'empereur.

— Il faut que je vous parle.

— Venez demain.

— Demain ! je ne serai plus là, je dois partir.

Le mot décisif est prononcé, l'empereur l'entraîne dans son cabinet de travail. Il n'est plus maître de ses désirs. Il n'est pas pour rien le petit-fils de la créole

de la Martinique, le fils d'Hortense de Beauharnais. Rien ne peut plus l'arrêter. Il est poussé par une double hérédité, la volonté des Napoléon et les sentiments ardents des Tascher de la Pagerie.

Quand ils sont seuls, elle lui dit :

— Je ne vous en veux pas, vous n'avez pas tenu vos promesses ; je ne veux pas être compromise plus longtemps, je pars.

Suprême habileté ! Il prend figure d'accusé, il doit convenir qu'il a de graves torts envers elle. Il ne veut pas la perdre à jamais, ne peut plus vivre sans elle.

Les jeunes hommes ne savent pas aimer et briser tous les obstacles qui s'opposent à leurs passions. Lui, il touche à l'âge mûr. Sa tendresse pour M^{lle} de Montijo est encore accrue par la dignité dont elle vient de lui donner la preuve. Il a le cri du cœur :

— Vous ne partirez pas. Demain, je demanderai votre main à votre mère.

Elle aurait pu s'évanouir de bonheur ; mais c'est elle, maintenant, qui feint d'hésiter, c'est elle qui se fait prier. Pauvre empereur ! Il a su conspirer, lutter contre la mauvaise fortune, s'évader de sa prison, braver les tristesses de l'exil, restaurer un empire ; mais il est un être faible, sans défense, incapable de lutter contre l'amour qui remplit son cœur d'homme déjà mûr.

L'adversaire — je veux dire la femme — dont il tient

en ce moment les mains entre ses mains brûlantes est plus fort que lui.

— Réfléchissez, lui dit-elle doucement.

Une question lui brûle les lèvres ; son entourage, hostile au mariage, a déversé la calomnie sur M^{lle} de Montijo. En enveloppant sa question de phrases respectueuses, il ose lui demander :

— Pouvez-vous m'aimer ? Votre cœur est-il libre ?

Elle a compris. Un soupçon a traversé l'esprit de l'empereur ; la partie, qui semblait gagnée, peut être compromise. Bravement, elle fait face au danger et, regardant Napoléon III, les yeux dans les yeux, elle répond :

— Mon cœur a pu battre, mais je suis toujours restée M^{lle} de Montijo.

Alors, il est vaincu, ou plutôt vainqueur, puisqu'il va l'épouser.

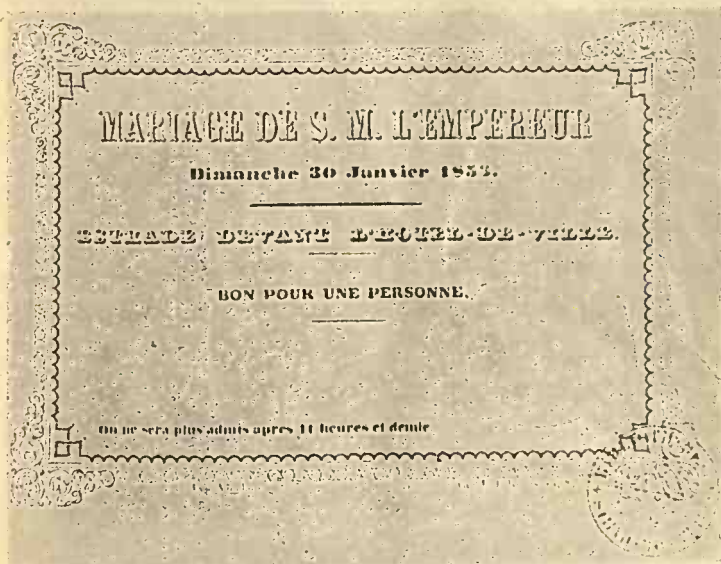
L'empereur s'assied à son bureau, écrit à M^{me} de Montijo pour lui demander la main de sa fille. Quand sa lettre est achevée, il la tend à sa fiancée ; elle refuse de la prendre.

C'est encore un trait de génie féminin. Il pourrait dire plus tard, ou tout au moins penser, qu'elle a abusé de son trouble, qu'elle lui a arraché une imprudente promesse de mariage ; elle entend prendre ses garanties et veut que le consentement tant désiré soit libre, à l'abri de tout reproche futur.

Il est tout près d'elle, enivré de sa présence, de son

parfum ; il la respire. Il ne peut détacher ses regards de celle à qui il vient d'offrir de partager le trône impérial.

Une fois de plus, la beauté a fait une sorte de miracle. Rachel l'avait bien jugé quand elle disait :



CARTE D'INVITATION POUR LE MARIAGE (30 JANVIER 1853).

— Il aime ses épaules, il en est fou. Il a les yeux couchés dessus.

Alors, semblant s'abandonner, elle lui répète :

— Réfléchissez encore. Demain, si vous le voulez, vous ferez porter votre lettre à ma mère.

Il n'hésite pas ; il appelle Mocquart, qui est dans la pièce voisine, et il lui dit :

— Faites porter cette lettre chez M^{me} la comtesse de Montijo.

Puis il revient avec sa fiancée dans la salle de bal. Il est rayonnant de bonheur. Elle a le triomphe modeste. Mais il suffit aux assistants de les regarder pour comprendre qu'un grand événement va bientôt s'accomplir.

Le lendemain, dans les cercles de la cour, dans les salons de la ville, la nouvelle circule de bouche en bouche.

Les incrédules hochent la tête, les détracteurs s'en donnent à cœur joie. Les légitimistes sont méprisants ; les républicains, exaspérés ; les orléanistes, ironiques.

On prête à M. Thiers — mais on ne prête qu'aux riches — des propos dédaigneux :

— L'empereur est prévoyant ; il a voulu se réserver, en cas de chute, de rester au moins grand d'Espagne.

Le 19 janvier, *Le Moniteur* insère les lignes suivantes :

« Le bureau du Sénat, le bureau du Corps Législatif et MM. les membres du Conseil d'État se réuniront samedi aux Tuileries, afin d'y recevoir de l'empereur une communication relative à son mariage. MM. les membres du Sénat et du Corps Législatif pourront se joindre à leurs collègues. »

Le samedi 22 janvier, dans la salle du Trône, Napoléon III, assis sur une estrade, est entouré de son oncle

et de son cousin ; « l'ancien roi de Westphalie, les cheveux teints, la figure momifiée, semble n'avoir de vie que dans ses yeux noirs ». Son fils a pris une attitude hostile et dédaigneuse.

L'empereur, de sa voix forte, qui avait gardé de son séjour à Augsbourg un léger accent germanique, lit une proclamation qui ne manque ni de franchise ni de cranerie :

« Je me rends au vœu si souvent manifesté par le pays, en venant vous annoncer mon mariage. L'union que je contracte n'est pas d'accord avec les traditions de l'ancienne politique ; c'est là son avantage.

« Les alliances royales créent de fausses sécurités... Depuis soixante-dix ans, les princesses étrangères n'ont monté les marches du trône que pour voir leurs races dispersées et proscrites par la guerre et par la révolution.

« Une seule femme a semblé porter bonheur, et cette femme, épouse modeste et bonne du général Bonaparte, n'était pas issue d'un sang royal. »

Hommage délicat de l'empereur à sa grand'mère, l'impératrice Joséphine.

Enfin, Napoléon III déclare :

« Quand, en face de la vieille Europe, on est porté par la force d'un nouveau principe à la hauteur des anciennes dynasties, ce n'est pas en vieillissant son blason et en cherchant à s'introduire à tout prix dans la famille des

rois qu'on se fait accepter. C'est bien plutôt en se souvenant toujours de ses origines, en prenant franchement vis-à-vis de l'Europe la position de parvenu. Titre glorieux, lorsqu'on parvient par le libre suffrage d'un grand peuple. »

Après un éloge ému et vibrant de sa fiancée, il termine par ce cri du cœur :

« Je viens dire à la France : J'ai préféré une femme que j'aime et que je respecte à une femme inconnue, dont l'alliance eût eu des avantages mêlés de sacrifice. »

Cet aveu public d'une grande passion ne pouvait laisser indifférent ou railleur le cœur généreux du peuple français. Les acclamations retentissent.

Le lendemain, conduite par le duc de Cambacérès, grand maître des cérémonies, la comtesse de Montijo et sa fille s'installent pour quelques jours au palais de l'Élysée. Elles vont mener une vie fiévreuse. Le temps presse, les minutes sont comptées ; il faut sans retard s'occuper du trousseau de la mariée.

Doña Manuela est ravie, plus encore que sa fille. Elle peut dépenser sans compter, rien n'est trop beau, rien n'est trop riche. L'empereur a ouvert un crédit illimité. Les fournisseurs affluent et l'empereur, qui rend chaque jour des visites à sa fiancée, en lui apportant des bouquets, donne gravement son avis sur le choix d'une robe qui sera destinée à donner le ton à la mode du jour.

Les fiancés ne négligent pas de remercier le ciel de leur bonheur futur. Le 28 janvier, *Le Moniteur* annonce que S. M. l'empereur et S. E. M^{me} la comtesse de Téba (c'est le nom officiellement donné à la future impératrice) ont reçu à l'Élysée la sainte communion, qui leur a été donnée par M^{re} l'évêque de Nancy.

Le 28 janvier, le Conseil municipal vote un crédit de six cent mille francs pour offrir, au nom de la ville de Paris, une rivière de diamants à la future impératrice. Celle-ci a une heureuse inspiration du cœur. Elle remercie le Conseil municipal, mais elle demande que les six cent mille francs soient employés à une œuvre de charité, « n'ayant d'autre ambition que de partager avec l'empereur l'estime et l'amour du peuple français ».

Le samedi 29 janvier, à neuf heures du soir, le mariage civil est célébré au palais des Tuileries. Un dîner précède la cérémonie, aucune femme n'y assiste.

L'ambassadeur d'Espagne et le duc de Cambacérés, grand maître des cérémonies, viennent à l'Élysée chercher la comtesse de Téba et sa mère. Un peloton de carabiniers escorte la voiture. Au palais des Tuileries, la princesse Mathilde et le prince Napoléon attendent la fiancée. Ils voudraient mordre ; ils sont obligés de sourire et de s'incliner. Le protocole retient Napoléon III dans la salle des Maréchaux, S'il n'avait écouté que son cœur, il serait venu lui-même chercher celle qu'il aime.

Tous les hauts dignitaires de l'Empire sont réunis dans la salle des Maréchaux. La pourpre cardinalice, les dorures des uniformes, des costumes de cour, les toilettes endiamantées des femmes, forment un ensemble d'une richesse inouïe.

L'empereur se lève, descend les marches de l'estrade, offre le bras à sa fiancée et la fait asseoir sur le trône voisin du sien. Il porte en écharpe le grand cordon de la Légion d'honneur ; il a autour du cou le collier de la Toison d'Or qui avait appartenu à Charles-Quint.

Achille Fould, ministre d'État de la maison de l'empereur, fait fonction d'officier de l'état-civil.

Aux questions posées, l'empereur répond oui, d'une voix basse et comme étranglée par l'émotion. M^{lle} de Montijo répond d'une voix ferme, un peu rude.

Achille Fould consacre le mariage civil par cette formule :

« Au nom de l'empereur, de la Constitution et de la loi, je déclare que S. M. Napoléon III, empereur des Français, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, et S. E. M^{lle} Eugénie de Montijo, comtesse de Téba, sont unis en mariage. »

Une question protocolaire s'était posée. Les choses les plus simples se compliquent lorsque le protocole s'en mêle.

Leurs Majestés devaient-elles se lever, descendre de

l'estrade et venir jusqu'à la table, pour apposer leurs signatures dans le registre ? Ce geste si simple et si naturel était-il conforme à leur rang et à leur dignité ? Le registre



L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE, EN ROBE DE MARIÉE (30 JANVIER 1853).

devait-il, au contraire, être apporté à Leurs Majestés par les chambellans de service ? C'était plus protocolaire, mais moins commode, car l'équilibre pouvait être instable.

On s'arrête à une troisième solution, qui sauvegarde

la forme, tout en restant pratique : la table elle-même est portée par des chambellans sur l'estrade ; l'empereur et l'impératrice peuvent signer, sans être obligés de quitter leurs trônes.

Le registre établi sous Napoléon I^{er} était réservé à la famille impériale. Le premier acte qui y avait été inscrit, le 2 mars 1806, était relatif à l'adoption par Napoléon I^{er} du prince Eugène de Beauharnais. Le dernier, du 20 mars 1811, était l'acte de naissance du roi de Rome.

Un concert suivit la cérémonie. Il fut malheureusement ennuyeux et heureusement court. Auber, qui avait célébré en musique les régimes successifs qui avaient précédé le second Empire, était l'auteur d'une morne cantate de circonstance.

L'impératrice fut reconduite au palais de l'Élysée avec le même cérémonial.

Elle souhaitait vivement que son mariage religieux fût béni par le pape lui-même. C'était conforme à la tradition napoléonienne.

Cette tradition, même, était un obstacle, car elle rappelait au vicaire du Christ des souvenirs pénibles. Pie IX ne pouvait oublier la contrainte morale subie par Pie VII. Il ne pouvait pardonner au neveu les excès de pouvoir de l'oncle. De pressantes instances furent faites auprès de lui. Il se déroba, en alléguant son grand âge et ses cruelles infirmités. Médiocre prétexte pour voiler un refus désagréa-

ble, puisque le pape avait une santé excellente et un âge qui lui permettait les voyages.

Le 30 janvier 1853, dès l'aube, les rues, les places, les carrefours, sont envahis par une foule joyeuse et innombrable. Le peuple de Paris aime les beaux spectacles. Il va être servi à souhait. Napoléon III est populaire. L'ouvrier et le bourgeois lui savent gré d'avoir rétabli l'ordre, le travail rémunérateur, la prospérité commerciale et industrielle.

Les bavards de 1848 ont compromis la cause républicaine. Le souvenir, toujours vivant dans les cœurs français, du martyr de Sainte-Hélène, a donné à son neveu une auréole de gloire. Le mariage même qui va être célébré plaît à la foule, qui aime le romanesque. C'est la consécration d'une idylle amoureuse qui enchante les âmes simples et touche le cœur des femmes.

Dans la foule, composée de Parisiens venus en masse de tous les coins de la ville, de nombreux habitants de la banlieue et même de paysans des départements voisins qui ont fait le voyage dans des carrioles remplies de victuailles traînées par des chevaux ou des ânes, la gaieté éclaire tous les visages. On se montre curieusement les grognards du premier Empire, les survivants de la grande épopée, qui ont revêtu leurs vieux uniformes usés et rapiécés. Sur leur poitrine brille la croix de la Légion d'honneur,

que le Petit Tondu a épinglée lui-même, un soir de bataille, dans

Le champ couvert de morts sur qui tombait la nuit...

Le ruban rouge a presque perdu sa couleur, qui a disparu sous les neiges de la campagne de Russie et les pluies de la campagne de France.

Nous sommes en janvier, il devrait faire froid, brumeux. La nature elle-même va prendre part à la fête et s'associer à l'allégresse générale. Au lever du jour, le ciel était gris, maussade. Au moment où l'impératrice quitte le palais de l'Élysée, brusquement le soleil déchire les nuages et vient éclairer la joie de Paris.

Comme en 1840, lors du retour des cendres, c'est le soleil d'Austerlitz qui réchauffe de ses rayons l'enthousiasme populaire. A onze heures et demie, les voitures de la cour, escortées d'un peloton de cavalerie, vont chercher l'impératrice au palais de l'Élysée.

La maison de l'impératrice a déjà été formée. La princesse d'Essling, grande maîtresse de la maison de la nouvelle souveraine ; la duchesse de Bassano, sa dame d'honneur ; le comte Tascher de la Pagerie, premier chambellan, accompagneront, avec d'autres dignitaires, l'impératrice.

Celle-ci est vêtue d'une robe nuptiale en satin blanc constellée de diamants. La traîne a quatre mètres de long. Sur ses admirables cheveux blonds, fulgure le diadème

de saphirs et de diamants qui a déjà été posé, lors du couronnement, sur les cheveux noirs et teints de l'impératrice Joséphine. Le diadème retient un long voile en point d'Angleterre.

Le parcours de l'Élysée au palais des Tuileries n'est qu'une suite d'acclamations enthousiastes. Le cœur de Paris est conquis par la beauté de la souveraine. Il semble qu'une ère de bonheur sans fin va s'ouvrir.

Le cortège suit la rue de Rivoli, qui vient d'être inaugurée et dont les arcades excitent la curiosité des Parisiens.

A midi, le canon tonne, les tambours battent, les clairons sonnent. L'impératrice entre aux Tuileries. Elle est reçue par le prince Napoléon et la princesse Mathilde. Le roi Jérôme l'attend à l'entrée des salons. Bientôt, elle est auprès de l'empereur. Ils apparaissent tous deux au balcon central. Une ovation délirante les accueille.

Le cortège se met en marche pour Notre-Dame. En tête, des musiques militaires, des troupes, des cavaliers de toutes armes, des voitures de la cour, trois carrosses à six chevaux, dans lesquels ont pris place des hauts dignitaires, la princesse Mathilde et la comtesse de Montijo, le roi Jérôme et le prince Napoléon. Enfin, le carrosse à huit chevaux noirs, resplendissant d'or, surmonté de la couronne impériale qui a servi au sacre de Napoléon Ier et de l'impératrice Joséphine. Les maréchaux de France

Vaillant et Magnan, à cheval, encadrent les portières du carrosse. Toute une brillante escorte termine le cortège.

Le général Fleury raconte qu'en sortant des Tuileries la couronne impériale qui surmontait le carrosse se détacha et tomba à terre. Elle fut aussitôt remplacée. Les gens superstitieux trouvèrent là un fâcheux présage et ne manquèrent pas de faire remarquer que le même incident désagréable s'était déjà produit lors du mariage de l'impératrice Marie-Louise.

A une heure, salués par des acclamations, l'empereur et l'impératrice arrivent à Notre-Dame, dont l'admirable façade avait été enlaidie par une médiocre décoration de Viollet-le-Duc. Le baron Haussmann n'avait pas encore transformé Paris, et l'étroite place du Parvis-Notre-Dame avait conservé un aspect pittoresque, qu'elle a perdu en devenant plus vaste.

A l'entrée de la basilique, l'empereur et l'impératrice sont reçus par M^{sr} Sibour, archevêque de Paris, entouré de tout son clergé.

Jamais l'impératrice n'avait été plus belle, et ceux qui assistèrent à la cérémonie de Notre-Dame disent que, lorsqu'elle s'avança, pâle et émue, au bras de l'empereur, elle semblait une apparition céleste.

Après la messe, les souverains reviennent aux Tuileries, en suivant les quais qui bordent la Seine. L'enthousiasme de la foule ne faiblit pas.

Napoléon III et l'impératrice Eugénie doivent apparaître plusieurs fois au balcon. Ils voudraient être seuls, tout entiers à leur bonheur, mais le métier de souverain a d'inévitables et cruelles exigences. Il leur faut subir encore un ennuyeux concert et, pour ajouter à leur fatigue et à leur impatience, un interminable dîner d'apparat.

Un de mes amis, qui connaît à merveille l'histoire officielle et secrète du second Empire, m'a conté cette anecdote dont je ne garantis pas l'authenticité, mais qui me paraît assez piquante pour être rapportée. Pendant le repas officiel et nuptial, doña Manuela avait peine à cacher sa joie. Elle exultait. Ce n'était pas seulement le bonheur inespéré de sa fille qui la rendait joyeuse ; elle songeait aussi à une personne qui lui était infiniment chère, c'est-à-dire à elle-même. Puisque son gendre avait rétabli l'Empire et toutes les traditions napoléoniennes, elle pensait que l'emploi de Madame Mère, vacant depuis la mort de Lætitia Bonaparte, lui revenait de droit. Elle caressait des rêves ambitieux, se voyait comblée d'honneurs et de richesses, jouant un rôle important à la cour impériale.

Ce beau rêve fut de courte durée. Napoléon III ne voulait pas garder auprès de lui une belle-mère aussi agitée. Il le lui fit bien voir. Quand doña Mañuela, en quittant les Tuileries, se fit conduire à l'Elysée, elle trouva la grille fermée et les lumières éteintes. Le concierge, très

poli et très respectueux, l'avertit que, par ordre de S. M. l'empereur, les bagages de Mme la comtesse de Montijo avaient été portés au chemin de fer. Elle eut un sursaut d'indignation ; mais le fidèle « don Prospero », qui ne l'avait pas quittée, lui fit observer que les parents doivent tout sacrifier au bonheur de leurs enfants. Il poussa même le dévouement jusqu'à accompagner sur la route de Tours cette belle-mère encombrante dont Napoléon III s'était séparé avec une remarquable désinvolture. *Se non è vero...*

Quant à l'empereur et à l'impératrice, ils ont repris la liberté d'aimer...

Dans la nuit, ils partent seuls, pour le petit château de Villeneuve-l'Étang, non loin de ce rendez-vous de chasse où Mlle de Montijo avait refusé la place de favorite et où elle allait devenir la femme légitime de l'empereur des Français.

La première partie de la prédiction est accomplie. L'impératrice est trop heureuse pour songer aux menaces que contenaient les dernières paroles de la vieille gitana.

Elle va commencer son rôle difficile de souveraine.

II. — LE RÈGNE. LES ANNÉES HEUREUSES.

Dix-sept ans, sept mois et cinq jours de règne : la puissance, la richesse et peut-être le bonheur. Cinquante années d'exil ou de vie errante : des larmes, des regrets et peut-être des remords,

Telle est, résumée en deux phrases, la vie brillante et douloureuse de l'impératrice Eugénie, depuis le 30 janvier 1853, date de son accession au trône, jusqu'au dimanche 11 juillet 1920, jour de sa mort, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

« En France, le début d'un règne est toujours heureux. Tout le monde vous aime et vous admire ; mais, peu de temps après, les sentiments changent, l'affection est remplacée par l'hostilité, parfois même par la haine. Les premiers jours, tout vous est permis ; ensuite, on n'a même plus le droit de se moucher. »

Cette réflexion mélancolique et désabusée, faite par l'impératrice à l'un de ses intimes, peut servir de préface à l'étude du rôle de la nouvelle souveraine.

Après la cérémonie de Notre-Dame, les époux passent une courte lune de miel dans la solitude champêtre du petit château de Villeneuve-l'Étang. Pour la première

et la dernière fois de leur règne, ils goûtent la douceur d'un tête-à-tête dans le cadre agreste des grands bois dépouillés par l'hiver.

Dans l'abandon des premières étreintes, si ardemment désirées par l'empereur, livrés à eux-mêmes, loin des flatteurs et des courtisans, ils peuvent voir clair dans leurs sentiments réciproques.

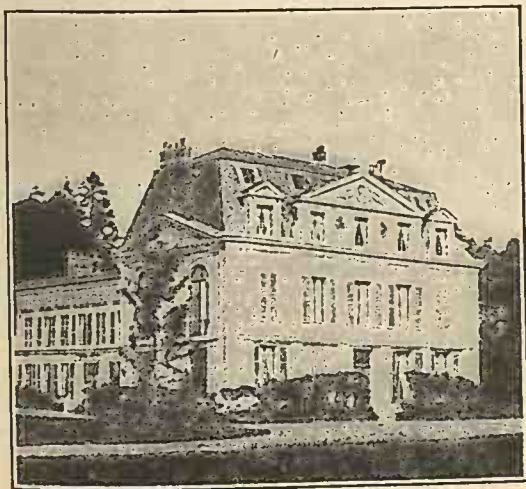
Lui est heureux et n'éprouve aucune déception. La femme a réalisé les espoirs que lui donnait la triomphale beauté de la fiancée. Le coureur d'aventures galantes, qui compte à son actif tant de conquêtes faciles, s'imagine qu'il a enfin trouvé le bonheur durable dans une union à laquelle il restera fidèle.

A ce moment, il est sincère. Peu de temps après, il reprendra ses anciennes habitudes et trompera abondamment celle qu'il avait élevée jusqu'à lui en posant sur ses cheveux dorés la couronne impériale.

Elle a d'autres sentiments. Elle n'aime pas, ou du moins elle n'a jamais aimé d'amour, le rêveur sentimental qui a osé braver l'opinion du monde, peut-être même le ridicule et la raillerie, pour la posséder. Il a vingt ans de plus qu'elle. Leurs deux tempéraments ne se ressemblent pas. C'est une cérébrale qui ignore les élans du cœur et les appels des sens.

Pendant leur séjour à Villeneuve-l'Étang, l'impératrice est hantée par le souvenir de Marie-Antoinette,

à qui elle a voué un véritable culte. Plus tard, elle dira que leurs deux destinées se ressemblent... à l'échafaud près ! heureusement pour elle. Chaque jour, elle se rend avec l'empereur à Trianon, pour y évoquer l'image de



LE PETIT CHATEAU DE VILLENEUVE-L'ÉTANG,
DANS LE PARC RÉSERVÉ DE SAINT-CLOUD.

l'infortunée reine de France, dans les lieux mêmes que celle-ci avait animés de son charme et de son élégance.

Quelques jours après le mariage, l'empereur et l'impératrice s'installent au palais des Tuileries.

Le rôle d'une souveraine est toujours difficile à tenir, surtout pour une débutante dans l'emploi.

Il faut vivre exposée aux regards jaloux, envieux et hostiles. Les moindres mots sont colportés, commentés et dénaturés. Les gestes les plus simples sont travestis ; les meilleures intentions méconnues.

L'étiquette place sur les épaules impériales ou royales un joug pesant, parfois intolérable, auquel il est presque impossible de se soustraire. La réserve est qualifiée de morgue hautaine ; l'abandon, de familiarité déplacée ou de scandaleux laisser-aller.

D'ailleurs, le rôle de souveraine exige un long apprentissage, qui se fait graduellement si la naissance a lieu sur les marches d'un trône. L'improvisation est dangereuse. Aussi, Eugénie n'échappe-t-elle pas à l'inévitable péril. Elle veut trop bien faire. Son zèle lui attire des désagréments. Quand la fille de Victor-Emmanuel, la pieuse et ennuyeuse princesse Clotilde, arrivera aux Tuileries, après avoir épousé le cousin de Napoléon III, le prince Jérôme, l'impératrice tentera de guider ses premiers pas à la cour en lui donnant quelques conseils. La princesse Clotilde calmera son zèle intempestif et maladroit. Elle regardera avec dédain celle qu'elle considère comme une parvenue et, soulevant ses lourdes paupières avec un éclair dans ses yeux d'ordinaire mornes et éteints, elle lui dira :

— Vous oubliez, madame, que moi je suis née à la cour.

Disons que cette impératrice tant calomniée, couverte d'injures et d'opprobres, et qui pleurait de rage ou de chagrin en lisant, à la fin de son règne, la terrible *Lanterne* d'Henri Rochefort, a toujours été une épouse irréprochable, une femme dont la vie privée était digne de respect. Elle a eu quelque mérite à justifier un pareil éloge, car la vie à la cour, sous le second Empire, n'était exempte ni d'embûches, ni de tentations, ni de mauvais exemples.

Impératrice par la volonté de Napoléon III, elle est digne de l'être par sa rayonnante beauté, par son élégance. Elle est l'arbitre incontesté de la mode.

La cour impériale rappelle, c'est Napoléon III qui l'a voulu, le faste et l'éclat du premier Empire.

L'impératrice Eugénie, qui fut à la fin de son règne, victime d'une excessive impopularité, avait connu d'abord l'enivrement des acclamations. Elle avait conquis le cœur des Parisiens en demandant au Conseil municipal d'attribuer à la fondation d'une œuvre charitable les six cent mille francs destinés à l'achat d'un collier de diamants.

Après le mariage, elle continue son assistance matérielle et morale à toutes les bonnes œuvres.

Souvent, le matin, dans un coupé sans écussons ni armoiries, conduit par un cocher sans livrée ni cocarde; elle sort, accompagnée d'une seule dame d'honneur. Elle

est vêtue très simplement. Un grand chapeau cache le haut de son visage, et ses yeux, ses beaux yeux remplis d'une douceur infinie quand la colère ne les fait pas briller d'un éclat insoutenable, ses yeux qui la feraient reconnaître du peuple de Paris, sont cachés par d'épaisses lunettes à verres noirs.

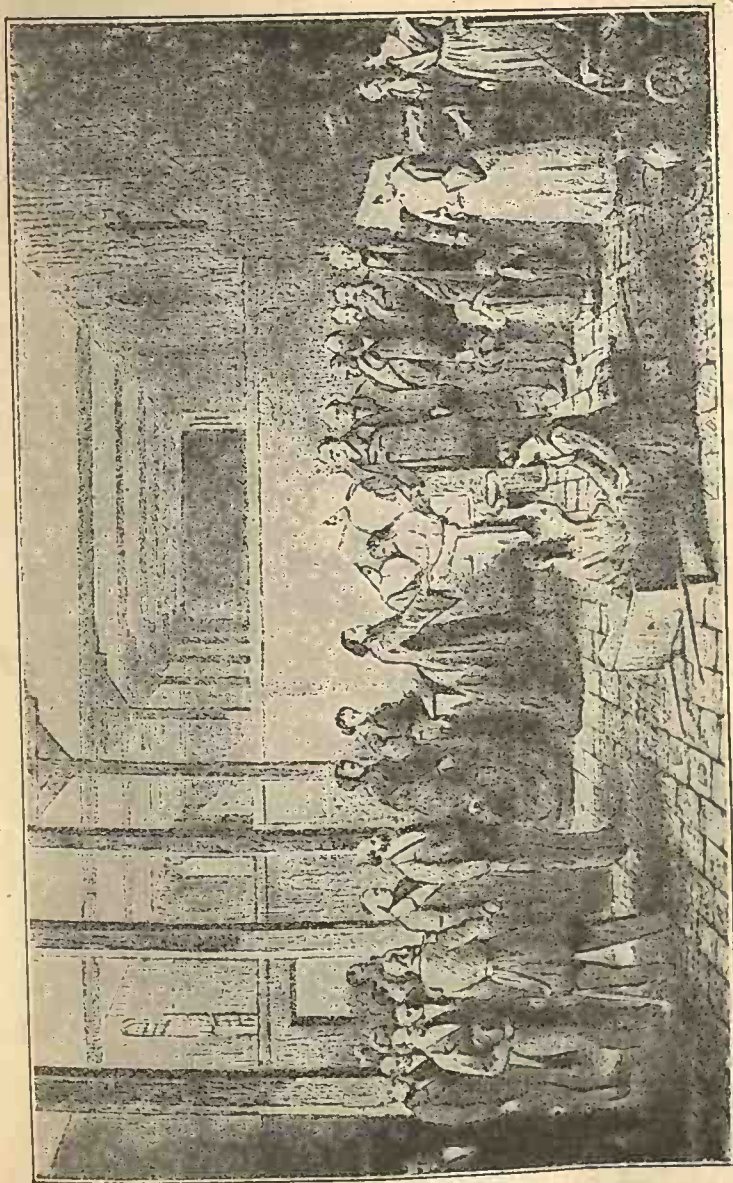
Fée bienfaisante et anonyme, elle va, dans les quartiers ouvriers, porter aux pauvres, aux malades, à tous les deshérités de la vie, l'argent qui ne fait pas le bonheur, mais qui sert à rendre moins amères les misères humaines.

En revenant de ces expéditions matinales, elle exhortait l'empereur à l'imiter. Elle disait aussi à Augustin Filon, précepteur de son fils :

— Il faut que Louis visite les pauvres, qu'il se rende compte de leurs souffrances, pour tenter de les soulager quand il régnera. Il ne faut pas lui laisser croire que les malheureux sont ceux qui n'ont pas de voiture et qui vont à pied.

Enfin, elle avait connu la grande popularité et son retour à Paris avait été salué par des acclamations vibrantes lorsqu'elle était revenue d'Amiens, où, sans crainte de la contagion, elle était allée visiter les cholériques. Elle avait eu un de ces mots heureux qui touchent le cœur des Français. A l'évêque d'Amiens qui la félicitait de son courage, elle avait répondu :

— C'est notre manière à nous d'aller au feu.



L'IMPÉRATRICE VISANT LES CHOLÉRIQUES, EN OCTOBRE 1865.
DANS LES PRINCIPAUX HOPITAUX DE PARIS

En avril 1855, l'impératrice quitte les Tuileries avec l'empereur, pour subir une épreuve redoutable, dont elle sortira victorieuse et définitivement consacrée dans son rang de souveraine.

La reine Victoria reçoit au château de Windsor le nouveau maître de la France et la belle Espagnole dont il a fait sa femme légitime. Quel sera l'accueil réservé par une reine éprise de traditionalisme et par une cour férue de formalisme puritain à ceux qui, dans beaucoup de familles régnantes, sont jugés avec sévérité, discutés avec mépris et traités même d'aventuriers ?

L'impératrice joue une grosse partie. En arrivant à Windsor, la chance qui, jusqu'alors, l'a favorisée, semble tourner contre elle. Des toilettes somptueuses, d'une élégance et d'un goût raffiné comme seul Paris peut en inspirer la mode, avaient été apportées. A la dernière minute, au moment de se rendre au dîner de gala, les dames d'honneur et les femmes de chambre s'aperçoivent avec désespoir que les bagages de l'impératrice ne sont pas arrivés. Dans des circonstances moins dramatiques, Vatel, meurtri dans son amour-propre culinaire, s'était passé son épée ou sa broche au travers du corps. L'impératrice ne perd pas la tête ; elle reste calme, maîtresse d'elle-même. Elle revêt une robe très simple, hâtivement ajustée à sa taille, qui lui est prêtée par une dame de sa suite. Quand elle apparaît au milieu d'une cour brillante

qui s'apprête à la juger avec sévérité, elle séduit tous les regards et conquiert tous les cœurs par le seul prestige de sa beauté.

Dès ce jour, la reine Victoria, qui ne prodiguait pas son amitié, devient et restera l'amie de l'impératrice, qui a définitivement pris place à la table des rois.

« L'Empire, c'est la paix ! » avait dit naguère, à Bordeaux, le fils de la reine Hortense. Il le fit bien voir : jamais, depuis la chute de l'Aigle, les guerres ne seront aussi nombreuses et les aventures lointaines aussi risquées que sous le second Empire !

Le voyage en Angleterre prépare la première guerre du nouveau règne. C'est la guerre de Crimée, où nous avons au moins l'avantage d'avoir à nos côtés nos alliés intermittents, les Anglais. Cette guerre, dont les historiens auront le droit de contester l'utilité et qui exigera de douloureux et coûteux sacrifices en hommes et en argent, se passe loin de Paris. Les troupes qui combattent font partie d'une armée de métier ; elles sont commandées par des chefs formés à la magnifique école des luttes africaines et prêts à conquérir des bâtons de maréchal et des titres de duc. L'ensemble de la nation ne prend aucune part à la lutte.

La longueur imprévue de la résistance russe, les succès de Canrobert, peut-être les suggestions de l'impératrice,

incitent un instant Napoléon III à prendre lui-même le commandement de ses troupes. Il renonce sagement à ce projet aventureux. Tandis que Français, Anglais et Russes se battent sur les bords de la mer Noire, devant Sébastopol, longtemps imprenable, Paris vit, travaille, s'enrichit et s'amuse. La fête impériale continue et les grelots de la Folie commencent à tinter !

Le Palais de l'Industrie, qui vient d'être construit, sert de cadre à la première exposition universelle. L'impératrice, qui est encore l'idole acclamée des Parisiens, assiste à cette fête de la paix, qui fait un heureux contraste avec les incertitudes et les douleurs d'une guerre lointaine.

Disons ici que l'impératrice était brave ; elle se sentait la fille du pays de Chimène, et le sang chevaleresque qui coulait dans ses veines ne lui permettait pas de céder à la crainte du danger. Mais, si elle ne songeait pas aux attentats qui pouvaient l'atteindre, elle était toujours préoccupée de la sécurité de l'empereur. Elle tremblait non pour elle-même, mais pour la vie de l'homme qui personnifiait seul, à ce moment, l'avenir du régime.

Elle savait que les éléments révolutionnaires italiens avaient juré la perte de celui qui, après avoir figuré dans les rangs des carbonari, avait déçu leurs patriotiques et ardentes espérances.

Napoléon III était brave, lui aussi, ; il était fataliste et avait confiance en son étoile. Un jour, alors qu'il faisait

sa promenade quotidienne à cheval dans les Champs-Élysées, accompagné d'un seul écuyer, Edgard Ney, et que les promeneurs le saluaient respectueusement, un coup de feu retentit. L'Italien Pianori a tiré sur lui, sans l'atteindre. L'empereur arrête son cheval, salue la foule qui l'acclame, fait volte-face et revient au galop aux Tuileries, pour rassurer l'impératrice. Il monte précipitamment les escaliers du palais, se jette dans les bras de sa femme, dans un regain d'amour pour celle qu'il a déjà copieusement trompée.

L'impératrice avait des tendances nettement ultramontaines. Elle était passionnément attachée à la défense du pouvoir temporel du pape ; peut-être est-il permis de penser que, dans l'entretien des deux époux, elle ne manqua pas d'insister, comme elle le fit toujours, pour que Rome et le Saint-Père ne fussent jamais sacrifiés aux ambitions de la jeune Italie.

Rien n'aurait manqué au bonheur de l'impératrice si un enfant était venu assurer l'avenir de la dynastie. Cet enfant, elle le désirait d'autant plus ardemment qu'à plusieurs reprises elle avait conçu des espérances qui ne s'étaient pas réalisées.

L'oncle, le grand ancêtre, n'avait pas hésité à briser le cœur de la douce, de la tendre, de l'incomparable Joséphine, parce qu'elle ne lui avait pas donné l'héritier qu'il désirait.

Eugénie de Montijo était-elle menacée de la même disgrâce si elle restait définitivement stérile ? Allait-elle perdre la couronne impériale qu'un prodigieux caprice du destin lui avait donnée ? Enfin, la Fortune continue à lui sourire : elle va bientôt être mère.

Le minutieux cérémonial et les réjouissances familiales et populaires qui ont accompagné la naissance du roi de Rome vont se renouveler à la même date, c'est-à-dire le même mois.

Marie-Louise d'Autriche et Eugénie de Montijo endurent les mêmes souffrances pour donner un héritier aux nouveaux Césars. La fille de la plus antique maison régnante d'Europe et la petite-fille du grand d'Espagne et du marchand de vin de Malaga enfantent toutes deux dans la douleur.

Conneau, Corvisart, Dubois, sont inquiets. Ils préviennent Napoléon III que la vie de la mère ou celle de l'enfant sont en danger. Comme l'ancêtre, il est tenté de répondre :

— Sauvez la mère ! Traitez-la comme une petite bourgeoise de Saint-Denis.

Ses yeux sont pleins de larmes, les sanglots l'étouffent. L'homme qui a figé ses traits et voilé ses regards pour placer un masque sur sa physionomie et la rendre impénétrable, n'est plus maître de son émotion.

Les grands de la terre n'ont pas le droit de se cacher.

pour naître et pour mourir. Pour prévenir une supercherie possible, l'accouchement doit être contrôlé par de nombreux témoins. La princesse Mathilde, accablée par la fatigue et la longueur de l'attente, s'est endormie dans un fauteuil. Son frère, le prince Jérôme, regarde du haut de son monocle, l'air rogue et courroucé. La naissance attendue peut lui barrer l'accès du trône. Mère exubérante, la comtesse de Montijo s'agite et se lamente. La princesse d'Essling, grande maîtresse de la maison, circule, fine et menue, au milieu de tous ces grands personnages. Le prince Louis Murat, Fould, Abbattucci, Baroche, sont des témoins rituels et indispensables.

L'empereur tient les mains de sa femme : il l'exhorte, il la rassure :

— Du courage, ma bonne Eugénie !

C'est ainsi qu'il l'appelle dans l'intimité. L'attente est longue ; enfin, le ciel daigne dire oui. Le 16 mars 1856, cent un coups de canon annoncent aux Parisiens que le prince impérial vient de naître. La naissance du roi de Rome n'avait été saluée que de vingt et un coups de canon.

A peine délivrée, l'impératrice demande à l'empereur :

— Est-ce une fille ?

Il ne peut parler et fait signe que non.

— Alors, c'est un garçon ? s'écrie-t-elle, toute joyeuse.

L'empereur est si ému qu'il fait encore un signe négatif. N'y comprenant plus rien, elle demande, très inquiète :

— Alors, qu'est-ce que c'est ?

Un pauvre enfant vient de naître, dont la destinée sera plus tragique encore que celle du roi de Rome. Celui-ci transformé en major autrichien par la crainte de l'Europe, la faiblesse de son grand-père et la volonté de Metternich. Celui-là, abandonné par les Anglais, périra lamentablement dans la brousse africaine sous les coups des Zoulous.

Le prince Jérôme fait une scène ridicule et refuse de signer l'acte de naissance que lui tend Baroche. Le parrain et la marraine sont le pape et la reine de Suède. Le choix du parrain a été inspiré par l'impératrice, qui reçoit du souverain pontife la Rose d'Or réservée aux plus illustres élus.

Cette naissance si longtemps attendue, si ardemment désirée, provoque un renouvellement de tendresse entre les époux.

Dès que la lune de miel a été terminée, — et elle fut courte, — l'empereur a commis le vilain péché d'infidélité. La faute n'a pas été unique, il récidive... et même très souvent. Les potins, les commérages, les cancans de la cour et de la ville parvenaient jusqu'à l'impératrice. Dépourvue elle-même de ces dangereuses ardeurs, elle ne pouvait les comprendre, encore moins les pardonner ou même les excuser.

Les relations reprises avec la duchesse de Hamilton et miss Howart, la « chaîne anglaise » renouée, exaspéraient l'épouse trahie et irréprochable.

A ses anciennes amours, s'ajoutaient des aventures



NAISSANCE DU PRINCE IMPÉRIAL (16 MARS 1856).

D'après R. de Moraine.

multiples, sans importance et sans lendemain, qui provoquaient dans le ménage impérial des scènes interminables, des récriminations violentes de la femme outragée. Un jour, l'impératrice, entrant sans frapper dans le cabinet de l'empereur, qui avait eu l'imprudence de ne pas pousser le verrou protecteur, put constater un tête-à-tête édifiant avec une jolie chambrière.

La coupable avait été chassée par l'épouse irritée. Cris, pleurs, sanglots, inévitable crise de nerfs, rien ne fut épargné à Napoléon, qui en apparence très calme, mais au fond très ennuyé, ne cessait de répéter :

— Voyons, Eugénie, sois raisonnable, calme-toi !

Pour un peu, il aurait ajouté, comme un enfant pris en faute : « Je ne le ferai plus. » Mais il n'aurait pas eu la force de tenir sa promesse.

Les scènes étaient encore plus vives et le courroux de l'impératrice ne connaissait plus de limites quand l'empereur jetait son dévolu sur des femmes qui étaient reçues à la cour.

La comtesse Waleska renouvelait avec le neveu la liaison que sa belle-mère avait eue avec l'oncle.

M^{me} de Castiglione, dont l'intelligence était loin d'égaliser la beauté, arrivait d'Italie, peut-être pour servir les secrets desseins de Cavour en faisant la conquête de l'empereur. Celui-ci, pour échapper aux reproches incessants de sa femme, ne craignait pas de nier ses relations avec la belle comtesse. Comme preuve de son innocence, il donnait la bêtise reconnue par tous de M^{me} de Castiglione.

— Cela n'est pas pour vous arrêter ! ripostait l'impératrice.

Quelquefois, Napoléon tentait une timide défense et, pour calmer l'irritation de sa femme, il lui disait :

— Que voulez-vous, d'habitude l'homme attaque. Moi, je me défends, mais, bien souvent, je capitule.

Il eut une aventure peu glorieuse, qui fit scandale, avec Marguerite Bellanger, fille de basse extraction devenue femme galante, dont il eut un fils.

Marguerite Bellanger était installée à Montretout. De Saint-Cloud, il s'y rendait chaque jour. L'impératrice, mise au courant de cette fâcheuse liaison, à la suite d'une syncope dont l'empereur avait souffert, vint elle-même à Montretout signifier à Marguerite Bellanger qu'elle devait disparaître, sans esprit de retour.

L'épouse outragée oubliait que les scènes, les réminiscences, n'excitent pas toujours le repentir du coupable et risquent même de provoquer des récidives.

Le désaccord du ménage impérial est si violent qu'à deux reprises au moins l'impératrice quitte la cour et menace de n'y plus revenir. Une première fois, elle fait un long voyage en Écosse pour calmer le ressentiment de son cœur meurtri. Plus tard, elle se rend aux eaux de Schwalbach, dans le duché de Nassau, pour y chercher le calme et l'oubli. Au cours de ce dernier voyage, elle rencontre une autre incomprise, qui, elle aussi, va chercher dans le spectacle de la nature une consolation à ses déboires conjugaux.

Elisabeth d'Autriche, pas plus que l'impératrice des Français, n'est une victime résignée.

Le 14 janvier 1858, les craintes souvent manifestées par l'impératrice, qui redoute de nouveaux attentats

révolutionnaires italiens, ont une confirmation tragique.

Il est huit heures du soir. Les souverains arrivent rue Le Peletier, où se trouve alors l'Opéra. Une détonation formidable retentit. Le carrosse impérial est secoué par une violente explosion. Des chevaux éventrés s'abattent, des passants tombent morts ou blessés ; dans la nuit, des plaintes et des cris s'élèvent. L'empereur et l'impératrice sont indemnes.

Trois bombes, sur les cinq dont ils étaient porteurs, ont été jetées par Orsini et ses complices Gomez, Pietri et Rudio. Un éclat de bombe a traversé le chapeau de Napoléon. La robe blanche de l'impératrice est tachée de sang. Elle fait preuve d'un magnifique courage.

— Occupez-vous des blessés, dit-elle ; eux seuls sont intéressants.

A leur entrée dans la salle, les souverains sont longuement acclamés.

Peu de temps après l'attentat, Orsini et ses complices comparaissaient devant le jury de la Seine. Chaix d'Est-Ange, qui a abandonné la barre et la défense pour devenir procureur général, requiert le châtiment des coupables. Jules Favre prononce une magnifique plaidoirie ; son invocation à Venise et à la jeune Italie est restée célèbre dans les annales judiciaires. Le jury condamne à mort les auteurs de l'attentat.

L'impératrice a un geste de pitié qui est d'autant plus

à son honneur qu'elle avait l'âme forte et le cœur dépourvu de sensiblerie. Elle supplie l'empereur de faire grâce à l'homme qui a voulu les assassiner, mais qui n'a été poussé à accomplir son geste criminel que par l'exaltation d'un noble sentiment : l'amour de sa patrie. La raison d'État l'emporte sur la pitié. Orsini montre jusque devant l'échafaud un tranquille courage. Avant de mourir, d'une voix qui ne tremble pas, il lance ce cri suprême, qui résume la passion de toute sa vie :

— Vive l'Italie !

La bombe d'Orsini fait éclater la guerre d'Italie.

Lorsque l'empereur quitte Paris pour aller prendre, au-delà des Alpes, le commandement de l'armée, l'impératrice reçoit de lui un témoignage de confiance : elle est proclamée régente. C'est elle qui va présider le Conseil des Ministres. Son ambition satisfaite calme ses ressentiments d'épouse trompée. Elle s'acquitte fort bien de ses nouvelles fonctions. Lorsqu'une grève de cochers de fiacre éclate à l'improviste, elle décide, sans consulter aucun ministre, de remplacer les grévistes par des soldats du train des équipages. Cette décision rapide fait avorter le mouvement gréviste ; la population parisienne est ravie. Quand l'impératrice traverse dans sa daumont les Champs-Élysées pour faire sa promenade quotidienne au Bois, des acclamations chaleureuses s'élèvent sur son passage. Elle prend son rôle de régente au sérieux. Mérimée la

surprend en train d'apprendre par cœur la Constitution.

Elle sera une deuxième fois régente lors d'un voyage de l'empereur en Algérie.

Pendant les premières années de son règne, elle s'était laissée vivre tout à la joie de sa nouvelle position. A la gêne, à la médiocrité dont elle avait longtemps souffert, avaient succédé la richesse et l'abondance.

Elle n'avait songé d'abord qu'aux raffinements d'élégance auxquels elle pouvait se livrer sans compter, puis, peu à peu, l'ambition, le goût de la politique, la passion du pouvoir, s'éveillent en elle. Elle prend une part chaque jour plus grande à la direction des affaires de l'État. Elle viendra assidûment au Conseil des ministres, même après le retour de l'empereur et jusqu'au 2 janvier 1870.

Ce jour-là, Émile Ollivier, qui vient de mettre au monde l'Empire libéral, lui fera comprendre que sa présence est désormais inutile. Mais, pendant onze années, elle aura joué un rôle important, quelquefois utile, souvent aussi néfaste. Au Conseil des ministres, elle amènera souvent son fils Loulou, comme elle l'appelle, et l'enfant, au milieu des plus graves délibérations, posera des questions naïves et inutiles aux ministres assemblés.

Après les querelles sentimentales, les divergences politiques troublent souvent le ménage impérial. Les deux époux étaient séparés par leurs idées et leurs tendances.

Pour clore une discussion assez vive, l'empereur disait un jour à sa femme :

— Vous êtes légitimiste, Jérôme est républicain, Morny est orléaniste ; il n'y a que moi qui sois bonapartiste.

En Italie, les Français battent les Autrichiens. Solferino, Palestro, Magenta, semblent présager l'écrasement de l'Autriche. Tout à coup, la guerre cesse. A Villafranca, est signée une paix brusquée, qui laisse l'Italie mécontente et déçue, l'Autriche ulcérée et rancunière.

Peut-être l'influence de l'impératrice a-t-elle hâté la fin de la guerre, à laquelle elle avait toujours été hostile, parce qu'elle y voyait une menace contre la souveraineté du pape et son pouvoir temporel.

Quand l'empereur rentre à Paris après la signature de la paix de Villafranca, qui a commencé l'unité italienne, la cour reprend sa vie brillante et fastueuse. L'existence des souverains se partage entre les séjours d'hiver au palais des Tuileries et les villégiatures à Saint-Cloud, à Biarritz, à Fontainebleau et à Compiègne.

Le palais des Tuileries était une vaste et inconfortable demeure. Si, à l'heure actuelle, l'un des puissants du monde devait être logé dans les mêmes conditions que l'empereur et l'impératrice des Français, il se croirait dans une prison dorée, dont toutes les commodités de la vie auraient été soigneusement bannies.

Si les salons étaient somptueux, les chambres étaient petites ; certaines d'entre elles, basses de plafond et mal aérées. Elles étaient reliées par des escaliers intérieurs dont l'ascension était dangereuse et qui semblaient de véritables mâts de perroquet.

Quand on quittait les pièces d'apparat, il fallait, pour gagner les appartements intimes, suivre d'interminables couloirs étroits, obscurs pendant le jour, éclairés seulement le soir par de médiocres lampes.

Jusque vers 1868, il n'y avait pas d'eau ; des porteurs venaient chaque matin apporter la ration indispensable aux hôtes du château.

L'empereur et l'impératrice faisaient chambre à part : Napoléon aimait sa liberté ; nous savons qu'il en usait et même qu'il en abusait. Il y avait à cette séparation nocturne une autre raison. L'empereur aimait à vivre dans une température de serre chaude, l'impératrice avait des goûts opposés et plus raisonnables.

Aux Tuileries, la vie de la souveraine était partagée en deux parties distinctes : vie officielle toute d'apparat, de représentation, et vie intime.

Eugénie avait su rapidement s'adapter à sa soudaine élévation. En dépit des sarcasmes des légitimistes et des orléanistes, des dédains silencieux de la princesse Clotilde, elle avait grand air quand elle paraissait à une réception de la cour. Les méchantes langues prétendaient que, pour

jouer son rôle d'impératrice, elle avait pris des leçons d'une reine de théâtre. On chuchotait que Rachel était venue aux Tuileries donner des conseils à celle qu'elle



VISITE DE L'EMPEREUR ET DE L'IMPÉRATRICE AUX OUVRIERS LYONNAIS
EN 1859.

Tableau de Landelle.

avait connue jadis dans le modeste appartement de la place Vendôme.

Entourée de ses dames du palais : la marquise de Latour-Maubourg, la comtesse de Montebello, la vicomtesse de Pierre, la marquise de Las Marismas, la vicomtesse de Lezay-Marnésia, elle les éclipsait toutes par le rayonnement de sa grâce et de sa beauté.

Ceux qui l'ont connue sont bien rares aujourd'hui.

Ils parlent d'elle avec une respectueuse admiration. Pour la partager, il suffit de regarder le tableau de Winterhalter, peintre officiel et médiocre, mais dont l'œuvre reste un document consacré à la gloire de l'Espagnole couronnée.

Au début du règne, les rois et les princes étrangers sont réservés et boudeurs. Bientôt, ils sont attirés par la curiosité et le désir de participer aux fêtes des Tuileries. En 1867, Paris sera l'auberge des rois.

Les bals costumés sont en faveur. Un soir, la comtesse Waleska, en Diane très dévêtue, et M^{me} de Castiglione, en dame de cœur, rivalisent de beauté. Le costume de M^{me} de Castiglione fait scandale : on y voit une allusion trop transparente aux faveurs de Napoléon III. L'impératrice en est froissée. La princesse Mathilde est en Nubienne ; elle s'est courageusement enduit les bras, la poitrine et la figure d'un beau noir végétal ; mais, comme l'étoffe de sa robe est légère, on peut se rendre compte que tout le reste de son corps a conservé sa teinte naturelle.

Quand Eugénie rentre chez elle après ces fêtes, elle est rompue de fatigue, et, sans attendre l'aide de ses femmes de service, elle jette pêle-mêle ses robes et ses bijoux pour goûter plus vite du repos.

La vie intime est plus simple. L'impératrice est défendue par les rigueurs mêmes du protocole contre les regards indiscrets, lorsqu'elle veut vivre pour elle-même.

Trois salons précèdent son boudoir. Ce sont les salons vert, rose et bleu, d'un goût assez médiocre. Elle aime surtout vivre dans ce boudoir, où seuls de rares privilégiés peuvent pénétrer.

En dehors des fêtes officielles et des grandes réceptions, elle reçoit tous les lundis dans ses petits appartements. Ces invitations sont particulièrement recherchées, car le nombre des élus est restreint. Aux lundis de l'impératrice, les distractions consistent surtout dans la conversation et les petits jeux innocents.

La princesse de Metternich est éblouissante d'esprit et d'entrain. Elle prononce des réquisitoires contre la crinoline et défend la cause des robes ajustées, qu'elle fera bientôt triompher.

La princesse Anna Murat est aimée de tous, car elle est gracieuse et bonne. Quand la comtesse Mélanie de Pourtalès, si jolie, si élégante, toujours souriante, arrive, on dirait qu'un rayon de soleil et de printemps l'accompagne. Eugénie interrompt une conversation avec un diplomate pour écouter les facéties du comte Tascher de la Pagerie. Ce descendant de la créole de la Martinique a l'art de dérider les fronts les plus moroses ; Napoléon III lui-même daigne sourire quand le comte Tascher de la Pagerie imite le dindon.

Un personnage bizarre et inquiétant s'est introduit un soir dans ce cercle intime. Il s'appelle Douglas Hume ;

il prétend faire tourner les tables et parler les morts. Comme tous ses pareils, c'est un simple farceur qui se double d'un escroc et même d'un espion. Il est bientôt traité selon ses mérites, c'est-à-dire chassé du château où il n'aurait jamais dû pénétrer.

Il avait été pris en flagrant délit de supercherie un soir où, sous prétexte de faire sentir à une noble dame la main de son mari défunt, il lui avait fait toucher sous la table son pied nu.

L'empereur et l'impératrice déjeunent en tête-à-tête ; le soir, une quinzaine de personnes sont reçues à leur table. La cuisine est médiocre, mais le nombre des plats aurait fait plaisir à Louis XIV, qui était gros mangeur.

Une armée de petits fonctionnaires et de valets était logée aux Tuileries. L'ensemble des dépenses du château se montait à six millions par an. L'impératrice recevait de l'empereur deux millions pour sa cassette personnelle. Elle a la prudence de ne pas les dépenser entièrement. Ses ennemies lui reprochent même son avarice ; contentons-nous de dire qu'elle était économe.

Excellente maîtresse de maison, elle ne s'absente jamais des Tuileries sans avoir pris soin de faire mettre des housses aux fauteuils et aux chaises. Elle aime l'ordre et la régularité. Avant de partir pour Saint-Cloud, elle fait marquer à la craie, sur le parquet, l'emplacement des meubles, afin que les serviteurs les remettent exactement au même endroit.

Disons enfin que, dans une petite chambre voisine de celle de la souveraine, habite une femme qui passe pour avoir quelque crédit sur son esprit. C'est la première femme de chambre Pepa, une Espagnole petite, noire, intrigante, peut-être même vénale, qui est depuis toujours au service de la famille de Montijo. Pepa avait épousé le capitaine Pollet.

Pepa était chargée de surveiller la garde-robe de sa maîtresse. Ce n'était pas une sinécure, car l'impératrice avait d'innombrables robes, dont certaines n'étaient jamais portées et qu'elle donnait à la fin de chaque saison à Pepa, qui avait là une importante source de profits.

Le château de Saint-Cloud, stupidement brûlé pendant la guerre de 1870, est la résidence préférée de l'empereur lorsqu'il quitte le palais des Tuileries. A Saint-Cloud, il peut goûter le charme de la campagne, sans être éloigné de Paris. L'impératrice ne partage pas cette prédilection. Pour se distraire, elle fait de longues promenades dans les bois, conduisant elle-même, à une allure rapide, sa petite voiture attelée de quatre vigoureux poneys.

En passant à Villeneuve-l'Étang, elle retrouve les souvenirs de ce dîner intime où elle avait résisté à l'empereur en refusant un tête-à-tête nocturne sous les grands arbres du parc.

La première visite royale reçue à Saint-Cloud est celle

de la reine Victoria, accompagnée du prince Albert, qui viennent rendre à l'empereur et à l'impératrice la visite qu'ils leur ont faite en Angleterre.

Quelles réflexions dut alors faire l'héritier de la tradition napoléonienne en recevant la souveraine d'un pays qui avait été l'ennemi le plus acharné et le plus féroce du grand empereur ! La reine Victoria en France, c'était la revanche de Sainte-Hélène !

A Saint-Cloud presque autant qu'à Biarritz, l'impératrice peut vivre libre, affranchie de toute contrainte officielle, à l'abri des rigueurs tyranniques du protocole. Il n'y a pas de séries d'invités comme à Compiègne. Elle peut disposer de son temps au gré de sa fantaisie. Elle se montre sous son véritable jour : elle est tantôt familière, tantôt hautaine, avec de brusques transitions et d'imprévues sautes d'humeur. Elle s'attendrit rarement, s'indigne souvent. Chez elle, le cerveau domine le cœur ; elle a plus d'intelligence que de sensibilité. Elle livre trop facilement le secret de ses pensées. Un de ses ennemis disait : « Elle a les épaules rondes et le caractère anguleux. »

L'impératrice avait découvert Biarritz, qui n'était qu'une humble bourgade de pêcheurs, et elle avait décidé l'empereur à faire construire, sur un rocher qui domine l'Océan, une villa qui est aujourd'hui un hôtel de voyageurs. Le site est admirable, la beauté du paysage l'avait séduite ; les hommes n'avaient pas encore déshonoré

la nature en construisant d'affreux palaces et de lourdes bâtisses.

L'impératrice se sentait tout près de sa chère Espagne ; il lui semblait qu'elle respirait l'air du pays natal. Elle menait à Biarritz une vie plus libre, plus affranchie des rigueurs de l'étiquette, que dans n'importe quelle autre résidence.

Infatigable, toujours en mouvement, elle fait chaque matin de longues promenades à pied. Une haute canne à la main, elle parcourt les villages et la campagne. Elle entraîne les personnes de sa suite, les oblige à escalader, derrière elle, une montagne qui domine la Rune. Elle brave le soleil, la pluie. Les dames du palais, harassées, exténuées, n'osant se plaindre ni demander grâce, sont réduites à maugréer et à gémir tout bas.

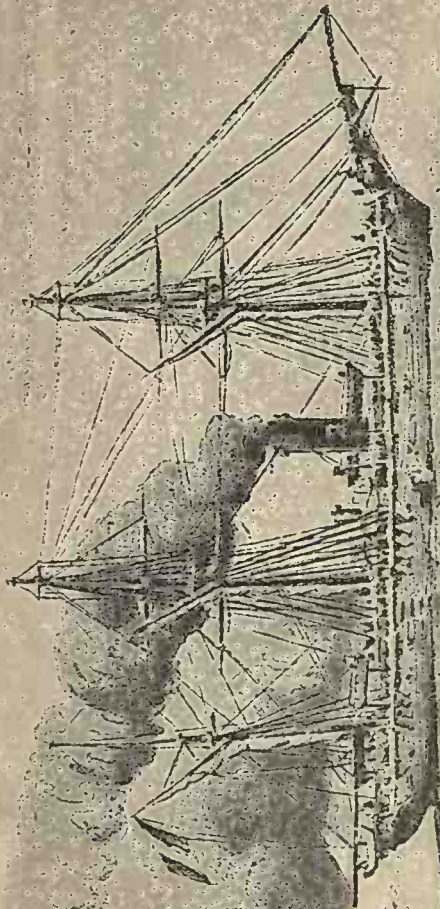
Elle organise une promenade en mer. Le golfe de Gascogne est mauvais, il a de soudaines colères. La grande houle de l'Océan s'élève tout à coup. Pour échapper à la tempête, il faut débarquer en canot à Saint-Jean-de-Luz. L'officier qui commande la manœuvre perd la tête en se rendant compte du danger que courent les illustres passagers. Le canot se brise sur un rocher, l'impératrice et le petit prince sont sains et saufs, après avoir pris un bain forcé et désagréable.

Cette mésaventure ne calme pas la passion de la souveraine pour les promenades en mer. Le yacht impérial est

mouillé au pied de la villa Eugénie. Le temps est superbe. Les invités s'embarquent avec joie : les femmes en toilettes claires, comme pour une partie de campagne, les hommes habillés comme s'ils devaient assister à une réception dans le cercle intime de la cour. Tous les passagers sont confiants ; ils sont certains d'échapper au mal de mer et l'on se met en route pour Saint-Sébastien.

Au bout d'une heure, le temps change, la brise fraîchit, les vagues s'élèvent, les visages pâlisent. Bientôt, sur le yacht impérial, on entend des plaintes, des gémissements. Tout le monde est malade, sauf l'impératrice, qui, trempée par les vagues, mais amusée par l'aventure, prodigue ses soins et ses consolations aux victimes du mal de mer. Il fait déjà nuit quand le yacht réussit à franchir la barre de l'Adour.

La vie à la villa Eugénie est simple. Pour inviter Mérimée, le cher don Prospero, l'impératrice lui envoie cette amusante dépêche : « Venez sans culotte », ce qui veut dire qu'il ne faut pas apporter de costume de cour. La suprême élégance consiste à ignorer les modes de Paris. Plus de toilettes somptueuses et coûteuses. Aux Tuileries, les plus belles robes ne dépassaient pas le prix de quinze cents francs ; à Biarritz, il est de bon ton de ne porter que des robes de cent cinquante francs. Heureuse époque, surtout pour les maris qui doivent payer les notes des couturiers en renom !



LE YACHT IMPÉRIAL « L'AIGLE ».

Le soir, entre intimes, on joue à des petits jeux innocents ; les petits papiers, les portraits, font fureur. D'autres fois, l'impératrice interroge quelques invités de marque. Elle les presse de questions, dont elle n'écoute pas toujours les réponses.

Emportée par sa fougue et son exubérance, elle n'admet ni objections ni contradictions. Un soir, de sa voix gutturale, elle affirme qu'elle descend de sainte Thérèse.

— Vraiment ? dit l'empereur, et en ligne directe ?

Elle répond sans hésiter :

— Certainement.

L'empereur soulève un instant sa lourde paupière, secoue la cendre de son éternelle cigarette et riposte doucement :

— Mais, ma bonne Eugénie, je croyais que sainte Thérèse était morte vierge !

L'impératrice rougit, semble prête à se fâcher, puis elle éclate de rire et se contente de répondre :

— Taisez-vous, vous me feriez dire des bêtises !

La politique, momentanément absente des préoccupations des hôtes de la villa Eugénie, ne tarde pas à reprendre ses droits.

Un homme grand, fort, aux larges épaules, les yeux enfoncés sous d'épais sourcils, la mâchoire d'un dogue prêt à mordre, fait une courte apparition à Biarritz. Quand

il repart, il est tranquille : M. de Bismarck, envoyé par son maître le roi de Prusse, s'est rendu compte de la fatigue physique de l'empereur et de l'imprévoyance de l'impératrice. Il peut sans crainte préparer le mauvais coup de Sadowa qui amènera le désastre de Sedan.

Parmi les invités de la villa Eugénie et d'ailleurs de toutes les réceptions impériales, figure un personnage bizarre, assez inquiétant. C'est un ancien danseur de M^{lle} de Montijo. Il est étranger, d'origine israélite ; il s'est converti, prend pied en France et devient prédicateur à la mode : c'est M^{er} Bauer. Après la guerre de 1870, Bauer deviendra un défroqué. Il quittera l'Église pour le foyer de la danse de l'Opéra, dont il sera un des habitués.

Les soirées sont très gaies. L'empereur lui-même sort pour un instant de sa continuelle apathie. Quand on fait de la musique, il ne dédaigne pas de chanter... abominablement faux. Comment la gaieté perdrait-elle ses droits quand, pour dérider les fronts les plus moroses, il y a une prodigieuse animatrice. Elle est laide, elle ressemble à un chien ébouriffé ; mais sa physionomie est vive, spirituelle, amusante. On la surnomme « la jolie laide ». Un contemporain méchant a dit qu'il y avait en elle du singe et de la lorette. C'est Pauline Sandor, princesse Richard de Metternich, ambassadrice d'Autriche. Elle joue la comédie, elle danse à ravir, elle chante l'opérette, enfin, elle imite à merveille Thérèse. La cour impé-

riale est en joie lorsqu'elle détaille les couplets de la chanson à la mode : *Rien n'est Sacré pour un Sapeur*.

Les farces sont en honneur. En entrant dans sa chambre, la comtesse de La Bédoyère pousse un cri d'effroi : elle croit apercevoir le comte de Bismarck couché dans son lit. Mérimée avait placé un mannequin dans le lit de la comtesse, les invités s'étaient cachés dans un coin obscur du couloir pour jouir de l'effet produit. L'impératrice ne peut s'empêcher de rire ; la pauvre comtesse, un peu confuse, est vite rassurée.

Dès que l'automne arrive, que les feuilles commencent à jaunir, la cour s'installe à Fontainebleau. L'impératrice, férue de légitimité, aime à vivre dans ce château rempli des souvenirs du passé. Elle peut s'imaginer qu'elle est la descendante directe et authentique des rois de France.

Le matin, les invités sont libres de l'emploi de leur temps. La grande distraction de la journée est la chasse à courre. Le déjeuner est alors servi de bonne heure. L'empereur monte un pur sang ; l'impératrice, un cheval d'Andalousie. La plupart des invités suivent la chasse, entassés dans d'inconfortables chars à bancs, mal assis et fortement secoués par la course rapide.

Le soir, malgré la fatigue de la journée, on se réunit dans le salon chinois, rempli de riches souvenirs rapportés de l'expédition asiatique par le général Cousin-Montauban,

comte de Palikao ; on danse au son criard d'un orgue de Barbarie, dont la manivelle est tournée par le général Rollin ou par le cardinal Bacciochi !

C'est là ce que les adversaires passionnés du régime ou les impitoyables pamphlétaires appellent avec une vertueuse indignation, l'« orgie impériale » !

Sur la pièce d'eau, pompeusement qualifiée de lac par certains mémorialistes, toute une flottille en miniature attend les hôtes du château. Il y a des gondoles, des caïques, un minuscule bateau à vapeur. L'empereur trouble le repos des carpes centenaires en tombant à l'eau tout habillé, alors qu'il s'exerce à manœuvrer une périssoire

Compiègne plaît à l'impératrice. Elle y retrouve le souvenir des heures qui ont précédé son ascension au trône. En se promenant dans le parc ou en chevauchant dans la forêt, elle peut revivre les instants décisifs où Napoléon III, éperdument amoureux, posait sur sa tête une couronne de lierre en attendant le diadème impérial.

Que de souvenirs intéressants, que d'anecdotes amusantes je pourrais vous conter sur la vie à Compiègne !

On sait avec quel soin l'impératrice composait les séries d'invités qui venaient à Compiègne, pour huit ou quinze jours, selon la faveur dont ils jouissaient, l'intérêt qu'ils pouvaient présenter ou le plaisir qu'ils pouvaient apporter. On a souvent décrit cette fastueuse vie de château, avec ses

promenades en forêt, ses visites à Pierrefonds, dont Viollet-le-Duc allait profaner les admirables ruines en bâtissant un moderne château fort d'un style simili-moyenâgeux, les chasses à courre et à tir. Pour ces dernières, il était dangereux d'être le voisin de la princesse de Metternich, car elle avait le fusil très chaud.

On connaît aussi les distractions réservées aux invités les jours de pluie. Le rôle d'une bonne maîtresse de maison est absorbant ; il est parfois difficile d'éviter l'ennui qui pèse lourdement sur le cercle des intimes. L'impératrice jouait son rôle avec une ardeur infatigable. Comme tous les souverains, elle se faisait remettre des fiches individuelles qui lui permettaient d'avoir l'air de bien connaître ses invités. Il lui arrivait même de lire trop hâtivement ses fiches. Quand elle parlait à un archéologue de ses poésies ou à un historien de ses pièces de théâtre, il y avait un instant de gêne bientôt dissipée.

Si l'esprit d'Octave Feuillet, d'Emile Augier ou d'Alexandre Dumas fils, si le charme musical de Gounod, ne suffisaient pas à remplir la soirée, l'impératrice appelait à son secours le cher don Prospero. Mérimée avait été créé sénateur de l'Empire ; il avait gardé sa verve et son entrain. Vous saurez qu'il eut un soir l'idée de faire une dictée aux hôtes du château. Ceux-ci travaillèrent comme des écoliers ; le résultat du concours fut déconcertant : l'impératrice arrivait dernière avec soixante-deux fautes.

D'autres fois, on jouait la comédie. L'impératrice, intimidée sans doute par le souvenir de ses mauvais débuts sur le petit théâtre de Carabanchel, ne se risqua qu'en une occasion à paraître de nouveau sur la scène. Les courtisans en mal d'avancement ou de faveurs la trouvèrent excellente artiste ; ils furent seuls de leur avis. On représenta un jour une revue qui avait pour titre *Les Commentaires de César*. Ce titre était une délicate flatterie à l'adresse de Napoléon III. Il rappelait un ouvrage historique récemment paru sous la signature de l'empereur, qui sans doute n'en avait pas écrit une seule ligne.

Je puis dire ici quelques mots de certains des invités des séries de Compiègne. Les avocats étaient rares : dans la grande majorité, le barreau de Paris boudait le second Empire. Il n'avait pas à craindre les sévérités dont l'ancêtre avait menacé les avocats. Napoléon III ne songeait pas à leur faire couper la langue pour les empêcher de s'en servir contre son gouvernement. Il cherchait, au contraire, à les attirer à lui. Certains d'entre eux s'étaient laissé tenter ou séduire par des postes ou des emplois importants. Chaix d'Est-Ange, Dupin, Baroche, Billault, etc., étaient du nombre. Mais la plupart des avocats restaient cantonnés dans une opposition irréductible ; aussi, ceux qui acceptaient les invitations impériales étaient-ils particulièrement choyés.

L'impératrice avait une vive sympathie pour Lachaud, Quand le maître des assises était à Compiègne, toutes

les femmes l'entouraient et le pressaient de questions. Lachaud parlait volontiers de la mystérieuse affaire du duc de Praslin ; mais, quand la princesse de Metternich l'interrogeait sur M^{me}. Lafarge et voulait connaître les secrètes pensées de « l'ange de l'arsenic », Lachaud se défendait d'être indiscret. Sa bonne figure de prélat bien nourri et satisfait restait énigmatique et, souriant d'un œil, louchant de l'autre, il se dérobaît aux interrogatoires trop pressants.

Il a des réparties qui dérident les fronts les plus moroses. Une jolie femme lui demande :

— Monsieur Lachaud, dites-nous quelle est la différence entre le procureur général et le procureur impérial.

Lachaud lui répond :

— Mon Dieu, madame, c'est bien simple : si une femme tue son mari, c'est le procureur général qui la fera condamner ; si elle se contente de le tromper, c'est le procureur impérial qui s'occupera d'elle.

Les distractions et les voyages ne font pas oublier à l'impératrice son goût pour le pouvoir. Cette passion est devenue très vive depuis que l'ambition a remplacé la jalousie. Nous avons esquissé son rôle lors de la guerre d'Italie, pendant qu'elle était régente. Quand Napoléon III revient à Paris, elle continue à exercer son influence sur son esprit et sur les décisions des ministres.

A la cour des Tuileries, il y a désormais deux partis

qui se disputent l'autorité : celui de l'empereur, celui de l'impératrice. Celle-ci a comme alliés Rouher et Fould ; elle se réconcilie avec Drouyn de Lhuys, mais elle a deux ennemis mortels : le prince Jérôme et Fialon, un des acteurs du coup d'État, dont il avait été le bras alors que Morny en était le cerveau. Fialon a obtenu sa récompense : il est comte, bientôt duc de Persigny. L'impératrice le déteste, parce qu'elle a surpris une lettre où il disait à l'empereur que le peuple murmurait contre l'Espagnole. Une scène terrible s'en était suivie. Napoléon avait tenté de défendre son fidèle serviteur, mais l'Espagnole, irritée, était revenue à la charge et avait obtenu la disgrâce de son ennemi.

Pour des motifs identiques, le chef de la police privée du souverain, Hyrvoix, avait été renvoyé. Les années heureuses touchent à leur fin. Sans doute y aura-t-il encore l'apparence du bonheur et de la puissance, mais le régime impérial est atteint dans ses forces vives. Le Mexique et Sadowa vont le frapper au cœur.

Quelle est la responsabilité de l'impératrice dans la désastreuse expédition du Mexique ? Napoléon III a-t-il seul conçu l'idée néfaste de placer un archiduc d'Autriche sur un trône mexicain ? Cette inspiration a-t-elle germé dans le cerveau de l'Espagnole, éprise d'aventures, qui caressait volontiers les chimères et les songes creux ? A-t-elle subi l'ascendant de l'ambassadeur, comte de

Hubner, qui représentait alors l'Autriche à la cour des Tuileries ? A-t-elle prononcé, à propos de l'aventure du Mexique, cette phrase qui lui fut cruellement reprochée plus tard : « C'est ma guerre » ?

Quatre années s'écoulaient avant la chute, mais les premiers craquements de l'édifice se font entendre. Malgré la splendeur apparente du régime, le déclin est proche. Les esprits avertis et clairvoyants prévoient la catastrophe. Eugénie de Montijo n'a connu jusqu'ici que la douceur de vivre, son destin lui réserve la rançon de la douleur et l'amertume des larmes. La souveraine, la femme, la mère va être cruellement frappée. La seconde partie de la prédiction de la vieille gitana de Carabanchel va s'accomplir !

III. — I.E DÉCLIN. LA CHUTE. LES ANNÉES DOULOUREUSES. LA MORT.

L'impératrice Eugénie, enfant gâtée du destin, éprouve la première douleur de sa vie en apprenant la grave maladie de sa sœur, la duchesse d'Albe, qu'elle a toujours tendrement aimée.

Elle est en Algérie avec l'empereur. Ils font un voyage triomphal. Dès la réception de la mauvaise nouvelle, elle revient seule, en toute hâte, à Paris, où elle arrive trop tard pour fermer les yeux de la douce et charmante Paca. Son chagrin est profond. Elle recueille ses deux nièces, auxquelles elle portera toujours le plus vif intérêt. Désormais, les malheurs publics et privés vont la frapper à coups redoublés.

Après le deuil de famille, voici le deuil national.

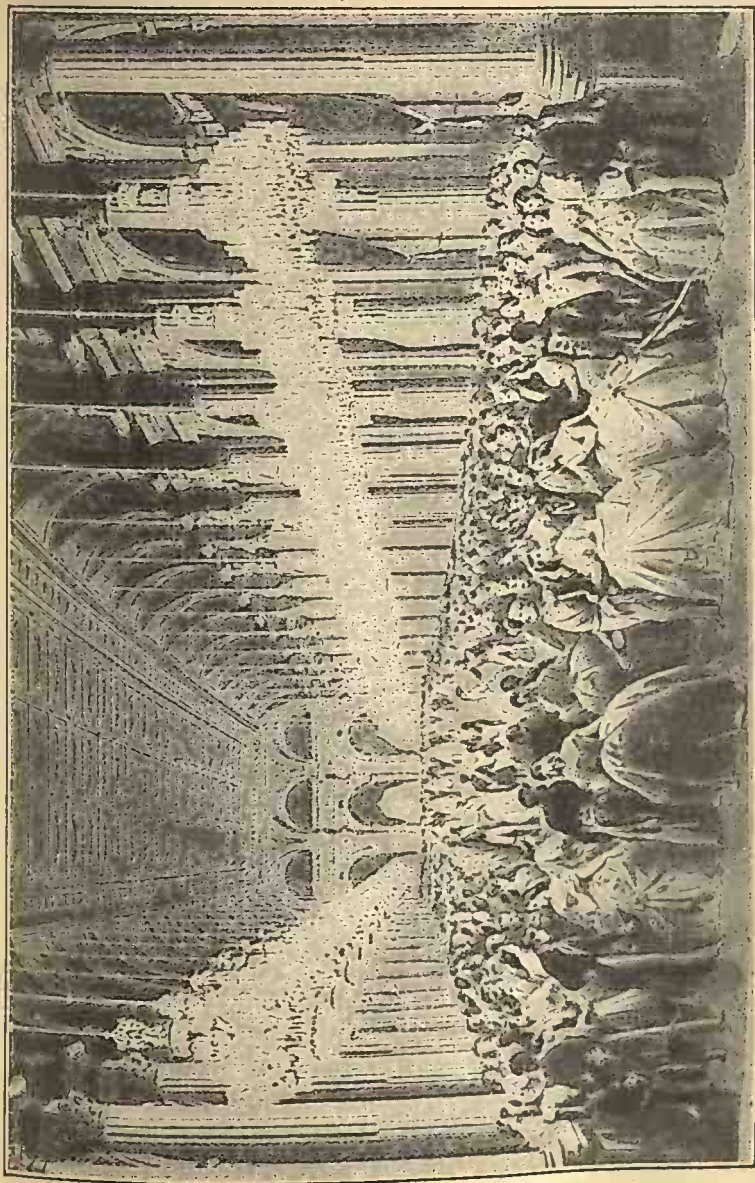
L'expédition du Mexique, ardemment désirée par l'impératrice Eugénie, a des débuts modestes. La France envoie cinq cents zouaves et une batterie d'artillerie. Le chef des rebelles, Juarez, est traité comme une quantité négligeable, « il doit tomber comme un fruit mûr ». Grave erreur initiale ! Sept mille hommes sont envoyés en renfort, ils sont insuffisants et ne peuvent s'emparer de Puebla.

L'opinion publique s'émeut. L'Angleterre et l'Espagne, qui semblaient favorables, sont indifférentes, même hostiles. Les adversaires du régime proclament que la guerre du Mexique a surtout pour but de favoriser les spéculations d'audacieux agioteurs. Les calomniateurs ou les diffamateurs s'en donnent à cœur joie. Ils crient à tue-tête que Morny et ses amis sont dans l'affaire et doivent en être les profiteurs. Impossible de reculer. L'honneur du drapeau est engagé, de nombreux renforts sont envoyés, et nos soldats, admirables d'élan et de bravoure, enlèvent d'assaut Puebla, qui semblait imprenable.

Au siège de Puebla, un jeune officier, dont le nom deviendra célèbre, est grièvement blessé. Un éclat d'obus lui laboure le ventre, il soutient ses entrailles avec son képi. Doué d'une énergie indomptable, il refuse tout secours et se rend à pied à l'ambulance, où les chirurgiens le sauvent par miracle. Mais il est contraint de porter toute sa vie une plaque de métal pour protéger son ventre meurtri. Ce jeune officier sera plus tard le général marquis de Galliffet.

Le Mexique est un gouffre d'hommes et d'argent. Bazaine, qui commande nos troupes, a déjà, à cette époque, une attitude trouble et inquiétante.

Allons-nous poursuivre une opération désastreuse ? Ne serait-il pas plus sage, plus prudent de rappeler nos



UNE FÊTE OFFICIELLE A L'HOTEL DE VILLE DE PARIS. — L'OUVERTURE DU BAL, PAR L'EMPEREUR
ET L'IMPÉRATRICE.

troupes ? Mais ce rappel livrerait l'infortuné Maximilien à la vengeance de Juarez.

L'impératrice Charlotte, princesse de Belgique, quitte le Mexique et vient plaider auprès de Napoléon III et d'Eugénie la cause de son mari, qu'ils ont tous deux « lancé dans la plus dangereuse des aventures ». A Saint-Cloud, l'entrevue des trois souverains est émouvante et donne lieu à une scène dramatique. L'impératrice Charlotte accable d'injures et de reproches amers l'empereur et l'impératrice. A bout de forces et de souffle, elle demande un verre d'eau ; on le lui apporte. A peine y a-t-elle trempé ses lèvres qu'elle le jette avec horreur, en criant qu'on a voulu l'empoisonner. Les chambellans et les valets accourent et parviennent à grand'peine à la maîtriser. La folie, qui la guette, a éclaté soudain, furieuse. Elle vivra encore de longues années, mais sa raison est morte...

Maximilien, abandonné de tous, est fait prisonnier. Rien ne peut arrêter la féroce vengeance de Juarez. A Queretaro, l'archiduc d'Autriche Ferdinand-Maximilien de Habsbourg, devenu empereur du Mexique par la volonté de Napoléon III et le caprice d'Eugénie de Montijo, tombe sous les balles de ses sujets d'un jour.

En apprenant l'affreuse nouvelle, l'impératrice Eugénie s'enferme dans son oratoire ; elle se prosterne le front courbé jusqu'à terre, devant l'image du Christ consolateur,

et elle pleure ! Larmes de regrets et peut-être de remords. Elle a été trop heureuse, elle a épuisé sa chance, les mauvais jours ont commencé, ils ne s'arrêteront plus.

Le 3 juillet 1866, un événement s'est produit, qui doit entraîner pour la France les conséquences les plus funestes. L'armée prussienne a écrasé à Sadowa l'armée autrichienne. L'impératrice veut déterminer Napoléon III à lancer un ordre de mobilisation et à envoyer ses troupes sur le Rhin, pour arrêter l'élan victorieux des armées de Guillaume I^{er}. Elle fait preuve de clairvoyance et montre qu'elle a vraiment acquis une âme de Française.

Thiers, dans un discours retentissant, a dénoncé le danger des appétits ambitieux de la Prusse.

L'empereur est malade. Il a suffi, jadis, d'un grain de sable dans les reins de Cromwell pour changer la face des événements. La pierre qui ravagé la vessie de Napoléon III pèse aussi lourdement sur son intelligence que sur son état physique. Son hésitation naturelle s'est encore accrue. Il est incapable de prendre une décision. Il donne des ordres contradictoires.

L'impératrice le supplie de secourir l'Autriche. Le prince Napoléon, qui n'oublie pas qu'il est le gendre du roi d'Italie, le presse de s'abstenir. A la dernière minute, il donne l'ordre à Conti d'empêcher la publication du décret de mobilisation, qu'il avait signé.

Pendant quatre années, la fête impériale continuera,

mais l'issue tragique de l'aventure mexicaine et la victoire prussienne de Sadowa retentissent douloureusement dans tous les cœurs français.

Deux coups de tocsin ont signalé le péril.

L'impératrice les entend. Elle pressent que le glas funèbre sonnera inévitablement.

Aux préoccupations politiques et aux angoisses patriotiques vient s'ajouter l'ennui de constater un léger déclin de sa beauté, dû aux morsures de l'âge. A partir de quarante ans, elle lutte contre l'embonpoint menaçant et, pour imiter Pauline de Metternich, elle souligne ses yeux d'un large trait de crayon noir, elle cache ses cheveux blancs sous la teinture.

L'impératrice Joséphine en faisait bien autant. Enfin, comme son teint si éclatant a perdu sa fraîcheur, elle avive ses joues d'une pointe discrète de rouge.

Quand elle est triste et préoccupée, elle songe à ses heures triomphales et ensoleillées où en compagnie de l'empereur, elle était venue, après la guerre d'Italie, visiter la Savoie, qu'un traité et un plébiscite enthousiaste avaient donnée à la France avec le comté de Nice. Elle revoit par la pensée son arrivée à Annecy, la course en voiture jusqu'à Talloires ; elle se rappelle son émerveillement en voyant apparaître, dans la descente rapide en lacets, un admirable paysage alpestre ; elle se souvient

de son embarquement à Talloires et du retour sur le lac dans un décor de féerie.

Certes, Napoléon III a commis de lourdes fautes, l'Histoire pourra lui demander un compte sévère de ses funestes erreurs ; mais il lui sera beaucoup pardonné pour avoir donné à la France ces deux joyaux inestimables : Nice et la Savoie.

En évoquant ces souvenirs heureux, Eugénie se rassure. Pourquoi douter de l'avenir quand le passé a apporté tant de bonheur ? Il faut avoir confiance, et sa foi est d'autant plus profonde qu'en dépit de toutes les difficultés, il y a encore des heures lumineuses.

1867 ! C'est l'Exposition universelle et la grande bacchanales. On s'amuse, on rit, on chante, on danse aux sons entraînants de la musique endiablée d'Offenbach. Arrière le pessimisme ! Paris est la ville du plaisir et de l'apparente prospérité. Les rois affluent ; ils viennent rendre visite non seulement aux parvenus des Tuileries, mais aussi à *La Grande-Duchesse de Gérolstein*. Ils retiennent par dépêche leur avant-scène pour applaudir Hortense Schneider. Le passage qui conduit à l'entrée des artistes change de nom, les chroniqueurs le baptisent « passage des Princes ».

Quelques incidents désagréables troublent la fête. Le tsar a deux sujets de mécontentement : le coup de pistolet de Berezowski et le cri intempestif de Charles

Floquet. Berezowski a tiré sur le tsar, qui revenait de la revue de Longchamp avec Napoléon III. Celui-ci a beau prodiguer à l'autocrate russe des marques bruyantes de son affection et lui dire : « Monsieur mon frère, voilà que nous avons été au feu ensemble », Alexandre est furieux et parle de quitter Paris le soir même. L'algarde de Charles Floquet exaspère son mécontentement. Le jeune avocat avait accueilli le tsar sur les marches du Palais de Justice par un cri retentissant : « Vive la Pologne, Monsieur ! »

Le roi de Prusse et le comte de Bismarck sont satisfaits. A la revue de Longchamp, ils ont pu se rendre compte de la faiblesse numérique de l'armée française et de l'insuffisance de son armement.

L'Empire a perdu son meilleur guide : Morny est mort ; c'était le cerveau du régime.

Eugénie est devenue impopulaire. Un silence glacial et dédaigneux l'accueille lorsqu'elle parcourt les rues de Paris. Le petit prince lui-même, qui fut naguère l'idole des Parisiens, est l'objet d'une manifestation hostile. Lorsqu'il préside la distribution des prix du concours général, il est victime d'un affront qui fait pleurer sa mère. Le jeune Cavaignac, lauréat du prix d'honneur, refuse de venir sur l'estrade et de recevoir son prix des mains du fils de Napoléon III. Les camarades du jeune Cavaignac l'applaudissent bruyamment et, pour la première fois depuis près de vingt ans, les élèves du lycée

Bonaparte font entendre le cri de « Vive la République ! » Pour panser ses blessures d'amour-propre et d'amour maternel, elle fait avec l'empereur un voyage heureux : elle rend visite, à Salzbourg, à l'empereur d'Autriche. En traversant les États allemands, les rois et les princes s'empressent aux gares pour présenter leurs hommages aux souverains de France.

En 1869, elle remplace l'empereur, torturé par sa maladie de vessie, à la célébration en Corse du centenaire de Napoléon. Au cours de ce voyage, elle sent croître l'impopularité qui menace la dynastie. A Toulon, les sifflets couvrent les acclamations officielles ; en Corse, l'accueil des populations est glacial.

Elle revient de ce voyage, qu'elle espérait triomphal, avec le pressentiment de la catastrophe prochaine. Tout semblait l'annoncer. Aux craintes qu'inspiraient aux esprits avertis les menaces grandissantes du péril extérieur s'ajoutaient des difficultés intérieures, chaque jour plus aiguës.

Les expositions universelles sont un mirage trompeur : elles n'apportent qu'une prospérité factice et momentanée, bientôt suivie de déboires financiers, industriels et commerciaux. Après le feu d'artifice si brillant de la grande foire de 1867, les lampions à peine éteints, le commerce et l'industrie avaient été durement éprouvés. Par surcroît, les récoltes étaient mauvaises, le chômage sévis-

sait. Napoléon III avait été trop longtemps heureux ; le peuple qui s'était donné à lui et avait cru en son étoile devenait hostile en la voyant pâlir.

Quel a été, au point de vue extérieur, le rôle de l'impératrice ? Elle avait été prévenue, ainsi que l'empereur, des ambitions prussiennes et des menaces de guerre. La comtesse Mélanie de Pourtalès, qui possède à la Robertsau, aux environs de Strasbourg, un important domaine, a reçu du ministre Schleinitz une inquiétante confiance. Il lui avait dit :

— Belle comtesse, vous serez bientôt des nôtres. L'Alsace va rentrer dans la patrie allemande.

Eugénie avait compris toute la gravité de ce menaçant propos. L'empereur, de plus en plus malade, endormi dans son règne, avait négligé l'avertissement. Il ne croyait pas à la guerre ; il répondait aux pressantes objurgations de sa femme :

— Il faut être deux pour se battre et, moi, je ne le veux pas.

Malheureusement, la Prusse avait d'autres idées...

Eugénie aurait souhaité une alliance avec l'Autriche, qui aurait paralysé la menace allemande ; mais l'entrevue de Salzbourg, qui avait amorcé un projet de traité, n'avait pas eu de suites utiles. Fallait-il, comme le désirait l'empereur, escompter l'appui de l'Italie ? Son concours ne

pouvait être acquis qu'à la condition expresse de lui donner Rome. Eugénie, passionnément dévouée à la



VOYAGE DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE EN EGYPTÉ.
Son arrivée à Thèbes, le 2 novembre 1869.
D'après un crayon de Dayon.

cause du pape, s'y oppose avec une énergique obstination. Elle obtient de l'empereur une démonstration éclatante de l'hostilité de la France aux ambitions italiennes. L'Auvergnat madré et retors qui préside le gouvernement

français monte à la tribune et, dans un discours retentissant, lance le veto impérial. Quand Rouher s'écrie : « Jamais l'Italie n'entrera dans Rome, jamais ! » tous les espoirs d'un concours italien sont anéantis.

La féerie impériale touche à sa fin. Mais il y a encore pour Eugénie des heures de gloire avant la chute.

Son cousin Ferdinand de Lesseps avait conçu le projet audacieux d'apporter une retouche à l'œuvre du Créateur, en reliant deux mers séparées par une large bande de terre. Pendant dix ans, celui qu'on a appelé le « grand Français » avant de le vouer aux gémonies après le désastre de Panama, avait poursuivi la réalisation de son rêve. Bravant tous les obstacles, sachant manier les hommes comme il creusait la terre, habile, obstiné, inaccessible au découragement, il avait lutté sans repos et sans trêve. Enfin, il avait réussi : le canal de Suez allait être ouvert.

Eugénie avait toujours soutenu, dans ce dur et long combat, son cousin de Lesseps. Elle est heureuse d'aller en Égypte assister au triomphe d'une œuvre française. Elle s'embarque à Venise, où Victor-Emmanuel vient la saluer. Le yacht impérial *Aigle* la conduit à Athènes et à Constantinople, où le commandeur des croyants lui prodigue les honneurs et les marques de respect. Ce voyage l'enchanté. Sa passion de la mer, son désir de tout connaître de l'univers, sont satisfaits.

Le khédive d'Égypte, galant et empressé, lui réserve une hospitalité fastueuse. Pour la mieux loger, il a fait bâtir un palais. Elle remonte le Nil, visite les Pyramides, toujours vaillante et souriante, insensible à la chaleur accablante et aux lancinantes piqûres des moustiques.

Le 16 novembre 1869, l'impératrice des Français, entourée de l'empereur François-Joseph, du prince Frédéric de Prusse, du prince des Pays-Bas, de l'émir Abd-el-Kader et du khédive d'Égypte, franchit les portes des écluses qui ouvrent la nouvelle route des Indes. C'est son dernier jour de bonheur et, comme elle le dira elle-même, son dernier beau souvenir.

Les événements se précipitent, Napoléon III reste sourd aux conseils et aux prières de sa femme. Sentant son prestige ébranlé, sa dynastie chancelante, il veut les rétablir et les consolider en suivant la voie que lui trace Émile Ollivier.

Longtemps, l'empereur a écouté Rouher, qui était tout dévoué à Eugénie. Rouher représentait l'Empire autoritaire. L'édifice était construit sur le modèle créé par le grand ancêtre. L'Auvergnat Rouher est remplacé par le Marseillais Émile Ollivier. Le 2 janvier 1870, l'Empire libéral naît.

Émile Ollivier, maudit par ses anciens amis républicains, qui le traitent de traître, de renégat, s'était rendu

plusieurs fois en secret aux Tuileries, avant d'être appelé à prendre le pouvoir. La nuit venue, le col relevé, la figure à demi cachée par un épais foulard, il était entré au château par une petite porte, et, suivant un étroit couloir, par un escalier dérobé, il avait pénétré dans le cabinet de l'empereur.

Émile Ollivier était l'éloquence faite homme. Il avait séduit, subjugué l'empereur, « qui avait cru trouver en lui le sauveur de la dynastie. Hélas ! il n'en fut que le fossoyeur ».

Eugénie est la première victime du coup de barre que l'empereur a donné vers le libéralisme.

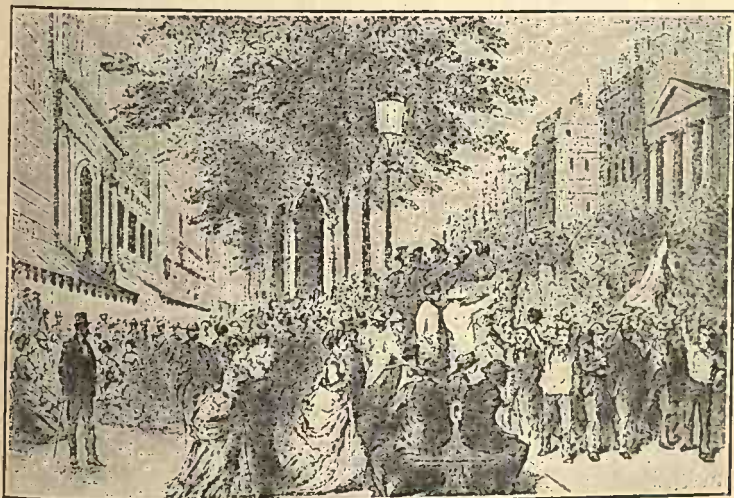
Émile Ollivier la fait respectueusement prier de ne plus paraître aux séances du Conseil des ministres. La rage dans le cœur, elle subit cette exclusion blessante.

La tentative de sauvetage de l'Empire va durer un peu plus de six mois, pendant lesquels les nuages ne cesseront de s'amonceler jusqu'au jour où l'orage éclatera.

Napoléon III a cru habile de rendre la main et d'accorder des concessions. Le seul résultat de cette tactique est de décevoir ses partisans et d'encourager l'ardeur combative de ses adversaires. En politique, il est inutile et même dangereux de faire des avances ou des concessions à des adversaires irréconciliables. Il suffit de les dominer et de les vaincre. Il faut être toujours le plus fort.

Paris est agité, menaçant ; l'ordre est troublé ; l'enter-

rement du journaliste Victor Noir, assassiné par le prince Pierre Bonaparte, sert de prétexte à de violentes manifestations. Le procès de Blois jette le trouble dans les



PARIS EN 1870. — MANIFESTATION EN FAVEUR DE LA GUERRE
SUR LE BOULEVARD MONTMARTRE.

(Document de l'époque.)

esprits, et l'acquittalment du meurtrier par la Haute-Cour secoue l'opinion publique. A Blois, un jeune avocat fait des débuts éclatants ; il deviendra l'honneur du barreau de Paris ; son talent, son grand cœur, son noble caractère, seront pour tous ses confrères un exemple et un modèle. Ce jeune avocat s'appelle Edgard Demange.

La constitution du ministère Ollivier n'a pas calmé l'irritation populaire. Les grèves se multiplient, l'opposition redouble de violence ; la presse, démuselée, aboie et mord. Henri Rochefort est déchaîné. Son esprit, sa verve endiablée, son art féroce dans l'injure, se donnent libre cours. Il projette avec sa *Lanterne* des lueurs meurtrières sur Badinguet, Badinguette et le petit Badinguet.

Son toupet légendaire frémit de plaisir quand il décoche une flèche empoisonnée qui frappe au cœur le couple impérial.

Un jour, il fait rire les Parisiens par cette boutade, qui résume tous les griefs de l'opposition : « Badinguet a trente-six millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement. »

Le second Empire avait un faible pour les jeux de mots : le grave Jules Ferry lui-même avait écrit : « Les comptes fantastiques d'Hausmann » pour critiquer la gestion financière du préfet de la Seine.

Personne n'est épargné, on semble revenu à quatre-vingts ans en arrière, alors que « Capet et l'Autrichienne » étaient chaque matin dénoncés à la vindicte publique. Les émeutes sont plus fréquentes et plus violentes ; les « blouses blanches » se livrent à de dangereuses manifestations.

Au dîner offert en l'honneur de la reine Sophie de Hol-

lande, les cris de la foule ameutée sont si menaçants qu'ils couvrent presque la voix des convives.

Le 15 juillet 1870, c'est la guerre.

La candidature au trône d'Espagne du prince Léopold de Hohenzollern a déchaîné la catastrophe. On connaît tous les navrants incidents qui l'ont précédée.

Le retrait de la candidature Hohenzollern n'apaise pas le conflit latent. Dans un conseil des ministres tenu à Saint-Cloud, l'empereur exprime sa satisfaction de voir la paix assurée par la renonciation du prince de Hohenzollern ; mais Eugénie, qui a repris sa place au Conseil en l'absence d'Émile Ollivier, prend la parole. Elle affirme que l'honneur de l'Empire exige une satisfaction plus complète. Il faut obtenir de la Prusse la certitude que la candidature Hohenzollern ne sera plus jamais posée. Eugénie insiste, elle sent frémir en elle les atavismes guerriers de sa race. L'empereur résiste. Le maréchal Lebœuf affirme que l'armée française n'a jamais été plus prête et, pour préciser sa pensée, il emploie cette formule bizarre : « Il ne manque pas un bouton de guêtres. » Navrante ironie des mots ! Le duc de Gramont, ministre des Affaires Étrangères, soutient l'impératrice. Alors, le pauvre empereur, que sa vessie tenaille, cède. L'intervention de notre ministre, le comte Benedetti, ne réussit pas à obtenir du roi de Prusse l'engagement sollicité. On sait le reste : le mauvais coup de la dépêche d'Ems,

perpétré par Bismarck, la prétendue offense faite par Guillaume I^{er} au comte Benedetti. Rien n'a pu arrêter le cours implacable du destin. C'est la guerre.

Le 28 juillet 1870, à neuf heures du matin, un malade au teint blême, si pâle qu'il a fallu, pour lui donner figure humaine, mettre du rouge sur ses joues, un malade à l'œil morne, affaissé sur lui-même et torturé par la souffrance, et un enfant frêle et délicat, qui est tout heureux d'avoir endossé pour la première fois l'uniforme de sous-lieutenant, quittent Saint-Cloud pour Metz. Eugénie veut conduire elle-même l'empereur et le prince impérial à la gare située dans le parc de Saint-Cloud. Elle refoule ses larmes, elle s'efforce de cacher son chagrin, elle est énergique et brave. Elle n'a pas dit alors, comme on le lui a si cruellement reproché : « C'est ma guerre » ; mais, quand l'inévitable s'est produit, par la faute et la duplicité de Bismarck, elle a accepté d'un cœur ferme toutes les éventualités les plus redoutables.

Elle aussi a commis des fautes, des erreurs, des sottises, dont il est difficile de juger toutes les répercussions, car les événements auxquels elle a été mêlée sont encore trop proches de nous et se sont déroulés sous nos yeux d'enfant.

L'Espagnole, pas plus que l'Autrichienne, ne mérite le féroce réquisitoire qui a été prononcé contre elle.

Le train impérial quitte Saint-Cloud. L'empereur salue de la main, le petit prince ne peut retenir ses larmes. Pour la troisième fois, Eugénie est régente.

Accompagnée de la pieuse princesse Clotilde, elle va dans son oratoire prier pour le succès de nos armes. Le ciel restera sourd à ses ardentes supplications.

Les militaires avaient joint leurs voix à celles de l'impératrice et du duc de Gramont, pour peser sur la détermination de l'empereur. Ils affirmaient que l'armée française ferait au-delà du Rhin une simple promenade militaire jusqu'à Berlin. Quelle étrange méconnaissance des forces respectives des deux adversaires qui allaient s'affronter !

Dès son arrivée à Metz, l'empereur comprend qu'il a été trompé. Le 30 juillet, il écrit à sa femme pour lui faire part de ses désillusions et de ses craintes. Nous n'étions pas prêts et nous étions engagés dans la lutte, sans alliés pour nous soutenir. Plaignons les peuples sans alliés, il sont des proies faciles et des victimes marquées par le sort ! La Russie, l'Autriche, l'Italie, s'étaient dérobées à nos sollicitations.

Eugénie passe d'un extrême à l'autre. A l'enthousiasme guerrier succède le découragement. Elle a un instant de joie maternelle en recevant de l'empereur une dépêche de Sarrebruck lui annonçant que leur fils a reçu

le baptême du feu, qu'il a été admirable de sang-froid. La fierté de la mère calme les angoisses de la souveraine. Bientôt, c'est le désastre. Frossard est battu à Forbach ; Mac-Mahon à Froeschviller. Paris s'agite et gronde. Les fausses nouvelles circulent. On annonce de prétendues victoires, qui sont démenties ensuite, ce qui contribue à déprimer les esprits. La Bourse est folle : elle reflète les angoisses de l'opinion publique.

A l'enthousiasme du début, aux cris d' « A Berlin ! A Berlin ! » succèdent d'abord un silence morne, puis des cris de colère et de haine.

Le préfet de police Pietri est inquiet. Eugénie se raidit contre les craintes qui l'assaillent ; elle s'efforce de faire bonne contenance, elle sent la France menacée, et la dynastie compromise. Quoi qu'il arrive, elle n'imitera pas Charles X et Louis-Philippe, elle restera à son poste et tiendra tête à la révolution, si elle éclate de nouveau. Belle résolution, qu'il est facile de prendre tant que l'émeute est seulement dans l'air !

A l'annonce des premières défaites, le 6 août, dans la nuit, accompagnée du prince de Metternich, elle quitte Saint-Cloud et revient aux Tuileries. Légalement, ses pouvoirs de régente sont limités ; mais elle n'est pas femme à s'arrêter à des détails de procédure ; elle est prête à proclamer les vacances de la légalité. Déjà, l'empereur ne compte plus ; elle ne le consulte pas, elle veut

à tout prix éviter qu'il ne revienne à Paris. Si le sort de Marie-Antoinette continue à hanter son esprit, elle ne ressent aucune terreur. Elle s'efforce de rétablir la situation gravement compromise. Elle négocie avec certains adversaires du régime. Si Gambetta et Ferry restent intransigeants, elle espère la neutralité de Grévy, et Mérimée se charge de voir Thiers, d'obtenir son appui en flattant son ambition. D'accord avec Rouher et Schneider, elle prépare la chute d'Émile Ollivier. De sa propre autorité, elle le remplace par le général Cousin-Montauban, comte de Palikao. Elle déteste le général Trochu, que l'empereur a nommé gouverneur de Paris : elle le trouve bavard et prétentieux, mais elle se résigne et le subit.

Napoléon III s'efface de plus en plus, ombre discrète et falote. Il abandonne le commandement de l'armée, le passe à Bazaine, dont le choix plaît à l'opinion publique. Avant d'être voué aux gémonies, Bazaine apparaît comme un sauveur.

Plaignons le pauvre empereur, qui a quitté Metz pour Châlons. Bazaine l'a trouvé gênant ; Mac-Mahon voudrait le renvoyer à Paris. Mais Eugénie l'avertit que, s'il revient, sa seule présence fera éclater la révolution.

Désemparé, malade, il n'est plus qu'une triste épave, ballottée par la tempête. Quelle ironie ! Bazaine est le suprême espoir ; Napoléon III, un gêneur dont personne ne veut plus.

Napoléon obéit à Eugénie. Il abandonne son projet de rentrer à Paris et, suivant Mac-Mahon et son armée au prix de terribles souffrances physiques, il se dirige vers Sedan. C'est la marche au supplice.

Et, dans les Tuileries déjà désertes, abandonnée de ses familiers, de la plupart de ceux qu'elle avait comblés, dans ces salons naguère si brillants, qui semblent mornes avec leurs meubles couverts de housses, Eugénie, soudain vieillie, ayant renoncé à tous les artifices de la coquetterie, erre mélancolique, mais toujours énergique et brave. Si je ne craignais de déplaire aux féministes, dont je suis, je dirais qu'elle fait preuve d'un courage viril. Elle n'a plus auprès d'elle que sa servante Pepa, et toutes deux, le soir venu, prient longuement, mais en vain.

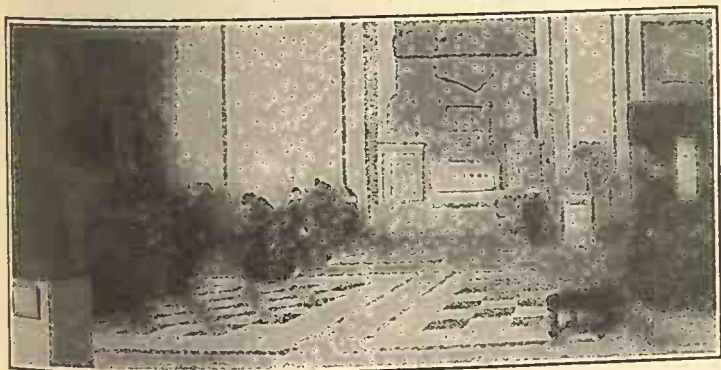
Le 3 septembre, après le Conseil des ministres, arrive l'affreuse nouvelle, que son angoisse personnelle et l'anxiété fiévreuse de Paris lui laissent pressentir. L'empereur et l'armée ont été pris dans un traquenard ; c'est la capitulation de Sedan, mot qui sonne douloureusement à toutes les oreilles françaises.

Elle se révolte d'abord, elle s'indigne. L'empereur aurait dû se faire tuer plutôt que de se rendre. Puis la détente se produit ; elle éclate en sanglots. Enfin, par un prodigieux effort de volonté, elle se ressaisit.

Après une nuit sans sommeil, à sept heures du matin,

elle entend la messe. Elle préside un dernier conseil des ministres.

Les nouvelles envoyées par le préfet de police Pietri sont plus inquiétantes d'heure en heure. L'émeute va dégénérer en révolution. Daru et Buffet, envoyés par



L'IMPÉRATRICE QUITTE LE LOUVRE
PAR LA SALLE DES ANTIQUITÉS ÉGYPTIENNES (4 SEPTEMBRE 1870).
Tableau d'E.-J. Delahaye.

la Chambre des députés pour obtenir la remise des pouvoirs, se heurtent à un premier refus. Elle veut que son sort soit lié jusqu'au bout à celui de la France. Elle songe au pauvre empereur prisonnier ; elle pense surtout à son fils, dont elle voudrait sauvegarder les droits.

Daru et Buffet reviennent aux Tuileries ; leur insistance est plus pressante. Elle cède enfin, vaincue par la fatigue physique et la détresse morale.

Hélas ! il est trop tard pour négocier. Les cruels malheurs de la patrie rendent impossible le sauvetage de la dynastie impériale. Les émeutiers assiègent les portes du palais des Tuileries, les troupes semblent prêtes à pactiser avec eux. Busson-Billault, Jérôme David, Henri Chevreau, le préfet de police Pietri, accourus au palais, la supplient de partir, s'il en est temps encore.

Metternich et Nigra, ambassadeurs d'Autriche et d'Italie, fidèles au malheur, sont venus auprès de celle qui leur avait prodigué les marques de sa confiance. Ils joignent leurs supplications à celles des ministres. On vient annoncer que les grilles du château ont cédé et que les émeutiers vont l'envahir. Alors, elle se décide, plus préoccupée de la sécurité de ceux qui l'entourent que de sa protection personnelle. Elle embrasse les femmes courageuses qui ne l'ont pas abandonnée dans cette terrible épreuve. La maréchale Canrobert, la vicomtesse Aguado, la comtesse de La Poëze, la duchesse de Malakoff, ont été fidèles jusqu'à la dernière minute.

Comment partir ? Il ne faut pas prendre le petit coupé qui sert d'ordinaire à l'impératrice : elle serait vite reconnue. Metternich propose sa voiture, qui stationne sur le quai. Impossible de passer, il faut rebrousser chemin, on entend les hurlements de la foule qui a envahi le palais.

Enfin, escortée de M^{me} Lebreton, de Metternich et de Nigra, après avoir traversé le Louvre, elle parvient à sortir par la porte donnant sur la place Saint-Germain-l'Auxerrois.

Nigra et Metternich s'éloignent un instant pour aller chercher la voiture, et, dans ces moments tragiques, les minutes semblent des heures.

Devant Saint-Germain-l'Auxerrois, la foule s'amasse et s'agite. On entend crier : « A bas Badinguet ! Mort à l'Espagnole ! » La fugitive court le risque mortel d'être reconnue. M^{me} Lebreton hèle un fiacre ; les deux femmes s'y engouffrent, en donnant l'adresse de M. Beson, conseiller d'État, boulevard Haussmann. Par malheur, il est absent. Même infortune avenue de Wagram, chez le chambellan de Piennes.

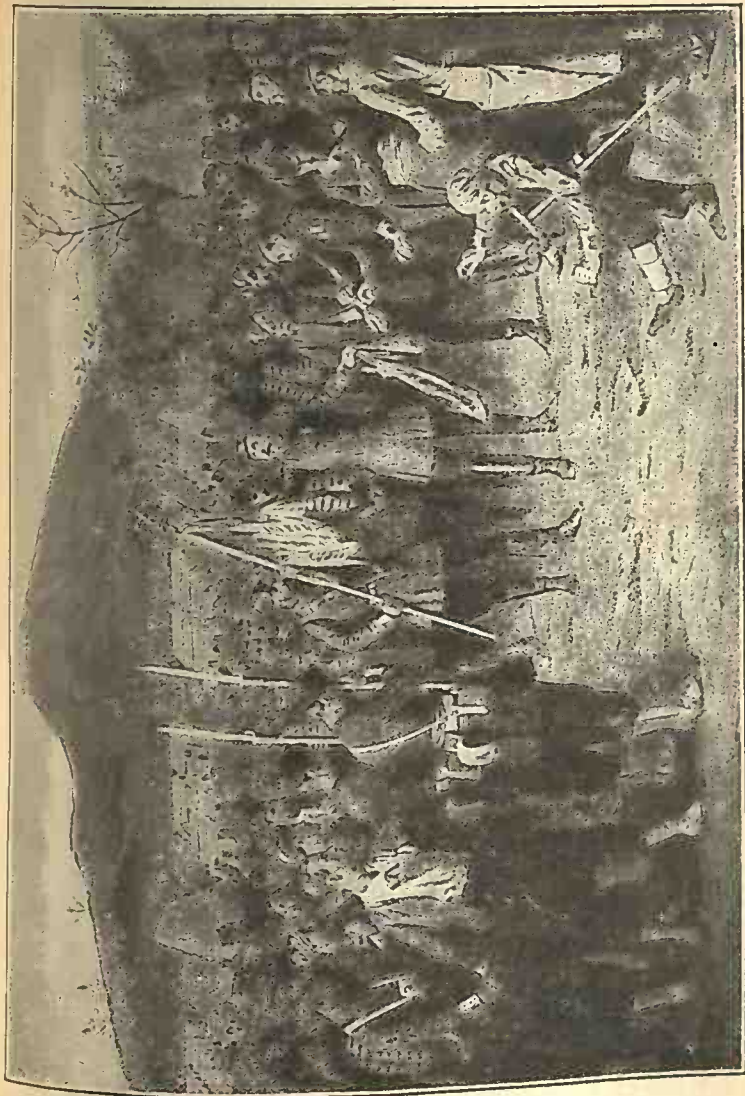
Eugénie a conservé un merveilleux sang-froid. Les obstacles successifs apportés à sa fuite et à son salut ne sont pas pour l'émouvoir. Elle dit à M^{me} Lebreton qu'il faut aller demander asile à son dentiste, le docteur Evans, que sa qualité de citoyen américain met à l'abri des mauvais coups des émeutiers. Le docteur habite avenue de l'Impératrice. Elles s'y font conduire dans un fiacre découvert. La malchance les poursuit. Le docteur est absent. Mais un domestique stylé les prend pour des clientes et les fait attendre. Quand, au bout d'une heure, Evans ouvre la porte de son cabinet, il trouve, prostrée,

dans un fauteuil, l'impératrice des Français, qui n'est plus qu'une souveraine déchuë. Elle est tremblante de fièvre, elle n'a rien mangé depuis la veille. Evans est courageux et fidèle. Il est reconnaissant à l'impératrice de lui avoir donné une riche et nombreuse clientèle. Il va payer sa dette de gratitude en se dévouant pour elle.

Dans la journée du 4 septembre, la France s'était offert le luxe d'un changement de régime. La république avait été proclamée. Depuis le début du siècle, empereurs et rois avaient connu les amertumes de la chute et les douleurs de l'exil. Tous, sauf Louis XVIII, avaient été chassés du trône.

Le 5 septembre, à cinq heures du matin, les fugitives, en compagnie d'Evans, partent pour Deauville, dans la voiture du docteur. Avant de quitter les Tuileries, Pietri leur a fait tenir des passeports, qui permettront à Eugénie de passer pour une riche Anglaise malade se rendant dans son pays, en compagnie de son docteur et de son infirmière, qui sera figurée par M^{me} Lebreton. Un ami du docteur Evans, le docteur Crane, fera partie de l'expédition.

Après un voyage pénible, mais sans incidents graves, après plusieurs changements de voiture, un trajet en chemin de fer et, pour terminer, une course en landau,



LES FUNÉRAILLES D'UN DRAPEAU. Tableau d'E. Massé.

Metz, 27 octobre 1870. L'ordre ayant été donné d'envoyer les drapeaux à la citadelle pour y être brûlés, le colonel détruit lui-même son drapeau et en fait distribuer les débris aux officiers et soldats.

on arrive enfin à Deauville, où Mme Evans reçoit l'impératrice.

Le docteur se met immédiatement en quête d'un yacht pour gagner l'Angleterre. Il se confie à un officier anglais, sir John Burgoyne, dont le yacht *Gazelle* est dans le port de Deauville. C'est un minuscule bâtiment, qui a à peine quinze mètres de longueur.

Cela n'effraye point l'impératrice : elle aime la mer et ne redoute pas ses fureurs. Elle s'embarque dans la nuit. Le vent souffle avec rage, la tempête s'est élevée.

— Partons quand même, dit-elle.

A l'aube, on lève l'ancre, on met à la voile. Après une horrible traversée, au cours de laquelle la *Gazelle* fut par instants en péril, on entre enfin dans les eaux calmes de la rade de Ryde.

L'Angleterre, qui avait déjà recueilli un Bourbon et un d'Orléans chassés du trône de France, devient un lieu d'asile pour le neveu de l'aigle et pour les siens.

Quelle déchéance ! Les fugitifs ont l'aspect si minable que, dans un hôtel médiocre, on leur refuse des chambres, les prenant pour des pauvres.

Détruisons encore une légende et réfutons une calomnie parmi celles, innombrables, qui ont assailli Eugénie. Elle n'avait aucun sentiment maternel, répétaient à l'envi ses ennemis ; elle était égoïste, autoritaire et

n'aimait qu'elle-même. Certes, elle avait ses défauts, mais lui refuser le droit à la tendresse maternelle est injuste et mensonger. Elle aimait son fils « Loulou », comme elle l'appelait. Quand, à Saint-Cloud, alors qu'elle était encore heureuse et toute-puissante, le petit prince avait été malade, elle l'avait soigné avec dévouement. Lorsqu'il avait souffert d'une chute grave, au cours d'une leçon de gymnastique, elle avait ressenti une très vive angoisse. Enfin, à peine débarquée en Angleterre, accablée par un tragique destin, assaillie par les plus graves préoccupations, elle ne songe d'abord qu'à son enfant.

— Où est Louis ? s'écrie-t-elle.

Le docteur Evans lui apprend qu'il est en sûreté à Hastings, avec le commandant Duperré. Elle oublie la fatigue, se lève.

— Partons, je veux le voir.

La mère et le fils, enfin réunis, se jettent en pleurant dans les bras l'un de l'autre.

Après un bref séjour à l'hôtel où elle est alitée, souffrant d'une bronchite, elle s'installe, le 24 septembre, à Chiselhurst, aux portes de Londres. Elle a loué pour un prix modique une vaste demeure, entourée d'un grand parc, qui s'appelle Camden Place. En y arrivant, elle apprend la mort de Mérimée. Le fidèle don Prospero s'est éteint à Cannes, miné par la maladie et par le chagrin.

Rassurée sur le sort de son fils, l'impératrice songe au

pauvre empereur. Il est prisonnier au château de Wilhelms-hohe, près de Cassel. Elle veut le rejoindre, mais il l'a fait prier de rester en Angleterre.

Eugénie se débat au milieu des intrigues diverses qui se nouent autour d'elle. Les partisans du régime déchu l'entourent et encouragent ses illusions d'une restauration de l'Empire. « Rouher a une faconde intarissable. La duchesse de Mouchy et la princesse de Metternich, qui sont à Londres, sont dévouées et fidèles. Lady Cowley n'oublie pas l'accueil favorable qui lui a été réservé, alors qu'elle était ambassadrice d'Angleterre, à la cour des Tuileries. »

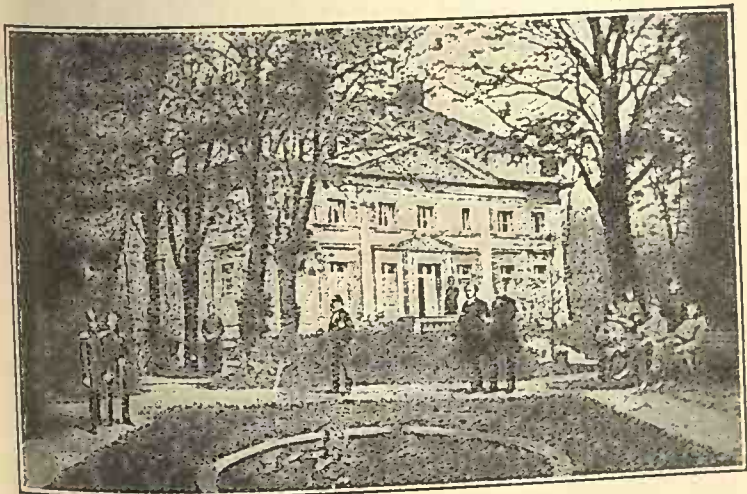
Un personnage louche, inquiétant, s'introduit à Camden Place ; il s'appelle Régnier, se dit envoyé par Bazaine. Quel rôle exact joue-t-il ? Est-ce un espion de Bismarck ? Il cherche à être reçu par l'impératrice. Prudente, elle l'évince une première fois. Il soutire à Augustin Filon des photographies signées du prince impérial, sans doute avec l'intention d'en jouer auprès de Bismarck et de faire figure d'envoyé secret. Il disparaît quelques jours. Il revient. Cette fois, l'impératrice le reçoit et le chasse.

Les généraux Bourbaki et Boyer la mettent au courant de la situation déplorable de l'armée de Metz.

L'impératrice ne perd ni courage ni espoir. Elle écrit au tsar, à l'empereur d'Autriche ; elle les met en garde

contre le danger d'un accroissement formidable de la puissance prussienne.

Efforts inutiles, il faut perdre toute espérance. Le 27 octobre, Bazaine trahit, Metz capitule. L'impératrice



LA CAPTIVITÉ DE NAPOLEÓN III AU CHATEAU DE WILHELMSHOHE,
EN ALLEMAGNE (SEPTEMBRE 1870).

est atterrée, mais elle n'est pas femme à se laisser aller au désespoir et à l'inaction stérile. Elle n'obéit plus à la défense de Napoléon III de venir le rejoindre et elle part pour Cassel. A son arrivée à Wilhelmshöhe, elle se jette dans les bras de l'empereur, l'étreint longuement. Quand ils sont seuls tous deux, ils peuvent donner libre cours à leurs larmes et, sans un mot de reproches, sans une

parole amère, ils pleurent leur bonheur perdu. « Elle le voit si malade, miné par la souffrance et le chagrin, qu'elle a peine à le reconnaître. Il la regarde de ses yeux éteints et cache sa surprise de voir la brillante impératrice d'hier transformée en une femme douloureuse et vieillie.

La signature de la paix permet à l'empereur de quitter le château qui lui sert de prison. Le sacrifice est consommé, la France est vaincue et démembrée. Les horreurs de la guerre civile succèdent aux douleurs de la guerre étrangère. Paris, qui a dû se rendre, est à feu et à sang. Les Tuileries sont incendiées, la Cour des Comptes flambe, les pétroleuses se livrent à leur horrible besogne, et des lueurs sinistres illuminent la grande ville, qui a dû subir la souillure de la botte prussienne. Les Français s'entre-tuent, et, tandis que cette lutte fratricide se poursuit, Napoléon III vient rejoindre à Chiselhurst sa femme et son fils.

Dès l'arrivée de l'empereur, une apparence de cour se constitue autour de lui. Les étrangers de marque affluent. Chaque jour, Camden Place reçoit de nombreux visiteurs. La reine Victoria elle-même vient voir les souverains déchus.

Quand ils sont seuls, ils rangent les papiers importants qu'avec l'aide de Metternich on a pu soustraire à l'incendie des Tuileries. Eugénie s'exalte, s'indigne, en lisant des

lettres de basses flatteries écrites par des solliciteurs qui se révèlent, après le malheur, des détracteurs acharnés. Napoléon la calme. En lisant une lettre d'un adversaire politique, jadis personnage influent, qui remercie l'empereur d'un important service d'argent, elle s'écrie :

— Nous la publierons, pour montrer la valeur morale de l'homme qui se livre contre nous, en ce moment, à des attaques acharnées.

Mais l'empereur prend la lettre et la jette au feu. Il dédaigne de se venger.

Eugénie reçoit d'Espagne des nouvelles assez inquiétantes. Doña Manuela n'a rien perdu de sa fougue et de son ardeur, mais sa santé visuelle est compromise. Puisque sa mère ne peut venir à elle, l'impératrice part pour l'Espagne, et la rejoint à Carabanchel.

Dans ces lieux où s'est écoulée son enfance, elle retrouve, à chaque pas, le souvenir de ceux qu'elle a aimés : son père, le vieux soldat, le gentilhomme chevaleresque et brave, le héros qui la prenait sur ses genoux et lui contait ses souvenirs de guerre en caressant ses cheveux dorés ; sa sœur, la duchesse d'Albe, la douce et charmante Paca ; enfin, Prosper Mérimée, compagnon de ses premiers jeux, ami fidèle au cœur chaud, sous une apparente froideur.

L'hérédité n'est pas un vain mot. Nous connaissons la manie ambulatoire de doña Manuela. Elle avait aimé les courses à travers l'Europe. Elle allait avec ses filles

de ville d'eaux en ville d'eaux, de capitale en capitale, heureuse de pouvoir remuer et s'agiter. Eugénie avait les mêmes goûts. Pendant les cinquante années qui suivirent la perte du trône, elle se livrera sans contrainte, surtout après la mort de l'empereur, à sa passion des voyages.

A peine revenue d'Espagne, elle part pour l'Écosse, où elle épuise de fatigue ses compagnons de route. Elle est infatigable. Rien ne l'enchanté comme un repas sommaire et une mauvaise chambre dans une modeste auberge, où elle se fait inscrire sous le nom de comtesse de Pierrefonds.

Quand elle revient à Chiselhurst, elle trouve la petite cour en pleine effervescence. A Camden Place, les familiers de l'empereur se nourrissent d'illusions. Ils caressent les plus folles espérances, ils s'imaginent que le rétablissement de l'Empire est proche. Comment pourraient-ils ne pas être confiants en l'avenir ? Les légitimistes sont desservis par l'intransigence du comte de Chambord. Sa décision déjà arrêtée d'exiger le drapeau blanc comme emblème national supprime ses chances, qu'un peu de souplesse et quelques concessions auraient rendues sérieuses. Les orléanistes sont hésitants et timides. L'inaction du chef de la branche aînée les paralyse. Les républicains inspirent encore de la défiance aux bourgeois et aux paysans. Encore un peu de patience, et l'empereur.



LE PRINCE IMPÉRIAL, L'EMPEREUR ET L'IMPÉRATRICE, EN 1872.

reviendra à Paris, quitte à abdiquer ensuite en faveur de son fils, qui poursuit ses études en compagnie de Louis Conneau, à l'École Militaire de Woolwich.

Pour venir en France et se mettre à la tête de quelques troupes fidèles, qui l'escorteront jusqu'à Paris, il faut être bien portant et pouvoir monter à cheval. Or, la maladie de Napoléon III suit son cours impitoyable et s'aggrave chaque jour. Souffrir n'est rien : il est brave, ne se plaint jamais ; mais il ne veut pas vivre comme un infirme. Il consulte des chirurgiens anglais et, sur leur avis, se décide à tenter les risques et à courir les dangers d'une opération.

Selon la formule consacrée et macabre, l'intervention chirurgicale réussit admirablement. La pierre qui obstrue la vessie de l'empereur est broyée en partie. Le 8 janvier 1873, il s'endort d'un lourd sommeil. Le lendemain, dès le matin, il meurt terrassé par une crise d'urémie. C'était, à peu de jours près, l'anniversaire de ce jour ensoleillé où il avait épousé, vingt ans auparavant, Eugénie de Montijo.

- La fatalité poursuit les Bonaparte, ils ne peuvent mourir en terre française.

Malheureuse impératrice, elle a perdu son trône et son mari ! Bientôt, elle pleurera la mort de son unique enfant.

Après le décès de l'empereur, les difficultés familiales s'accroissent. L'aversion du prince Jérôme pour Eugénie se transforme en une haine déclarée. Il manifeste violemment ses sentiments hostiles au moment des obsèques. Il refuse ensuite la réconciliation que lui propose l'impératrice, il ose même faire figure de prétendant.

Le 16 mars 1874, le prince impérial a dix-huit ans. Cette majorité constitutionnelle attire auprès de lui des milliers de partisans qui l'acclament aux cris de « Vive Napoléon IV ! » Le jeune homme, sympathique, charmant, aimé de tous ses camarades, poursuit ses études militaires. Il a pour sa mère une profonde admiration et une respectueuse tendresse. Eugénie aime son fils ; mais il est des mères qui savent, malgré leur amour, rendre malheureux leurs enfants. Elle est autoritaire, despotique, elle pousse à l'excès sa manie d'économies, qui s'est développée avec l'âge. Privée de tous pouvoirs politiques, elle exerce sur son fils sa passion du commandement. Est-ce pour s'affranchir et échapper à cette pesante tutelle, ou par dépit d'un amour contrarié, que le prince prend tout à coup une résolution qui va torturer sa mère, inquiéter ses partisans et étonner le monde entier ?

Des soldats anglais ont été massacrés par les Zoulous ; une colonne de représailles est formée pour les châtier. Le prince demande à en faire partie. Peut-être n'est-ce point par désir d'évasion de la prison maternelle ou par

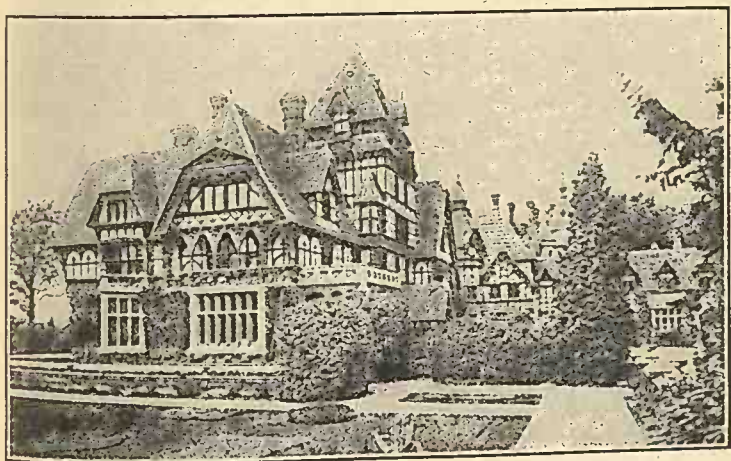
désespoir d'amour qu'il a agi. Le sang des Bonaparte coule dans ses veines. L'oncle, le grand ancêtre, est parti pour l'Égypte afin d'y conquérir la gloire ; le petit-neveu a-t-il caressé ce rêve insensé d'aller en Afrique donner une preuve éclatante de sa bravoure et de son mépris du danger ?

Le 27 février 1879, le fils de Napoléon III s'embarque à Southampton. Un dernier adieu, un dernier geste de la main, le navire disparaît, emportant Napoléon IV vers sa tragique destinée.

Eugénie, restée seule, prie pour son enfant ! Cette fois encore, le Ciel restera sourd. Elle est assaillie de sombres pressentiments. Il ne lui reste que son fils. Si elle allait le perdre ! Elle le croit malade, rien ne la rassure. Ses pressentiments ne l'avaient pas trompée. La prédiction de la vieille gitana de Carabanchel va, une fois encore, se réaliser. La nuit pèsera sur elle, l'affreuse nuit du tombeau.

Le 1^{er} juin, le prince est en reconnaissance dans un coin perdu de la brousse africaine. Il est escorté du capitaine Carey et d'un détachement de soldats anglais. Tout à coup, les Zoulous, qui s'étaient dissimulés dans les hautes herbes, surgissent, leurs zagaies à la main, et entourent la petite troupe. Lâchement, le capitaine Carey s'enfuit, d'autres soldats l'imitent. Napoléon IV est seul,

entouré d'ennemis féroces. Il est digne de son ancêtre et de sa race. Il se défend comme un brave de la Grande Armée ; mais la force du nombre l'accable : il tombe et meurt face au ciel qui lui a été inexorable.



LE DOMAINE DE FARNBOROUGH.

Le 18 juin, la terrible nouvelle parvient à Londres. La reine Victoria envoie à Chiselmurst un chambellan chargé de prévenir l'impératrice avec tous les ménagements possibles. Le duc de Bassano pénètre dans sa chambre. Il a peine à retenir ses larmes. Son visage est pâle et défait. Dès qu'elle l'a vu, elle a compris, elle pousse un grand cri : « Il est mort ! » et tombe évanouie.

Peu de temps après, la mère inconsolable était appelée à Madrid, par la grave maladie de doña Manuela, alors âgée de quatre-vingt-trois ans.

Comme pour la duchesse d'Albe, elle arrive trop tard pour fermer les yeux de celle qui, malgré ses défauts, l'avait aimée.

Il lui reste un douloureux pèlerinage à accomplir. Sans écouter les conseils respectueux de son entourage, elle part pour l'Afrique; elle veut s'agenouiller sur le sol à l'endroit même où son fils a péri victime de la férocité des Zoulous et du lâche abandon de son escorte.

Le 1^{er} juin 1880, elle arrive enfin, après trois semaines d'un pénible voyage, à travers la brousse, elle peut prier à l'endroit même où le prince a succombé.

Elle aurait pu mourir de chagrin. Plaignons la mère d'avoir enduré le supplice de vivre encore ! Sa torture durera quarante années.

Revenue en Angleterre, elle ne peut plus demeurer à Chiselhurst, où son mari est mort, où elle a appris l'assassinat de son enfant.

Elle s'installe à Farnborough, près d'Aldershot, et fait construire pour les deux disparus une sépulture où elle se réserve une place.

Elle vit entourée des souvenirs du passé. Des portraits, des photographies, des bustes, lui rappellent l'empereur

et son fils. Quand le chagrin est trop pesant, elle quitte l'Angleterre et parcourt l'Europe. De longs séjours en Italie, des croisières en Méditerranée sur son yacht *Thistle*, adoucissent son chagrin. A Naples, elle retrouve le duc d'Aumale, qu'elle avait connu en 1846, à Madrid. En Sicile, le duc d'Orléans vient lui présenter ses hommages. « L'égalité dans le malheur efface les rivalités dynastiques. » Plus tard, elle entreprendra de plus longs et plus lointains voyages. Elle ira du cap Nord en Égypte, bravant, à l'âge de quatre-vingts ans, le froid glacial et le soleil meurtrier. On dirait qu'avant de disparaître de la terre elle veuille en connaître toutes les beautés.

Sans écouter les conseils de ses médecins et de son entourage, elle partira pour Ceylan, où la mort tentera de la prendre ; elle sera terrassée par une fluxion de poitrine, mais sa prodigieuse constitution lui permettra de se rétablir après une longue convalescence.

En allant prier sur la tombe de Mérimée, elle est prise par le charme du paysage méditerranéen. Elle choisit, pour y passer les hivers, devenus trop rigoureux pour elle, un abri dans ce pays du soleil. Elle fait construire à Cap-Martin une blanche villa, la villa Cynos. Elle y goûte une douceur apaisante. Longtemps, elle a hésité à revenir à Paris ; l'y voici. Elle habite d'abord place Vendôme, comme au temps où elle songeait à conquérir

le cœur de Louis-Napoléon, puis dans un grand hôtel qui fait face au jardin des Tuileries.

Comment n'est-elle pas accablée par les souvenirs qui doivent alors assaillir son esprit ?

Les Tuileries où elle a régné ont été brûlées pendant la Commune. Elle n'aperçoit plus qu'un large espace vide, qui découvre le petit arc de triomphe du Carrousel. Elle voit ce jardin où elle s'est promenée heureuse et triomphante, où son fils venait jouer tout enfant, et cette rue de Rivoli qu'elle a parcourue dans une fanfare de gloire, le 30 janvier 1853, pour se rendre à Notre-Dame et devenir impératrice des Français.

Comment peut-elle résister à l'assaut de ces prodigieux souvenirs ? Comment le spectacle qui s'offre à ses yeux ne la fait-il pas crier de douleur et de regrets ? Est-elle insensible, ou a-t-elle une force d'âme peu commune, presque inhumaine ? C'est l'énigme. Pour la trancher, il suffit peut-être de se souvenir qu'il est des grâces d'état pour ceux qui ont beaucoup souffert, et que les vieilles gens ont de très grandes facultés d'oubli.

Elle vivait trop longtemps. Peu à peu, tous les anciens amis qui l'avaient admirée, tous les adversaires qui l'avaient dénigrée, avaient disparu. Son ennemi le plus féroce, le prince Jérôme, était mort dans une chambre d'hôtel, à Rome. La princesse Mathilde, qui l'avait détestée, s'était éteinte à Saint-Gratien. Elle avait assisté au triste



L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE EN 1914.

drame de Panama, où le créateur du canal de Suez, le grand Français, son cousin Ferdinand de Lesseps, avait connu l'ingratitude et la méchanceté des hommes. Elle avait appris la mort d'une impératrice qui, comme elle, avait été frappée au cœur par la perte de son fils. Elle avait pleuré lorsque la nouvelle lui était parvenue de l'assassinat d'Élisabeth d'Autriche par l'Italien Luccheni. L'infortunée souveraine avait été poignardée sur un quai de Genève, au moment où elle allait monter en bateau. Une autre souveraine, qui lui avait toujours témoigné une grande affection, disparaissait aussi : la reine Victoria s'éteignait à Osborne, après un des règnes les plus longs qu'ait connus l'Histoire.

La route qu'elle suivait était pavée de tombeaux.

Heureusement, il lui restait des amitiés fidèles. Le duc de Sesto, qui lui rappelait le beau marquis d'Alcanizes, venait souvent lui rendre visite. Le comte Primoli, son parent, l'entourait de soins affectueux. Tous ceux qui ont connu Primoli ont conservé de cet homme spirituel et courtois un souvenir durable. C'était le plus parisien des Romains.

A la villa Cynos, elle recevait souvent mon éminent confrère Maurice Paléologue, qui nous a laissé de ses entretiens avec l'impératrice des souvenirs pleins d'intérêt.

En juin 1914, le prince et la princesse Murat reçoivent

dans leur hôtel, 28, rue de Monceau. Il est huit heures et demie du soir. Les invités sont réunis en cercle. Le maître d'hôtel vient parler à voix basse au prince, qui quitte le salon avec la princesse. Ils vont jusqu'à la porte d'entrée recevoir S. M. l'impératrice, qui a accepté de leur faire l'honneur de venir dîner chez eux. La porte du salon s'ouvre à deux battants, un silence profond et respectueux se fait soudain. Je regarde avidement le spectacle unique qui m'est offert. Je n'avais jamais vu l'impératrice, mais, par la pensée, je m'étais souvent représenté celle dont tous les contemporains avaient chanté le charme et la beauté. J'évoquais, dans l'anxiété de l'attente, le tableau de Winterhalter, et les fastes des Tuileries, et les fêtes de Compiègne. Accompagnée par le prince, une vieille femme, courbée par l'âge, marchant péniblement, appuyée sur une canne, entre dans le salon. Elle fait le tour du cercle. Les femmes font une grande révérence, dont nos habitudes républicaines nous ont fait perdre le souvenir. Les hommes s'inclinent très bas, elle leur donne sa main à baiser.

Après le dîner, l'impératrice s'assied dans un fauteuil, auprès de la cheminée.

La princesse Murat est à ses côtés. Le prince vient chercher successivement chacun des invités, qui prennent place quelques instants auprès de la souveraine. Quand ce fut mon tour, elle me parla de sa voix un peu gutturale

de ce qui pouvait m'intéresser, avec cette bonne grâce dont elle avait gardé le secret. Elle était renseignée sur chacun de ses interlocuteurs. Au médecin célèbre, elle parlait de ses malades ; à l'écrivain, de ses livres ; au savant, des progrès de la science. Elle me parla de Lachaud et de M^{me} Lafarge avec la même précision que si elle était encore à Compiègne, au temps de la splendeur impériale.

Je la regardai, je cherchai à retrouver sur son visage des traces, même fugitives, de la beauté d'autrefois. Seuls les yeux, ses pauvres yeux déjà malades et affaiblis, avaient gardé, lorsqu'elle s'animait, un peu d'éclat. Tout le reste, tout ce qui avait été si beau, avait disparu...

Août 1914. C'est la seconde guerre, qui sera plus terrible et plus meurtrière que la première.

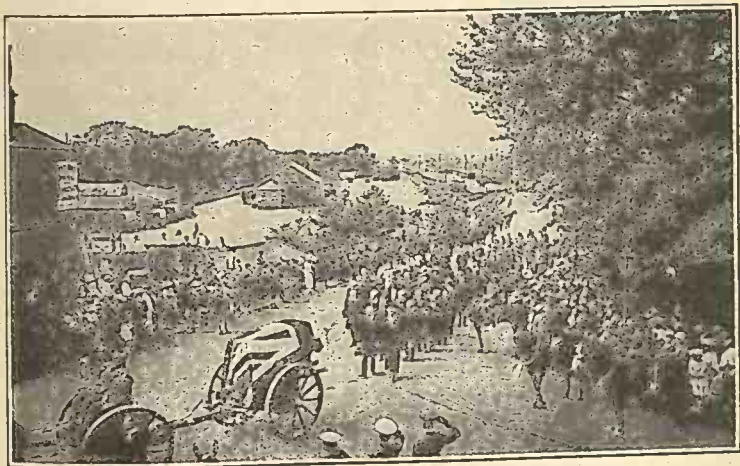
L'impératrice, qui voyage sur les côtes dalmates, revient en toute hâte en Angleterre, dès qu'elle apprend l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie.

Pendant les quatre années de guerre, elle pense, elle agit comme une vraie Française. Elle frémit d'angoisse à l'annonce des premiers revers. Elle ne peut cacher sa joie, en apprenant la victoire de la Marne. Elle donne abondamment à toutes les œuvres de guerre, mais elle exige que sa générosité reste discrète et anonyme.

Le 11 novembre 1918, elle s'écrie :

— Maintenant, je puis mourir ; le jour de l'armistice est mon premier jour de paradis.

Chaque jour plus courbée par l'âge, elle achève de



LES FUNÉRAILLES DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE, EN ANGLETERRE,
LE 20 JUILLET 1920.

mourir... Au mois de juin 1920, elle a quitté Paris pour se rendre en Espagne, et, toujours amoureuse de la mer, elle s'est embarquée à Marseille pour Gibraltar. Elle a quatre-vingt-quatorze ans ! Son intelligence est intacte, mais son corps est devenu squelettique et, peu à peu, ses yeux se sont fermés à la lumière. Elle entre dans la nuit, comme l'avait prédit la vieille gitana de Carabanchel.

La nuit terrestre, qui précède la nuit du tombeau, la cécité, est la préface de la mort. Ses yeux sont voilés par la cataracte. Les médecins français n'osent pas l'opérer.

Elle a voulu revenir en Espagne, respirer encore avant de mourir, le parfum des orangers et de la terre natale. Elle habite au palais de Liria, chez son neveu le duc d'Albe. Elle reçoit un médecin espagnol qui, moins timoré que ses confrères français, l'opère de la cataracte. L'opération réussit ; elle recouvre la vue ; mais elle perd bientôt la vie. Elle a pris froid, un rhume la fait souffrir. Elle guérit cependant, mais, au moment où sa santé semble rétablie, où elle s'apprête à partir pour la France, elle est, comme l'avait été l'empereur, terrassée par une brusque crise d'urémie.

Le dimanche 11 juillet 1920, à huit heures du matin, Eugénie de Montijo, comtesse de Téba, impératrice des Français, était allée rejoindre au pays inconnu *d'où pas un voyageur n'est encore revenu*, au pays du repos éternel, tous ceux qu'elle avait aimés et qui, longtemps avant elle, avaient quitté la terre.

Elle était montée très haut, elle avait vécu près de cent ans, et elle avait fini dans la nuit.

Telle est la merveilleuse, la prodigieuse, la douloureuse histoire de la belle Espagnole, qui vint un jour, par le caprice amoureux d'un rêveur couronné, s'asseoir sur le trône de France.

L'AFFAIRE DES DÉCORATIONS

La Société et la Vie sous la Troisième République

DE L'ÉLYSÉE A LA POLICE CORRECTIONNELLE

Le 4 septembre 1870, à la nouvelle du désastre de Sedan, l'Empire est balayé par l'indignation populaire, et la République naît de la révolution.

Le nouveau régime, qui pour la troisième fois fait ses essais en France, a des débuts troublés et incertains. Pendant les premières années qui suivent sa proclamation, on peut croire qu'il n'est pas né viable et que, comme les deux premières fois, il est voué à une mort rapide et prématurée.

Le nom de république est à peine prononcé. Adolphe Thiers, le libérateur du territoire, a seulement le titre de chef du pouvoir exécutif. S'il l'avait voulu, le comte de Chambord serait peut-être devenu roi de France, sous le nom de Henri V. Son intransigeance sur la question du drapeau blanc a fait échouer la restauration monarchique. Rééditer 1830 paraît un instant possible, mais le comte de Paris, timide et hésitant, ne sait pas jouer sa chance. La mort de Napoléon III et surtout

celle de l'infortuné prince impérial, enlèvent aux bonapartistes tout espoir de rétablissement de l'Empire.

De 1870 à 1875, la France vit sous un régime instable. Il lui faut attendre cinq ans pour avoir une constitution définitive. C'est, en effet, seulement en 1875 que la république est officiellement votée à une voix de majorité et obtient un statut régulier.

Adolphe Thiers est renversé, le 24 mai 1873, par la coalition des droites.

Celles-ci le remplacent immédiatement par le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, qui, le premier, porte officiellement le titre de président de la République.

Mac-Mahon est un soldat loyal et brave, mais aussi un politicien maladroit et mal conseillé. L'aventure du 16 mai 1877, pendant laquelle il tente, par un coup de force antiparlementaire, d'endiguer le courant républicain, tourne mal. Gambetta, que les hommes de droite, avant de se rapprocher de lui, qualifient de « fou furieux », mène contre le maréchal et ses ministres une campagne ardente et impitoyable. Il somme le chef de l'État « de se soumettre ou de se démettre ». Le pauvre président commence par se soumettre et finit par se démettre.

Le 30 juin 1879, il est remplacé à l'Élysée par un avocat notable, jouissant d'un renom d'austérité et qui a débuté, en 1848, dans la carrière politique en demandant à l'Assemblée Nationale de voter la suppression de la présidence

de la République. Il jugeait alors cette fonction inutile, même dangereuse. En vieillissant, il change d'avis et, dès qu'il est entré à l'Élysée, il pense que la présidence de la République est une utile et agréable fonction.

Nous voici en 1887. La République a dix-sept ans. Elle va avoir sa crise de croissance.

Dans tous les temps, sous tous les régimes, il y a eu des scandales. Sous la royauté, alors que tout pouvoir émanait du souverain, les fautes étaient soigneusement cachées, et la maxime bien connue : « Quand un évêque pêche, je le couvre de mon manteau », était la règle absolue et peut-être salutaire.

Il n'en est plus de même sous la République. Aux rois, seuls maîtres et seuls juges, se sont substitués neuf cents souverains.

La presse, autrefois ligotée et asservie, devient libre, toute-puissante. Les scandales ne peuvent plus être étouffés. La République va souffrir de l'excès même de la liberté, qui est sa raison d'être.

Or, en ce temps-là, Jules Grévy règne encore sur la France. Après un premier septennat, il est réélu président de la République, fait unique dans nos annales.

Il est respecté, honoré, écouté de tous les hommes politiques, qui le considèrent comme un arbitre infaillible et un homme impeccable. Il semble que la mort seule pourra le forcer d'abandonner le palais présidentiel et

qu'il doive terminer en beauté une longue vie qui lui a procuré des honneurs et des profits.

Le palais de l'Élysée, sous le règne de Grévy, n'est pas précisément le refuge de la joie, le temple de la gaieté.

Grévy a gardé de son origine le goût de l'économie et même la passion de l'avarice. Les réceptions de l'Élysée sont célèbres par la sobriété de leurs menus.

Le maréchal de Mac-Mahon avait conservé le culte de l'élégance française ; le président Grévy, au luxe nécessaire à la vie nationale, préfère la simplicité démocratique.

Après le frugal repas, la grande distraction offerte aux invités est le noble jeu de billard. Grévy a la prétention d'être un champion. Ses familiers et les candidats ministres qui l'entourent fortifient en lui le sentiment de sa supériorité, en se laissant régulièrement battre, pour se concilier ses faveurs.

En somme, Jules Grévy coule sous les lambris dorés de l'Élysée une existence paisible, qu'aucun orage ne semble devoir troubler.

Il a un gendre, député d'Indre-et-Loire, ancien sous-secrétaire d'État des Finances, Daniel Wilson, qui est le frère de M^{me} Pelouze, propriétaire du château de Che-nonceaux.

Wilson représente à la Chambre l'arrondissement de Loches, dont il fait son fief,

Curieuse figure que celle de ce politicien, brasseur d'affaires, propriétaire de nombreux journaux, qui semble être l'imitateur des mauvais politiciens qui ont été la plaie de tous les temps et de tous les pays.

Le scandale n'a pas encore éclaté que, déjà, on chuchote, dans les couloirs du Palais-Bourbon et dans les salles de rédaction, que Wilson est un trafiquant, qu'il a établi, à l'Élysée même, une officine louche, avec ses courtiers mâles ou femelles, ses rabatteurs et ses intermédiaires.

Plusieurs années avant la révélation officielle de ces trafics, un polémiste, Auguste Chirac, les avait dénoncés dans la feuille qui lui servait de journal. Peu à peu, les accusations deviennent plus précises, plus directes. Mais la justice semble sourde et aveugle. A ceux qui sont tentés de lui reprocher son inaction, elle a une réponse péremptoire : elle n'est saisie d'aucune plainte.

Qui donc oserait se plaindre de celui qu'on appelle le premier gendre de France ? Il est tout-puissant ; Grévy le laisse faire. Wilson parle en son nom. Quand il écrit, il ose employer cette formule : « Le président de la République et moi avons à cœur de faire nommer le général Thibaudin au commandement d'un corps d'armée ».

Des amis sincères de Jules Grévy viennent l'avertir du péril imminent. Il refuse de les écouter. Il continue à laisser faire celui qui le compromet et va le perdre.

Le vénérable et austère président ne veut pas voir ce qui se passe presque sous ses yeux. Son gendre a créé dans le palais même qu'ils habitent tous deux un fonds de commerce d'un genre spécial. Il a ouvert une boutique où l'on vend, au plus offrant et dernier enchérisseur, la croix de la Légion d'honneur.

Au calme apparent qui règne à l'Élysée, le trouble, l'inquiétude et l'angoisse vont succéder. Paris, sensible et nerveux, commence par railler, et les camelots font fortune en vendent sur les boulevards une chanson nouvelle, qu'ils annoncent d'une voix sépulcrale : *Ah ! quel malheur d'avoir un gendre !* La raillerie est vite remplacée par la colère. Que s'est-il donc passé ?

Le drame va se jouer, en plusieurs actes, même en plusieurs pièces, sur deux théâtres différents : le Palais-Bourbon et le Palais de Justice.

Mais l'essentiel se jouera dans le milieu judiciaire.

Voyons d'abord le premier aspect de ce que l'on a appelé l'affaire des décorations. Dans des circonstances qui vont être précisées, le nom de Wilson est fâcheusement mêlé au trafic de la Légion d'honneur. Les députés s'emparent de ces accusations, qui ont leur écho à la tribune de la Chambre. L'extrême gauche en profite pour combattre un ministère modéré, et la droite pour frapper au cœur la République en la personne de son président.



JULES GRÉVY DONNANT LECTURE, A LA TRIBUNE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, DE LA LETTRE DE DÉMISSION DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON (JANVIER 1879).

Le 5 novembre 1887, malgré l'opposition du gouvernement, une commission d'enquête est nommée par deux cent soixante-quatre voix contre deux cent cin-

quante-sept. Le 17 novembre, la Chambre autorise des poursuites contre Wilson.

Entrez avec moi dans la salle des séances de la Chambre. Voici, à la tribune, un homme qui tient l'assemblée courbée sous la domination de sa parole incisive et tranchante. Quand il parle, les ministres sont prostrés à leurs bancs, figés par la terreur, car il est le grand tombeur des ministères, et ses victimes ne se comptent plus. Son teint est jaune comme celui d'un Asiatique, dont il a le masque. Ses yeux, aux regards durs, sont cachés sous d'épais sourcils. Une courte moustache achève de donner à ses traits plus de force et plus de relief. C'est Georges Clemenceau qui parle, c'est encore lui qui agit.

Le 19 novembre, le ministère est démissionnaire. Grévy continue à couvrir son gendre. Il ne veut pas croire à sa culpabilité :

— Daniel n'est pas méchant, ce sont ses journaux qui l'ont perdu.

Le vieux juriste, obstiné comme un paysan qui refuse de quitter sa terre, veut garder sa haute et lucrative fonction.

Les Chambres, pour le contraindre à démissionner, empêchent la constitution d'un ministère. De Freycinet, Floquet, d'autres encore, échouent. Grévy, mettant de côté tout amour-propre et toute rancune, s'abaisse jusqu'à faire appeler Clemenceau. Le Tigre oppose un refus dédai-

gneux, sans se douter qu'il lui faudra attendre près de vingt ans pour recevoir une offre semblable.

Grévy ruse encore, il feint la résignation et annonce sa démission pour la semaine suivante.

Gagner du temps, c'est peut-être vaincre, car Grévy connaît le personnel parlementaire, il sait que sa plus grande chance de rester est dans la difficulté de lui trouver un successeur.

Le choix n'est cependant pas compliqué. Un homme s'impose par son talent, par son courage et par les services qu'il a rendus. C'est Jules Ferry. Mais les démocraties n'aiment pas ceux qui dépassent de trop haut la moyenne du milieu parlementaire.

Si Ferry a des partisans, il a surtout de féroces ennemis. Il faut compter avec les hésitations, la veulerie et la lâcheté de la masse flottante, qui existe dans toutes les assemblées.

Grévy sait tout cela. Il escompte les haines avouées, les rancunes cachées et les hésitations profitables. La rue s'agite, les journaux de l'opposition vitupèrent. Les réunions publiques sont houleuses, et voici ce qu'on appelle les nuits historiques.

Les 28 et 29 novembre, Clemenceau, Rochefort, Déroulède et Laguerre se réunissent au café Durand et chez Georges Laguerre, rue Saint-Honoré. Le général Boulanger est admis à l'honneur de siéger parmi les conjurés. Le cénacle nocturne prononce l'exclusion contre Jules

Ferry, tandis que la foule, ignorante et saturée de calomnies, hurle :

— A bas Ferry-Tonkin ! A bas Ferry-famine !

Les Chambres tiennent compte de cet avertissement, elles prennent peur en entendant gronder le lion populaire. Une mise en demeure est adressée à Grévy. Le 2 décembre, en un message irrité, il donne sa démission.

Clemenceau, éternel railleur, avait gouaillé et avait écrit : « Je voterai pour le plus bête. » Il ne tint pas parole, car Sadi Carnot est élu, après le désistement de Ferry, devant le résultat du premier tour de scrutin. Avec Sadi Carnot, la République pouvait respirer. L'honneur, l'intégrité, l'impeccable correction, entraînent à l'Élysée.

Grévy quitte sa fonction et s'installe dans le somptueux hôtel de l'avenue d'Iéna. Comme le sous-lieutenant de *La Dame Blanche*, il avait acheté un château sur ses économies.

Tel est le résumé des principaux incidents politiques suscités par l'affaire des décorations.

La pièce principale se joue au Palais de Justice, où tous les scandales parlementaires, financiers, mondains et sanglants aboutissent et sont jugés.

La petite salle d'audience de la dixième chambre du tribunal correctionnel va voir comparaître et s'asseoir, sur les bancs réservés d'ordinaire aux voleurs et aux

escroc̄s, deux généraux et un ancien sous-secrétaire d'État, gendre du président de la République.

La chronique judiciaire écrit des pages d'histoire.

Le 6 octobre 1887, le général Caffarel, sous-chef d'état-major de l'armée, est envoyé au Cherche-Midi pour avoir trafiqué de la Légion d'honneur. Il n'est pas le seul compromis. Le lendemain, le général d'Andlau, sénateur de l'Oise, redoutant une arrestation imminente, prend la fuite et reste introuvable. Dans sa course vers la frontière, il peut entendre, « hurlant après ses chausses... un tas de créanciers, suivis de leurs petits ».

Le 9 octobre, une intrigante, M^{me} Ratazzi, est écrouée à Saint-Lazare. Le 14, le général Caffarel est mis en non-activité. C'est le commencement du scandale.

L'opinion publique, pour une fois, voit clair et juste. Dans tous les milieux informés se répand le bruit que Wilson est le principal coupable. Sa haute situation et sa puissante alliance le mettront-elles à l'abri des rigueurs de la justice ?

Les adversaires du régime crient à la pourriture républicaine. Généralisation injuste, mais, en politique, il n'y a pas de justice. Les polémistes trempent leur plume dans le vitriol pour atteindre le régime et ses audacieux profiteurs.

Le 26 octobre, Daniel Wilson, craignant la colère populaire, est obligé de quitter de nuit, en se cachant, le palais de l'Élysée.

Son déménagement nocturne est long et laborieux. Il emporte dans l'hôtel de son beau-père, avenue d'Iéna, les vingt-deux mille vingt-deux dossiers qui contiennent la preuve de ses trafics, que la justice, lente à se mouvoir, lui donnera le temps d'expurger soigneusement de la plupart des pièces compromettantes.

Le général Caffarel comparaît devant la dixième chambre. Simple lever de rideau. Il excite la pitié plus que la colère ou la sévérité. Caffarel apparaît comme un inconscient, perdu de dettes, victime des usuriers, toujours à la recherche de quelques billets de mille francs, qu'il emprunte à gros intérêts, pour se soustraire aux incessantes poursuites des huissiers, en payant ses innombrables billets à ordre.

Il a perdu à la Bourse des sommes importantes, lors du krach de l'Union Générale, et vit d'expédients et d'emprunts. Il achète et revend, sans les avoir payés, des voitures, des chevaux et toutes les marchandises qu'il peut se procurer. Tenu à la gorge par ses créanciers, il est fatalement destiné à devenir la proie des intermédiaires, qui sont la plaie de la société moderne.

Au premier rang de ceux-ci, assise auprès du général, est la femme Limouzin, curieux type d'homme d'affaires femelle. C'est une rabatteuse, une redoutable intrigante, prête à faire tous les métiers pourvu qu'ils soient lucratifs.

Caffarel l'avait connue lorsqu'il était venu la supplier de renouveler un de ses billets à ordre. La Limouzin, qui avait un intarissable bagout, une audace infernale, avait étalé ses références devant le naïf et crédule général. Elle parlait du général Boulanger comme d'un ami et se targuait de son intimité avec le général Thibaudin, ancien



Général Caffarel

Mme Limouzin

Général Comte d'Andlau

ministre de la Guerre ; surtout, elle prononçait en toutes occasions le nom de Daniel Wilson, qui était son meilleur protecteur.

Caffarel est un gibier de peu d'importance comparé à ces personnages, mais elle crut profitable de le faire figurer dans son tableau de chasse.

Le général d'Andlau est bien mal entouré. Il a pris prudemment la fuite, mais ses complices comparaissent à l'audience.

Mme Ratazzi, femme d'un employé des postes, à qui

Wilson a procuré de l'avancement, peut rivaliser de cynisme et d'effronterie avec la Limouzin.

Parmi les comparses, figurent Blanche Costard, dite de Saint-Sauveur, dont le nom a déjà été prononcé dans un précédent scandale, et la baronne de Kaula. Elle a négligé son commerce de marchande de formes coulissées pour modes et présenté au général un généreux candidat à la Légion d'honneur.

Le lever de rideau n'excite pas la curiosité. Les spectateurs ont le sentiment que les acteurs sont de simples seconds rôles. L'intérêt est dans la coulisse, où se tient encore le principal personnage, Daniel Wilson.

Pour qu'il apparaisse à son tour sur la scène judiciaire, il faudra que ses complices « mangent le morceau ».

Ils ont déjà commencé à « se mettre à table », mais leur appétit s'est soudain calmé. La scène est curieuse et mérite d'être rappelée.

La Limouzin et la Ratazzi sont confrontées avec Wilson, dans le cabinet de Laurent Atthalin, un excellent magistrat, qui fut un parfait juge d'instruction. Les deux femmes s'acharnent contre Monsieur Gendre. Elles l'accusent d'être l'instigateur et le profiteur du trafic des décorations. Wilson, anglo-saxon d'origine, a gardé le calme, le flegme de la race dont il est issu. Dédaigneux, parlant peu pour ne pas se livrer imprudemment, mais toujours prêt à la riposte, il résiste victorieusement à la tempête qui le menace.

Après de longues heures de ce combat judiciaire qui s'est livré dans le secret d'un cabinet d'instruction, vers le soir, les deux femmes perdent peu à peu leur fougue et leur aplomb. Elles simulent une syncope, pour masquer leur embarras. Après avoir reçu les soins du docteur Vibert, elles pleurent à chaudes larmes et se rétractent.

Wilson gagne la première manche. La lutte n'est pas terminée. L'instruction se poursuit.

Le dossier de M. Atthalin se gonfle de nombreuses lettres de dénonciation, qui prouvent l'intérêt passionné que le public prend à l'affaire. L'un de ces correspondants conseille au juge de fouiller le corsage de la Limouzin, qui contient des protubérances suspectes, où elle doit cacher le plan de mobilisation qu'elle aurait soustrait à la faiblesse du général Caffarel. Comme Louis XIII, Atthalin ne mettait pas ses mains là. Dans les affaires les plus graves et les plus tristes, il y a toujours des à-côté grotesques et des détails comiques.

Le 8 novembre 1887, la dixième chambre, présidée par M. Villers, juge cette première affaire.

Caffarel a l'air d'un brisquard du second Empire. La Limouzin ressemble à une vieille entremetteuse. Petite, contrefaite, outrageusement peinte, minaudière, bref, comme dit don César de Bazan, une

affreuse compagne

Dont la barbe fleurit et dont le nez trognonne.

La Ratazzi est moins vilaine. Elle a même une certaine allure et semble aussi à l'aise à l'audience que dans son salon, où elle tendait ses filets pour attirer les ambitieux et les vaniteux.

Nullement émue, elle semble considérer sa comparution en justice comme un risque professionnel.

Négligeons les comparses, pour ne pas jouer la scène des portraits.

Les témoins, candidats au ruban rouge, sont tous atteints de maladies diplomatiques pour ne pas comparaître à l'audience.

Le président se fâche et charge le docteur Vibert de vérifier ces maladies opportunes.

L'interrogatoire nous révèle quelques curieux détails. La Ratazzi a déjà été condamnée à trois mois de prison pour avoir tenté de corrompre Henri Michelin, conseiller municipal de Paris. Son appartement est divisé en deux parties. L'une, à l'aspect pauvre, sordide, est réservée au logement du ménage ; l'autre contient des salons d'un luxe criard de mauvais goût, où la courtière reçoit les candidats au ruban rouge et les postulants à un emploi de l'État.

Près de la Ratazzi est assise une fille Véron, dite de Courteuil, qui a inventé un produit permettant de s'émailler les dents soi-même. Elle est chargée du rayon des petites gens. Elle a même proposé la décoration à un cordonnier, qui faillit en mourir de surprise dans sa modeste échoppe.

Un courtier mâle est égaré dans ce troupeau de femmes ; il s'appelle Bayle. Il dit tenir à Auteuil une pension de famille, à laquelle est annexée une vacherie modèle.

Les décorés ou décorables sont Vicat, inventeur d'un insecticide qui porte son nom. Il jure ses grands dieux n'avoir remis comme rémunération qu'une boîte de son produit, accompagnée d'un soufflet pour s'en servir et d'un pot de moutarde dont il est également l'inventeur. Pour appuyer sa candidature, il a remis un volumineux dossier contenant ce qu'il appelle ses titres. C'est une liasse de prospectus-réclame.

— Ah ! ah ! fait l'auditoire.

Michel est l'inventeur génial de la gamelle individuelle, qui permet au troupiér d'éviter l'ennui de la nourriture puisée dans le même récipient.

Dès la première audience, l'ombre de Wilson apparaît. La Limouzin ne prononce pas son nom. Elle emploie de prudentes formules. L'argent reçu était destiné à d'autres personnes.

— Leurs noms ? interromp le président.

Elle hésite, grimace, minaude, chausse son nez majestueux du lorgnon qu'elle agite d'ordinaire dans sa main osseuse et, le regard narquois, la lèvre ironique, elle répond insolemment :

— Je les ignore.

Lorentz, complice assidu et commensal intime, fait rire l'auditoire en affirmant qu'il a été mêlé seulement à des pourparlers qui n'ont pas été « sanctifiés ». Il a voulu dire ratifiés.

L'intérêt de l'audience est assez mince. L'intrigue se corse avec l'apparition à la barre des témoins de l'agent d'affaires Dufour. Il jette dans le débat le nom de Wilson, il affirme que M^{me} Limouzin a ses petites entrées à l'Elysée.

— Ah ! ah ! fait l'auditoire.

La menace rituelle de faire évacuer la salle ramène difficilement le calme.

A la troisième audience, le scandale est complet. Un coup de tonnerre éclate, qui déchire tous les voiles dont la vérité était enveloppée pour la mieux dissimuler aux regards des juges.

Avant cet incident capital, les amateurs des pièces judiciaires ont vécu des minutes curieuses : M^{me} de Courteuil proposait la Légion d'honneur sans se cacher, comme si elle vendait du drap, de la soierie ou un produit alimentaire. Elle disait à qui voulait l'entendre :

— J'ai des croix à cinquante mille francs ; d'autres pour les gens moins pressés, à quarante mille francs. Il n'est pas nécessaire d'avoir fait quelque chose pour être décoré, il suffit de n'avoir rien fait qui empêche de l'être.

Quel merveilleux chapitre Balzac eût tracé de cet

étonnant et écœurant spectacle si, du haut du ciel, sa demeure dernière, il avait eu la bonne fortune de pouvoir y assister !

M^{me} de Courteuil était renseignée sur les tarifs auxquels elle devait vendre ce qu'elle avait l'audace de considérer comme une marchandise. Pour les petites bourses, auxquelles la Légion d'honneur restait d'un prix inaccessible, elle se contentait d'offrir les palmes académiques, au prix d'occasion de quinze mille francs. Cynique ou inconsciente, M^{me} de Courteuil répond au président Villers :

— Je savais que l'on vendait des croix. Je l'aurais offerte à mon juge d'instruction, M. Atthalin, si je l'avais connu avant cette affaire.

Voici le coup de tonnerre annoncé : Marcel Habert, défenseur de la Limouzin, le fait éclater.

— Ma cliente, dit-il, prétend que deux lettres de M. Wilson, saisies chez elle par la police, sont restées longtemps à la préfecture, où une substitution a été opérée. Ces lettres sont écrites sur du papier à en-tête de la Chambre des députés.

Un papetier, fournisseur du Parlement, est à la barre, on lui montre les lettres extraites des scellés. Le témoin affirme, après avoir regardé le filigrane, que ce papier n'a été mis dans le commerce qu'en septembre ou octobre 1885. Or, les lettres portent les dates de mai et juin 1884.

On devine l'effet produit par cette foudroyante révélation. De tous côtés, dans le brouhaha de l'audience, on entend ces réflexions :

— C'est abominable ! Les scellés ont été tripatouillés... Le préfet de police, complaisant, a voulu rendre service à Grévy et à son gendre...

L'audience est suspendue au milieu d'une intense agitation.

La Limouzin, se tournant vers le banc de la presse, s'écrie :

— Je suis ici pour cette canaille de Wilson ; il me le payera si je suis condamnée.

A la reprise, le substitut Lombard prononce son réquisitoire, mais l'attention est ailleurs. On sent que quelque chose de nouveau va surgir. Le 11 novembre, au début de la quatrième audience, l'inévitable se produit. Le procureur général Bouchez et le procureur de la République Bernard sont assis auprès du substitut Lombard. Le juge d'instruction Atthalin vient conférer avec eux. Demange, cet admirable avocat, a commencé sa plaidoierie pour le général Caffarel. Le substitut Lombard se lève et l'interrompt. Il annonce que le garde des Sceaux a prescrit l'ouverture d'une instruction contre les auteurs, *quels qu'ils soient*, de la substitution des lettres et de la fabrication des faux. Tous les défenseurs réclament le sursis du procès et la mise en liberté de leurs clients. Après une courte délibération, le tribunal a fait droit à leur

demande, en ce qui concerne le général Caffarel, la Limouzin et Lorentz. Les autres prévenus, rivés à la même chaîne que le général d'Andlau, seront jugés sans désen-
parer.

Notons qu'à cette même audience lecture a été donnée de lettres extraordinaires écrites par le général Thibaudin à la Limouzin. Il lui parlait « du bonheur qu'il avait éprouvé par le charme de sa conversation et la sincérité de ses sentiments ». Il pria la Limouzin de le considérer « comme le meilleur des amis ». Or, le général avait déclaré à la presse :

— Si cette femme s'était présentée à mon cabinet de ministre, je l'aurais mise à la porte, avec un coup de pied dans le... derrière.



M^{me} RATAZZI ET SON AVOCAT,
M^e DE SAINT-AUBAN.
Croquis d'A. Lemaître.

Nous savons déjà que l'incident du filigrane, soulevé par Marcel Habert, a son retentissement à la Chambre. Le 17 novembre, sous la poussée irrésistible de la presse, qui a ameuté l'opinion publique, le gouvernement est contraint de déposer une demande en autorisation de poursuites contre le député Daniel Wilson. Le préfet de police Gragnon et le chef de la sûreté Goron sont également poursuivis pour détournement et substitution de pièces. Gragnon quitte ses fonctions. Le 10 décembre, la chambre des mises en accusation, réunie exceptionnellement à la chambre des appels correctionnels, examine l'affaire. Au nom de M. Wilson, un mémoire est déposé par ses avocats, le bâtonnier Bétolaud et M^e Lenté. Mon cher et regretté patron, le bâtonnier Durier, fait de même pour le préfet de police. M^{me} Limouzin, qui a l'ingénieuse et subtile idée de se porter partie civile, fait aussi déposer un mémoire par M^e Aliès.

Le 14 décembre, à la joie des uns, à la surprise ou à l'indignation des autres, un arrêt de non-lieu général est rendu.

Pendant ce temps, un aventurier russe, courtier en décorations, le baron de Coelln, est jugé. Le nom de Daniel Wilson est encore prononcé à l'audience. Décidément, le « premier gendre de France » est mêlé à toutes les affaires scandaleuses.

Nous savons déjà que l'incident du filigrane, soulevé par Marcel Habert, a son retentissement à la Chambre. Le 17 novembre, sous la poussée irrésistible de la presse, qui a ameuté l'opinion publique, le gouvernement est contraint de déposer une demande en autorisation de poursuites contre le député Daniel Wilson. Le préfet de police Gragnon et le chef de la sûreté Goron sont également poursuivis pour détournement et substitution de pièces. Gragnon quitte ses fonctions. Le 10 décembre, la chambre des mises en accusation, réunie exceptionnellement à la chambre des appels correctionnels, examine l'affaire. Au nom de M. Wilson, un mémoire est déposé par ses avocats, le bâtonnier Bétolaud et M^e Lenté. Mon cher et regretté patron, le bâtonnier Durier, fait de même pour le préfet de police, M^{me} Limouzin, qui a l'ingénieuse et subtile idée de se porter partie civile, fait aussi déposer un mémoire par M^e Aliès.

Le 14 décembre, à la joie des uns, à la surprise ou à l'indignation des autres, un arrêt de non-lieu général est rendu.

Pendant ce temps, un aventurier russe, courtier en décorations, le baron de Coelln, est jugé. Le nom de Daniel Wilson est encore prononcé à l'audience. Décidément, le « premier gendre de France » est mêlé à toutes les affaires scandaleuses.

Les femmes (je veux dire les plaideuses) sont souvent infidèles. La Ratazzi éprouve le besoin de changer d'avocat. Son nouveau choix est heureux. Me Émile de Saint-Auban, notre actuel bâtonnier, l'assiste devant la cour.

Vous n'oubliez pas que la Ratazzi a d'abord accusé Wilson, puis qu'elle s'est rétractée. Devant la cour, elle brûle ses vaisseaux. Si elle se tait lorsque le président l'interroge, Me de Saint-Auban parle pour elle, et quel magnifique langage, quel terrible réquisitoire contre Wilson ! Ardent, incisif, impitoyable, Me de Saint-Auban débride la plaie et porte le fer rouge sur l'homme, son entourage, ses complices et ses procédés.

A quel mobile obéit la Ratazzi en accusant Wilson ? Il est facile de le discerner. La louche entremetteuse n'agit pas par amour de la vérité. Elle a ménagé Wilson tant qu'il était tout-puissant. Il est à terre, vaincu, désarmé, en apparence abandonné de tous ceux qui lui doivent peut-être leurs places, leur avancement. Son beau-père a quitté l'Élysée sous les huées ; le gendre peut craindre chaque jour d'aller coucher à Mazas.

Ne demandez pas à l'âme vile de la Ratazzi d'éprouver un sentiment généreux ; elle agit dans son seul intérêt et croit apitoyer ses juges en se donnant devant eux l'apparence de la sincérité. Elle pense, par surcroît, qu'à se faire l'auxiliaire bénévole de la justice en dénonçant son complice elle pourra récolter en échange quelques menues

faveurs. Son calcul n'est qu'en partie déjoué. Elle reste condamnée, mais sa peine est abaissée de treize à six mois de prison.

La justice a été lente à se mettre en mouvement pour poursuivre Wilson. Dès que l'instruction est ouverte, elle cherche à rattraper le temps perdu et met, si j'ose dire, les bouchées doubles. Le dossier est confié à M. Vigneau. Barbu, chevelu, hirsute, l'air d'un diable qui sort d'une boîte, voilà pour le physique du magistrat instructeur. Bourreau de travail, passionné pour sa profession, acharné à la recherche de la vérité, ayant du goût pour les procédés inquisitoriaux, voilà pour le moral. L'esquisse du portrait est complète ainsi.

Pendant des heures entières, le juge tient les inculpés, qui, à cette époque, sont privés de l'assistance de l'avocat, et cherche, par la persuasion ou par la menace des sanctions légales, à leur arracher des aveux.

Ribaudeau est dans le cabinet de M. Vigneau. Il est interrogé comme témoin, mais il sait que cette heureuse situation n'est que provisoire et que l'inculpation est proche.

A huit heures du soir, Wilson, qui a été aussi interrogé, et Ribaudeau sont exténués. Le juge, infatigable, reste frais et dispos. Sous prétexte d'empêcher Ribaudeau de communiquer avec Wilson, M. Vigneau n'hésite pas

à emmener Ribaudeau chez Lapérouse et le fait asseoir, pour dîner, à sa table, entre son greffier et lui. Quand ce stupéfiant dîner sera connu des supérieurs hiérarchiques du juge, celui-ci protestera de la pureté de ses intentions.

— Il était tard; dira-t-il, nous avons tous faim. Si j'ai fait asseoir Ribaudeau à ma table, c'était pour ne pas l'humilier.

Ce premier incident est bizarre et inquiétant. Voici mieux encore. C'est ce qu'on a appelé le coup du téléphone.

Un M. Legrand avait versé quatre-vingt-quatorze mille francs pour obtenir la croix. Un procès de succession l'avait ensuite mis en conflit avec ses sœurs, partiellement déshéritées et entièrement déçues. Le procès s'était terminé par une transaction, mais le juge rapporteur, M. de Boislile, avait gardé copie des pièces compromettantes, dont les originaux avaient disparu des dossiers soumis au tribunal. Le juge Vigneau se rend dans un bureau de poste de son quartier. Il demande la communication avec M. Legrand, sans faire connaître son nom et sa qualité. Comme Legrand est hermétiquement sourd, son employé, homme de confiance, transmet les demandes et les réponses. L'employé, défiant, demande d'emblée :

— Avec qui parlons-nous ?

Sans hésiter, le juge répond :

— Avec le bureau téléphonique de l'avenue d'Iéna. Ce qui permettait de penser que Wilson était au bout du fil. Tranquillisé, l'employé dit :

— Ils n'ont point saisi les lettres Ratazzi, elles sont en lieu sûr.

A cette époque, le juge d'instruction avait un pouvoir exorbitant. L'inculpé, privé de son avocat, était seul en face de son juge armé de toutes les sévérités de la loi. Il pouvait être maintenu au secret pendant des semaines et même des mois. Il ignorait tout du dossier constitué contre lui.

On reste confondu devant les procédés employés par un juge qui était certes un honnête homme, mais qui faisait preuve d'un zèle dangereux et maladroit.

Armand Fallières est le garde des Sceaux de l'époque. Il n'hésite pas, l'instruction est enlevée à M. Vigneau, qui est traduit devant la Cour de cassation constituée en conseil supérieur de la magistrature. Le 30 janvier 1888, la Cour suprême rend le plus indulgent des arrêts : le juge n'est frappé que de la censure simple. Une forte minorité s'est même prononcée pour l'acquittement, ce qui est peu rassurant pour les justiciables.

Pour remplacer M. Vigneau, un choix excellent est fait : l'instruction est confiée à M. Laurent Atthalin.

Tous ces incidents font l'objet d'ardentes polémiques

de presse. L'intérêt du public ne faiblit pas, il attend avec impatience l'heure de l'audience, car toutes les affaires qui précèdent sont considérées comme de simples levers de rideau. La pièce principale se joue enfin.

Le 16 février 1888, Daniel Wilson comparait devant les juges de la dixième chambre, composée des mêmes magistrats qui ont déjà connu des affaires de décorations.

Cette fois, le déballage est complet, et le principal personnage apparaît, à la lumière crue de l'audience, sous son véritable aspect. Tout à l'heure, nous l'entendrons parler et tenter de se défendre.

Il n'est pas seul en cause. Voici Dubreuil qui, compromis pour avoir aidé, moyennant rétribution, à satisfaire la vanité de sa clientèle, est lui-même un vaniteux, Il répudie son nom plébéien, ou, du moins, il le coupe en deux pour lui donner une apparence nobiliaire. Il proteste faiblement quand son innocence est en jeu, mais il se fâche et s'indigne quand la prévention lui conteste le droit de se faire appeler le comte du Breuil.

Ribaudeau, originaire d'Indre-et-Loire, est l'homme de confiance, l'éminence grise de Wilson. Il est entièrement dévoué à son patron, qui l'a fait venir de province et lui a donné à Paris une situation lucrative. Dubreuil a la faconde du camelot ; Ribaudeau est moins bavard



L'ARRIVÉE DE DANIEL WILSON A L'AUDIENCE
— Croquis d'A. Lemaistre.

et plus distingué. Il intimide les solliciteurs de la croix, qui n'osent rien lui refuser.

Voici un de ses procédés pour faire verser la forte somme

aux quémandeurs de la Légion d'honneur : Ribaudeau amène à Wilson un « sieur Crespin de la Jeannière, inventeur enrichi », auquel il a dit en regardant sa boutonnière vierge :

— Comment, vous n'êtes pas décoré ? Un homme comme vous !

L'hameçon est jeté, le poisson va mordre. Ribaudeau se déclare prêt à réparer une injustice. Il présentera le postulant à Wilson. Ce qui fut dit fut fait. L'entrevue est cordiale ; le local, impressionnant ; l'Élysée impose le respect et la confiance.

Wilson est trop fin et trop prudent pour lancer une demande d'argent. Il se contente de dire :

— Vous vous intéresserez à mon journal.

Le côté financier regarde Ribaudeau. Il demande d'abord deux cent mille francs, puis rabat à cent cinquante mille. Ribaudeau ajoute :

— Bien entendu, il ne s'agit pas de payer la croix. Elle n'est pas à vendre, mais simplement de manifester sa reconnaissance à M. Wilson, en s'intéressant à ses journaux. Celui-ci attirera l'attention du ministre sur un candidat qui a, d'ailleurs, tous les titres à une distinction enviée. Mais les demandes sont nombreuses, il s'agit d'obtenir un tour de faveur.

Crespin a de la défense. Il verse deux acomptes. Lorsque l'*Officiel* paraît, le 1^{er} janvier, il est surpris et indigné

de n'y point voir figurer son nom dans la longue liste des heureux légionnaires. Il réclame. Calme et narquois, Ribaudeau riposte :

— Si vous aviez versé davantage, les choses eussent été plus vite.

Crespin reste sourd à l'invite. Le 14 juillet, l'*Officiel* conserve le même mutisme. Crespin proteste, crie, tempête, menace de livrer à la publicité le nom de Wilson, et, après une résistance acharnée de Ribaudeau, obtient la restitution des acomptes versés.

Un second client est le banquier Belloc. Ribaudeau lui tient le même langage, et l'on peut dire qu'il lui fait les mêmes boniments. Belloc profite d'un abaissement de tarif. Le prix demandé est de cinquante mille francs. Il aura, par dessus le marché, son portrait avec une belle notice biographique à la première page d'un des journaux de Wilson, *Le Moniteur de l'Exposition*.

Notons que Legrand est le plus heureux des trois. Seul, il a été décoré. Wilson lui avait tenu un propos très compromettant. Comme Legrand lui proposait trois cents francs pour prix de son abonnement au journal, Monsieur Gendre, en caressant sa belle barbe, lui avait répondu :

— Oh ! vous ajouterez bien un zéro, voyons !

J'ai dit combien les polémiques de presse ont été violentes à propos de l'affaire Wilson. Un journal, adver-

saire du régime républicain, commence ainsi le compte-rendu de la première audience : « Voilà donc le dauphin de la République bourgeoise sur les bancs de la police correctionnelle ».

Les regards du public se détournent volontiers de Dubreuil et de Ribaudeau pour se fixer sur Wilson. Ceux qui le connaissent remarquent combien il a vieilli. La lutte terrible qu'il soutient depuis quelques mois l'a usé. Son dos est voûté, ses traits se sont creusés ; des fils d'argent apparaissent dans sa barbe, qu'il continue à caresser d'un geste machinal. Il ressemble encore à ces Yankees qu'on nous dépeignait au temps de ma jeunesse, dans les récits de voyages ou les livres d'aventures. Il a conservé son imperturbable sang-froid. Il parle posément, lentement, sans élever jamais la voix, et discute son affaire, où il risque de perdre son honneur et sa liberté, comme s'il exposait à une assemblée d'actionnaires les chiffres d'un bilan trompeur.

Wilson a pénétré facilement dans la salle d'audience ; car les abords en sont sévèrement gardés par le commandant Lunel, qui était alors une curieuse physionomie du Palais. Ancien officier de cavalerie sous le second Empire, les jambes arquées par un long exercice du cheval, grand, mince, il parcourait d'un pas rapide les longs couloirs du Palais, imposant la crainte à ses hôtes forcés et le respect aux timides stagiaires. Déjà, des circulaires dra-

coniennes empêchent l'envahissement de l'audience, qui gagne en dignité ce qu'elle perd en pittoresque.

Wilson en police correctionnelle ! Quelle chute ! Quelle déchéance ! Quel chemin parcouru de la toute-puissance à la poursuite judiciaire, du palais de l'Élysée à l'antichambre de Mazas ! Il a quitté son comptoir élyséen si bien achalandé pour prendre place auprès de la Ratazzi.

Celle-ci ne manifeste aucune émotion : ce n'est pas une débutante, mais une habituée. Elle adresse un sourire gracieux au président Villers, comme à une vieille connaissance, et balance sa petite tête chafouine au sommet de laquelle est perché un immense chapeau, aussi largement empanaché que l'étaient autrefois les chevaux qui traînaient les carrosses royaux.

L'audience débute en gaieté. L'appel des témoins suffit à exciter l'hilarité. Crespin de la Jeannière est absent. L'huissier fait observer qu'il est juré à la cour d'assises. Le président Villers, qui manie l'ironie, répond :

— Oh ! il viendra tout à l'heure, quand il aura été récusé.

Cette remarque enchante Dubreuil, qui est, je l'ai déjà indiqué, le comique de la bande et semble toujours faire le boniment à une parade de foire.

Comme le président Villers lui reproche, son veuvage

étant incertain, de vivre avec une femme, il répond en baissant pudiquement les yeux :

— Oh ! monsieur le président, c'est une femme de ménage !

Le président Villers reprend :

— Mais vous avez un enfant avec elle ?

Très digne, Dubreuil riposte :

— Je ne vois pas qui cela peut intéresser ici !

Le président répond, légèrement prudhommesque :

— Tout ce qui a trait à la moralité d'un prévenu intéresse le tribunal.

Le dialogue continue. C'est un hors-d'œuvre, mais la scène est réjouissante.

Demande :

— Votre père était journalier ?

Réponse :

— Non, il était journaliste !

Quand le président lui précise l'inculpation, Dubreuil, souriant et désinvolte, l'interrompt :

— Je sais, je sais, il y a trois mois qu'on nous rabat les oreilles avec cette affaire de décorations.

Dubreuil, infatigable, proclame l'ardeur et la sincérité de ses convictions monarchistes. Il ne craignait pas de dire aux quémandeurs :

— Si vous étiez républicain et poussé par les Juifs, vous seriez depuis longtemps décoré de la croix des braves.

Il s'attaque, en passant, à M. Vigneau :

— Celui qui a été censuré, un petit roux, pas commode, quime tenait sans manger de huit heures du matin à minuit.

Il ajoute d'un ton sentencieux :

— J'ai l'usage du monde ; un homme arrêté ne vaut rien pour la vérité. On m'aurait accusé d'avoir volé la Sainte-Chapelle et la tour de l'Horloge que je l'aurais confessé humblement. Ah ! vous avez de la chance, monsieur le président, de ne pas être passé par le supplice de l'instruction.

L'auditoire rit. Dubreuil s'amuse plus encore.

Quelle scène pour les « tribunaux comiques » ! Jules Moinaux et Courteline eussent été ravis de faire figurer ce personnage dans la galerie des pitres judiciaires.

J'ai esquissé le portrait de Wilson et son attitude au banc des prévenus. Il surprend par son calme ; aucune réaction violente, aucune trace d'émotion. Il est aussi à l'aise que s'il soutenait, dans son ancien poste de sous-secrétaire d'État, un projet de loi devant la Commission des Finances. C'est un homme prudent : il a gardé toutes les lettres reçues et toutes ses réponses ; elles gonflent les vingt-deux mille vingt-deux dossiers saisis tardivement avenue d'Iéna. Son interrogatoire se termine par une déclaration solennelle, débitée d'une voix blanche et monocorde, que Tartuffe n'eût pas reniée et que, peut-être même, il n'eût pas osé faire.

— J'ai toujours pensé qu'il importait de voir les décorations décernées au mérite et non à la faveur. Il est utile, au point de vue de la moralité publique, que la croix soit accordée à ceux qui en sont dignes et non pas à ceux qui sont recommandés. Ce n'est pas à la veille de notre Exposition de 1889, quand les industriels et les négociants de l'étranger vont lutter pour obtenir cette grande distinction nationale, qu'il est permis de laisser croire que la Légion d'honneur s'obtient par des influences.

Ce stupéfiant boniment manque son effet ; il indispose les juges et l'auditoire. Wilson oublie qu'il se trouve dans l'étroit local de la dixième chambre du tribunal correctionnel. Il se croit, sans doute, à la tribune d'une assemblée parlementaire, ou sur l'estrade d'une réunion publique. La Ratazzi elle-même est ébahie et regarde avec admiration son complice, qui la dépasse en effronterie et en audace. Elle éprouve le besoin d'ajouter un mot et déclare que le seul désir de faire rendre justice au mérite a été la règle de leur conduite, que seul l'amour du prochain les a inspirés.

Un témoin, Boll de Villers, inventeur d'une machine à calculer, a reçu de Dubreuil l'offre de la Légion d'honneur pour quinze mille francs. Cette mise à prix, par rabais successifs est ramenée à trois mille francs. Mélancolique et désabusé, Boll de Villers déclare :

— Je n'ai rien versé, je n'avais pas demandé la Légion d'honneur, je ne l'ai pas obtenue et j'ai perdu dans l'aven-

ture ma machine à calculer que Dubreuil a emportée à la campagne et que je n'ai jamais revue.

Dubreuil proclame qu'il est incapable de faire du tort à un inventeur, car il appartient à la confrérie, étant le créateur d'une machine à comprimer l'air.

Crespin de la Jeannière, qui a une superbe barbiche de



Dubreuil

Ribaubeau

Hébert

vieux tambour, toute la famille Legrand, viennent à la barre étaler leurs querelles familiales, leurs discussions d'intérêts et leurs rancunes tenaces. Contradictions, mensonges, dénégations audacieuses, impudences : de tout ce mélange attristant se dégagent des accusations graves et précises contre Wilson.

La naïveté de certains témoins est déconcertante. Belloc dépose, sans paraître se rendre compte de l'énormité de sa déclaration, que Ribaudeau lui a affirmé :

— La croix ne se vend pas (c'est l'éternel refrain), mais,

moyennant certaines influences, on peut l'obtenir contre argent.

Albert Bataille trace un prodigieux portrait du témoin Legrand :

« Le voici à la barre, épais, trapu, ventripotent, une barbe noire frisottante encadrant la face enluminée, des yeux luisants de hanneton, sous un front fuyant et bas. »

Au début de la quatrième audience, la situation de Wilson, déjà compromise, devient tout à fait mauvaise. Le distillateur Delizy dépose que Wilson lui a fait offrir la Légion d'honneur pour cent mille francs. Il est donné lecture d'une lettre de l'agent d'affaires Bongers, qui a prudemment mis la frontière entre la justice et lui. Bongers recommande à Wilson deux candidats à la croix, et sa lettre se termine par ce cynique *post-scriptum* : « La suite vous sera profitable. » Bongers était le rabatteur de Wilson auprès des industriels et des commerçants, auxquels il envoyait l'écoeürante circulaire que voici :

« Monsieur, votre situation vous met à même d'être présenté pour la Légion d'honneur. La croix ne se vend pas, mais il faut payer des influences comme on paye son médecin ou son avocat, avec cette différence que vous payez votre avocat, même si votre procès est perdu, et votre médecin, même s'il ne vous a pas guéri. Tandis qu'ici vous ne payez qu'après réussite. Nous pouvons nous recomman-

der à vous d'après les résultats que nous avons déjà obtenus. »

Ai-je besoin de dire que les journaux sont remplis par les comptes-rendus du procès ? La France entière vibre, se passionne et s'indigne.

Quand, avec le recul nécessaire du temps, les Lavisse, les Hanotaux et les Camille Jullian de l'avenir écriront l'histoire de la troisième République, ils ne manqueront pas de souligner que le régime a été ébranlé, parfois même menacé de périr, à la suite des secousses provoquées par des débats judiciaires. La République, encore jeune et mal assise, a cruellement souffert de trois grands drames joués dans les prétoires de justice : l'affaire des décorations, l'affaire du Panama et surtout l'affaire Dreyfus, qui restera dans la mémoire des hommes l'Affaire tout court, avec un grand A.

Pour l'instant, occupons-nous seulement du premier de ces cyclones juridiques.

Les interrogatoires sont terminés ; la liste des témoins est épuisée ; le substitut Lombard prononce son réquisitoire. Le représentant du parquet est pour les prévenus un adversaire redoutable. Il connaît à merveille son dossier, il ne laisse rien au hasard ; son argumentation est solide, massive. Il a l'accent de la conviction, la foi sincère d'un honnête homme. Sans parti pris et sans passion, il remplit le

rôle pénible de l'accusateur. Alors qu'il est si doux, si naturel, si humain de parler pour absoudre, d'implorer l'indulgence, de faire naître dans le cœur sensible des hommes le sentiment généreux de la pitié, le substitut Lombard requiert, au nom de la loi et de la société, contre l'homme d'hier si haut placé, aujourd'hui tombé si bas. Il flétrit la vénalité de Wilson, qui a installé dans le palais de l'Élysée une officine louche, un commerce clandestin, auquel il ne manquait que de payer patente pour être une véritable industrie.

Il trace un portrait saisissant de Bongers, homme à tout faire, masquant son commerce malpropre sous l'étiquette de marchand de charbons, sorte de M^{me} Limouzin mâle.

« Voici, dit le substitut, un échantillon curieux de la correspondance adressée par Bongers à Wilson, à qui il recommande un parfumeur mis en appétit de décoration :
« Je vous signale le premier parfumeur du monde. C'est un
« athlète méritant, un grand fabricant, un grand chimiste.
« C'est une des capacités de la France et de la République. »

A cette époque, les opinions politiques jouaient un rôle essentiel pour l'obtention de la croix. Dans cette correspondance, le ministre qui avait refusé la croix à un candidat de l'agence Wilson, Bongers and Co. était qualifié de microbe, d'être malfaisant... Autre lettre de Bongers à Wilson pour lui recommander le chapelier Amour :

« Il n'y a pas au monde un chapelier pareil, il n'y a pas

sous la calotte des cieux un homme qui soit plus digne de la décoration. Il faut décorer Amour ! La chapellerie sera fière de lui voir le signe de l'honneur, la République se glorifiera de lui avoir fait obtenir le ruban rouge. »

Une lettre de Dubreuil, qui a l'esprit ingénieux, explique à un candidat légionnaire que, pour être décoré, il est indispensable de faire au préalable un versement d'argent :

« La République a des infortunes à soulager. Ses ressources sont insuffisantes, il faut l'aider. Vous obtiendrez, en échange, un tour de faveur pour votre demande de décoration. Au lieu d'avoir le numéro 2.000, vous aurez le numéro 2. Sous l'ancien régime, on appelait cela les épingles de la reine.

« Votre offrande permettra au gouvernement de jouer ce que Napoléon I^{er} appelait le rôle de la Providence. Hâtons-nous, pour que l'on vous voie au Jour de l'An avec la croix des braves. »

Le réquisitoire est terminé. Wilson a reçu sans broncher l'averse oratoire, mais son teint est devenu plus terreux, et la contraction de ses mâchoires révèle sa nervosité.

Les avocats plaident. Tour à tour, Demange, Saint-Auban, Signorino et Comby luttent contre la prévention.

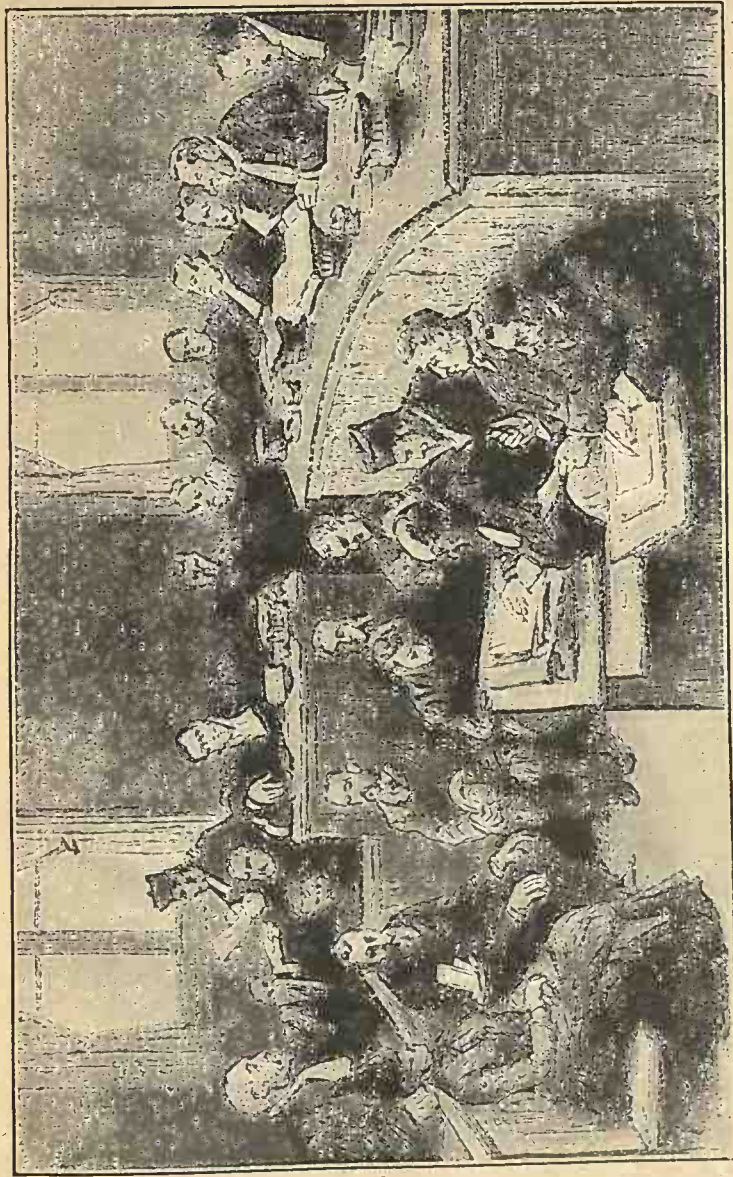
Au début de la septième audience, l'avocat de Daniel Wilson prend la parole. C'est Frédéric Lenté.

Il est le premier avocat d'affaires de son époque. Il sait rendre claires les questions les plus arides, et séduisantes

l'analyse d'un bilan ou l'étude d'une responsabilité d'administrateur. Grand, fort, la barbe à peine argentée taillée en pointe ; il n'abuse ni des gestes ni de la voix. Sa parole simple et rapide, dépouillée de tout artifice, a l'art de conquérir et de retenir l'attention des juges. Un des premiers, il donne à l'éloquence judiciaire sa forme actuelle, faite de clarté, de simplicité et de concision. Plus de grands gestes, plus de larges effets de manches. Finis le ronron tragique, les éclats de voix, les larmes de commande !

Le hoquet de Jules Favre, les magnifiques envolées de Berryer, les effets dramatiques de Chaix d'Est-ANGE et les prodigieux artifices de Lachaud sont passés de mode. Waldeck-Rousseau vient ensuite, avec ses rares qualités de *debater*, achever l'heureuse transformation de l'éloquence au Palais.

Lenté se lève. Sa haute taille se dresse à la barre. Sa pâleur est l'indice de l'émotion qui étreint son cœur déjà malade. Il est atteint aux sources mêmes de la vie. Le surmenage de son existence a ruiné sa santé, alors qu'il est encore dans la force de l'âge. Chaque jour, ses confrères peuvent le voir, assis sur un banc de la galerie Marchandé, mangeant un morceau de pain, qui est son unique repas du matin. Il porte à ses lèvres une petite fiole contenant de l'éther et demande au dangereux liquide le calme momentané qui doit apaiser son cœur tumultueux et lui donner la possibilité de respirer sans angoisse et sans douleur.



M^e Lenté. M^{me} Ratazzi, Daniel Wilson.

L'AFFAIRE DES DÉCORATIONS. —

L'AUDIENCE A LA DIXIÈME CHAMBRE

CORRECTIONNELLE

Le substitut Lombard.

Le président Villers

Dessin d'après nature d'A. Lemaistre.

Wilson semble indéfendable. Lenté va réaliser ce tour de force de le rendre presque sympathique. L'avocat est un des familiers de l'Élysée. En plaidant pour Wilson, il s'efforce de réhabiliter Jules Grévy.

Pendant six heures, sans fatigue apparente, tour à tour ironique, railleur, ému, pathétique, agressif, puis rentrant les griffes pour tenter d'amadouer et de séduire les juges, il parle, sans une note, — son dossier reste fermé devant lui, — livré tout entier aux hasards heureux de l'improvisation, qui est la seule forme utile de la parole humaine. Hâtons-nous d'ajouter que cette improvisation, comme toutes celles qui se respectent, a été longuement méditée dans le silence nocturne du cabinet de travail. Les idées, les arguments ont été mûris et réfléchis ; seule leur expression verbale jaillit libre et spontanée des lèvres de l'orateur, selon les nécessités de l'audience.

Lenté débute par un portrait magistral de Wilson, qu'il absout du crime de vénalité, pour ne plus voir en lui qu'un malade, un maniaque, en proie à la fièvre des affaires. Il n'a pas aimé l'argent, le sale argent, mais il a voulu se créer une clientèle, comme les patriciens de l'ancienne Rome. Il ne s'est pas enrichi comme tel ministre, qui avait fait connaissance avec les huissiers avant d'être salué par ceux de son ministère. Il s'attaque courageusement aux mœurs politiques de la démocratie :

« Non ! la croix ne se vend pas ! Mais osez donc dire qu'elle

ne se donne pas à l'influence ? Osez donc dire qu'elle se donne au savant obscur, qui l'attend dans son modeste logis, plutôt qu'aux électeurs influents commanditaires de journaux, patronnés par des sénateurs et des députés ? Ceux-là, quand ils n'ont pas de titres, on leur en trouve ! »

Lenté avait raison : la recommandation est la plaie de la démocratie.

La péroraison de la plaidoirie transporte d'enthousiasme un auditoire difficile à contenter, puisqu'il comprend presque exclusivement des avocats et des journalistes.

Épuisé par l'effort, la poitrine haletante, la face de plus en plus pâle, Lenté jette aux juges cette apostrophe suprême :

« Restez sourds aux bruits du dehors, qui doivent expirer au seuil de la salle de vos délibérations, comme le dernier et vain murmure de la vague épuisée. »

Il s'indigne contre les polémiques de presse.

« Un journaliste a osé écrire : « Que les magistrats prennent garde ! Nous sommes les juges des juges ! »

D'une voix étouffée, étranglée par l'émotion, Lenté évoque le spectacle douloureux de ce grand vieillard, naguère honoré de tous les souverains de l'Europe, chassé de l'Élysée par le scandale de ce procès, et qui attend le résultat de ces cruelles audiences, pendant que, dans cette enceinte familière aux repris de justice, il vient lutter pour sauver du déshonneur le nom de sa fille et de ses petits-enfants.

L'auditoire, frémissant, croit entendre, à travers ses paroles, les battements précipités de son cœur. Lenté s'arrête, sa voix se brise, les sanglots l'étouffent, il retombe sur son banc épuisé par l'effort, vaincu par l'émotion qu'il avait su faire partager — triomphe rare — même aux juges correctionnels.

Les magistrats ne sont point des jurés. Leur cœur peut battre, leur cerveau reste froid. Ils n'oublient pas qu'ils sont investis de la redoutable mission d'appliquer la loi.

Le 2 mars 1888, le jugement est rendu. Il condamne Wilson à deux ans de prison, le prive pendant cinq ans de la jouissance de ses droits civiques. Ribaudeau s'en tire avec huit mois de prison. Dubreuil se voit octroyer quatre mois et Hébert n'a qu'un mois de prison. La Ratazzi a le meilleur lot : cette fois, elle est acquittée. Elle en paraît surprise et ravie. Sa dénonciation lui a été profitable, et le talent d'Émile de Saint-Auban a arraché aux juges une décision inattendue. Il reste à liquider une vieille histoire qui n'intéresse plus personne.

Le procès Caffarel a été suspendu ; il est repris : le général est condamné à trois mille francs d'amende ; la Limouzin, à six mois de prison.

Wilson n'accepte pas la décision des premiers juges. Il fait appel, escomptant un arrêt plus favorable arraché

à l'indulgence de la cour. Changement de décor. Plus de public, aucune fièvre, plus de discussions passionnées. La question de droit est seule discutée.

Six mois de polémiques violentes, de scandales retentissants, d'enquêtes judiciaires multiples, aboutissent à un résultat déconcertant qui surprend et indigné l'opinion publique.

La cour proclame que les faits reprochés à Wilson and Co. ne tombent pas sous le coup de la loi pénale. Les mêmes magistrats avaient proclamé le contraire dans un arrêt récent rendu à propos de l'affaire d'Andlau-Ratazzi, dont la situation juridique était identique.

Albert Bataille fait observer que c'est à peine si Monsieur Gendre est l'objet d'un blâme discret. *Summum jus, summa injuria !* Wilson est acquitté.

La presse proteste et s'indigne. Le peuple, qui a le jugement sommaire, mais qui est épris de justice et de vérité, apprécie sévèrement la solution de cette lamentable affaire. Il se calme en pensant que Wilson est désormais un homme fini. Il se le représente, pliant sous le poids de ses vingt-deux mille vingt-deux dossiers, le front courbé, rentrant en rasant les murs dans le somptueux hôtel de l'avenue d'Iéna. qu'il avait cru quitter pour une cellule de prison. Il avait gardé la liberté, il semblait avoir définitivement perdu sa situation politique.

Le suffrage universel ignore parfois ces pudeurs et ces délicatesses. Wilson resta député, il fut même réélu. Les électeurs comblés par lui ne furent pas ingrats ; ils pensèrent, sans doute, que leur représentant devait être bien puissant pour ne pas avoir sombré dans un si terrible scandale.

Le boulangisme, la boulangerie, cette étonnante aventure, naîtra du dégoût et de la colère inspirés par les scandales impunis.

Quand le peuple souffre, quand il se sent mal gouverné ou qu'il soupçonne les dirigeants de se livrer à des trafics honteux, instinctivement il cherche un maître, un sauveur qui chassera les marchands du temple et nettoiera les écuries parlementaires,

Le général à la barbe blonde et au cheval noir sera le héros populaire que Paulus et les refrains de cafés-concerts ont rendu célèbre.

L'esprit gouailleur des Parisiens ne pouvait rester inactif devant le cas Wilson. Pour calmer la colère de la masse, il suffit d'un bon mot qui fait sourire, qui désarme.

Paris effervescent s'apaise, les boulevardiers (il en existait encore à cette époque) s'amusent, dans leurs libres propos qui ne respectent rien, d'une proposition de loi fantaisiste inventée par l'un d'eux :

« ARTICLE PREMIER. — Tous les Français naissent décorés.

» ART. 2. — A mesure que l'âge arrive et que les mérites s'affirment, ils perdent un grade dans la Légion d'honneur.

» ART. 3. — Arrivés au soir de la vie et au sommet de leur fonction, ils ne portent plus aucun ruban. »

En France, tout finit par des chansons et des bons mots.

TABLE DES GRAVURES

Louis-Philippe et ses Ministres.....	15
La duchesse d'Orléans à la Chambre des Députés (24 février 1848).....	23
Lamartine à l'Hôtel de Ville.....	27
La Garde Nationale. Les hommes avec leurs bonnets à poils.....	33
Lamartine haranguant le peuple.....	37
Barricade du Pont Saint-Michel (23 juin 1848, à sept heures du soir)	45
Mort de Mgr. Afre, archevêque de Paris (25 juin 1848).....	49
Composition allégorique de la Révolution de 1848.....	53
La comtesse Manuela de Montijo, mère de l'impératrice.....	61
La grand'mère de l'impératrice Eugénie, comtesse de Montijo, duchesse de Pinaranda et ses quatre filles, par Goya.....	67
La maison natale de l'impératrice Eugénie, à Grenade.....	71
Prosper Mérimée.....	75
Francesca de Montijo, devenue duchesse d'Albe, familièrement appelée Paca.....	79
Eugénia de Montijo en costume espagnol.....	83
Eugénia de Montijo, comtesse de Téba, la future impératrice des Français.....	89
L'Empereur et l'Impératrice en 1853, l'année de leur mariage....	95
Carte d'invitation pour le mariage (30 janvier 1853).....	99
L'Impératrice Eugénie, en robe de mariée (30 janvier 1853).....	105
Le petit château de Villeneuve-l'Étang, dans le parc réservé de Saint-Cloud.....	115
L'Impératrice visitant les cholériques, en octobre 1865, dans les principaux hôpitaux de Paris.....	119
Naissance du Prince Impérial (16 mars 1856).....	127
Visite de l'Empereur et de l'Impératrice aux ouvriers lyonnais en 1859.....	135
Le yacht impérial <i>L'Aigle</i>	143
Une fête officielle à l'Hôtel de Ville de Paris. — L'ouverture du bal par l'Empereur et l'Impératrice.....	155
Voyage de l'impératrice Eugénie en Égypte.....	163
Paris en 1870. — Manifestation en faveur de la guerre sur le boule- vard Montmartre.....	167
L'Impératrice quitte le Louvre par la salle des Antiquités égypt- iennes (4 septembre 1870).....	175

Les funérailles d'un drapeau.....	179
La captivité de Napoléon III au château de Wilhelmshohe, en Allemagne (septembre 1870).....	183
Le Prince Impérial, l'Empereur et l'Impératrice, en 1872.....	187
Le domaine de Farnborough.....	191
L'impératrice Eugénie en 1914.....	195
Les funérailles de l'impératrice Eugénie, en Angleterre, le 20 juillet 1920	199
Jules Grévy donnant lecture, à la tribune de la Chambre des députés, de la lettre de démission du maréchal de Mac-Mahon (janvier 1879)	207
Général Caffarel, M ^{me} Limouzin, Général Comte d'Andlau.....	213
M ^{me} Ratazzi et son avocat, M ^e de Saint-Auban.....	221
L'arrivée de Daniel Wilson à l'audience.....	229
Dubreuil, Ribaudeau, Hébert.....	237
L'audience à la Dixième Chambre Correctionnelle.....	243

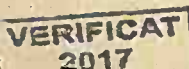


TABLE DES MATIÈRES

LA RÉVOLUTION DE 1848. La fin d'une monarchie 9

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE.

I. La Jeunesse. L'Ascension vers le Trône 59

II. Le Règne. Les Années heureuses 113

III. Le Déclin. La Chute. Les Années douloureuses. La Mort. 153

L'AFFAIRE DES DÉCORATIONS. La société et la vie sous
la troisième république.

De l'Élysée à la Police correctionnelle. 201

